

# tribune

## socialiste

HEBDOMADAIRE  
DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Supplément au N° 499. 1,50 F.

Jeudi 3 juin 1971.

Nous portons à la connaissance des lecteurs de ce numéro les textes d'orientation qui sont soumis à la discussion préparatoire, au Congrès de Lille du P.S.U., avec la conviction qu'ils intéressent plus que le cercle étroit de notre organisation.



1

# Nos tâches politiques actuelles

Ce texte est proposé à la discussion du parti comme cadre du débat d'orientation pour le congrès. Nous demandons donc à tous les camarades qui entendent prolonger l'effort de transformation révolutionnaire du P.S.U. de le prendre en considération et de corriger ses carences, mais aussi, de prendre en considération les textes des A.O.P. qui lui sont compatibles, notamment ceux de la majorité de la région parisienne sur les syndicats et celui de Rhône-Alpes-Paris sur les structures. Par ailleurs, en ce qui concerne une série de points d'impacts de notre stratégie sur les différents fronts de lutte, nous renvoyons au programme d'action du parti.

**B. Abraham (Loiret) - B. Brain (Seine-Saint-Denis) - Y. Craipeau (Alpes-Maritimes) - G. Dumard (Loiret) - J.-L. Euvrard (Hauts-de-Seine) - R. Houlet (Seine-Saint-Denis) - D. Hué (Yvelines) - D. Pouchin (Haute - Normandie) - Pierrot Régnier (Haute-Seine) - J.-L. Rochard (Renault, Cléon) - J.-Y. Romo (Val-d'Oise) - P. Rueff (Doubs) - Ph. Simon (Paris) - Jean Tercé (Paris).**

## Introduction

### Le P.S.U. aujourd'hui

Alors que Marchais et Savary annonçaient naguère la déroute du P.S.U., le rapport de Plissonnier au dernier comité central donne un tout autre son de cloche. Après avoir une fois de plus dénoncé le gauchisme, il montre son inquiétude devant les progrès du P.S.U. aux élections municipales. Ces progrès sont eux-mêmes intéressants : ils montrent que la mutation révolutionnaire du parti est suivie aujourd'hui d'une extension de sa zone d'influence, particulièrement dans les localités ouvrières.

Le P.C.F. prend aujourd'hui conscience que le courant révolutionnaire lui dispute la direction des luttes dans une série de secteurs non négligeables (répression, usagers, lycéens, paysans, immigrés) et ose même contester son hégémonie dans les luttes ouvrières, comme aux Batignolles. Lorsque, dans la région parisienne, la direction stalinienne de la C.G.T. refuse un cortège commun avec les révolutionnaires et les amène à manifester à part, le rapport des forces entre les deux cortèges s'établit à peine du simple au double. Un nouveau rapport de force est en train d'apparaître.

Cette constatation amène deux réflexions :

1) L'évolution révolutionnaire du P.S.U. depuis Mai 68 et Dijon n'a pas isolé le P.S.U., comme le croyaient certains camarades : elle a considérablement renforcé son influence.

2) Comme le déclare le camarade Rocard, l'enjeu du congrès est clair : **permettre au parti d'assumer ses nouvelles responsabilités**. La question qui lui est posée est celle-ci : le P.S.U. sera-t-il capable d'aider l'avant-garde des ouvriers et des paysans prolétarisés non seulement à coordonner et à élargir leurs luttes, mais à les développer en direction de la prise du pouvoir ? Or, il ne peut en être capable s'il cherche à revenir vers le passé.

### 1) L'alternative socialiste :

Depuis les années 60, il se développe à l'échelle internationale une vague de luttes révolutionnaires qui fissurent le système impérialiste et dévoilent le caractère contre-révolutionnaire des forces liées à l'U.R.S.S.

Cependant, ce mouvement, qui prend appui sur l'accentuation des contradictions du capitalisme (crise monétaire, inflation...) se manifeste dans toute son intensité dans des sociétés qui sont aujourd'hui les **maillons faibles** de la chaîne impérialiste (France, Italie, Espagne...). Dans ces formations sociales, le capitalisme monopoliste n'est pas parvenu à la totale hégémonie que requiert l'internationalisation des forces productives et de la concurrence.

En ce qui concerne la France, comme le montre le VI<sup>e</sup> Plan, le caractère exacerbé de l'inégal développement de la société rend les contradictions de plus en plus explosives :

— Entre le développement monopoliste et la persistance de secteurs archaïques (paysannerie parcellaire, petit commerce...).

— Entre le « surdéveloppement » des métropoles (notamment la région parisienne) et le sous-développement de régions entières sous-industrialisées (Roussillon, Corse, Bretagne) ou déclinantes (Nord, Lorraine...).

— Entre la persistance des valeurs de la France rurale et catholique et leur remise en cause par le développement des forces productives (crises de la famille, morale, esthétique...).

— Entre l'aspiration à un travail autonome et créateur s'opposant à la qualification et les techniques capitalistes d'organisation du travail en miettes, etc.

Cela se traduit à la fois par des luttes avancées dont le sens ne pourrait être que l'établissement à terme d'une société communiste (luttes des femmes, de la jeunesse, remise en cause de l'organisation capitaliste du travail) et des luttes de survie souvent ambiguës (vignerons, charbonnages, textile des Vosges...). Il se développe donc une série de luttes, de révoltes, de mouvements de masse échappant aux stratégies réformistes mais aussi aux stratégies dont le point d'application ne pourrait être qu'un des aspects de ces contradictions (stratégie maoïste reposant sur les seules couches paupérisées ou au contraire stratégie fondée sur « une nouvelle classe ouvrière » et sur les seules métropoles industrielles).

Aussi le congrès de Lille devra-t-il donner au parti les moyens de construire cette stratégie révolutionnaire prenant appui sur les mouvements de masse et les orientant dans le sens de l'alternative socialiste.



## 2) Quelle politique veut nous imposer le P.C.F. ?

### A) Une stratégie électoraliste

Pour comprendre comment nous pouvons avancer, il est intéressant de voir comment nos adversaires réformistes voudraient nous voir reculer.

Il faut revenir aux décisions du comité central du P.C.F. Le P.C.F. veut maintenir les luttes ouvrières dans le cadre de négociations conflictuelles avec la bourgeoisie. Par là, il entend à la fois renforcer sa clientèle électorale en prenant en charge les revendications immédiates de toutes les couches sociales et apparaître comme le « parti de l'ordre », susceptible d'exercer le pouvoir dans le cadre des institutions parlementaires en prenant la tête d'une coalition dite « démocratique ». C'est dans cette perspective de la « démocratie avancée » que doit s'inscrire l'unité syndicale. Quant aux travailleurs, ils n'interviennent que comme masse de manœuvre, en tant qu'électeurs ou en tant que syndiqués.

Or, la force montante des révolutionnaires vient troubler cette perspective. La marge de manœuvre du P.C.F. devient de plus en plus étroite. Cherchant à rassurer pour préserver son alliance avec la social-démocratie et tendre la main à la bourgeoisie libérale — il doit en même temps montrer les dents pour éviter tout débordement sur la gauche — comme on vient de le voir aux usines Renault.

Plus grave encore, les révolutionnaires appellent les masses ouvrières et paysannes à prendre elles-mêmes en main leurs propres affaires. Dès lors, l'ennemi principal devient le courant révolutionnaire et le P.C.F. demande au gouvernement réactionnaire d'intervenir contre lui plus violemment encore qu'il ne le fait.

### B) Le P.C.F. freine les luttes

Que peut-il en attendre ? En vérité, il sait bien que la violence ne peut pas arrêter un mouvement de fond. Mais il compte sur les faiblesses du courant révolutionnaire et il entend les exploiter. Il s'agit d'abord de dresser au sein de la C.F.D.T., les timorés et les réformistes contre les révolutionnaires et de forcer cette centrale à suivre la stratégie de la C.G.T. Il s'agit ensuite d'amener le P.S.U. à prendre ses distances à l'égard des « gauchistes » qui le mettent dans une position si inconfortable et à profiter ainsi de la division de l'extrême gauche, tout en poussant une fraction de l'extrême gauche à réagir par des représailles et des positions ultra-gauches.

Il s'agit enfin, et surtout, et c'est pourquoi l'essentiel des coups est dirigé contre lui, d'introduire la division au sein du P.S.U. : les syndicalistes harcelés dans les entreprises, les nostalgiques de l'union des gauches, les militants inquiets de la phase révolutionnaire pourraient sous cette pression amener le congrès à amorcer un mouvement de retour en arrière : alors le P.S.U. serait assuré de bons accords électoraux et pourrait prendre place dans le cortège de la démocratie avancée. On leur permettrait même de garder leur langage à eux : les mots importent peu quand ils ne sont pas suivis d'actes. Le mouvement révolutionnaire serait brisé.

### C) Notre réponse : pas d'alliances contre nature

Dans ces conditions : il importe de préciser le type de rapports à entretenir avec le P.C.F. :

● Nous devons rejeter, conformément au programme d'action voté par le parti, « la recherche d'un accord stratégique ou programmatique » qui ne pourrait conduire qu'à un illusoire front populaire, compte tenu de la nature réformiste du P.C.F. Cette position de principe trouvera son point d'application à l'occasion des législatives de 1973 où notre parti ne présentera ou ne soutiendra au premier tour que les candidats défendant les positions révolutionnaires, et ne discutera avec le P.C.F. que du problème des désistements.

● Nous devons rejeter toute politique d'attaque frontale permanente assimilant implicitement ou explicitement le P.C.F., au « social-fascisme » ou à un simple appendice de la bourgeoisie dans le mouvement

ouvrier. En effet, la politique du P.C.F. ne vise pas à se mettre au service de la bourgeoisie monopoliste, comme la social-démocratie (S.F.I.O., S.P.D., travaillistes...) mais à s'installer au pouvoir dans le cadre de la stratégie d'élargissement du « camp socialiste ».

Aussi, notre tactique doit, au contraire, reposer sur la pratique du débordement permanent des réformistes ; ce qui peut impliquer des actions communes conjoncturelles subordonnées à l'affirmation politique et au renforcement des révolutionnaires dans le mouvement même des masses.

## 3) La société socialiste et la prise du pouvoir

### a) Un objectif historique

● La stratégie du parti est commandée par son objectif : la société socialiste à construire. Il s'agit de comprendre la tâche historique du mouvement ouvrier dans les pays avancés.

— Il ne s'agit pas de continuer le capitalisme avec plus de justice sociale, mais briser ses structures et son Etat pour le dépasser.

— Il ne suffit pas de permettre aux producteurs de bénéficier du progrès technique. Il faut définir le contenu du progrès technique, sa nature et comment nous devons l'utiliser pour transformer les conditions du travail et la condition des travailleurs.

— Il ne suffit pas de substituer l'Etat au patron privé, mais de s'orienter vers la disparition du salariat.

● Il s'agit de viser la suppression des causes de l'inégalité sociale (entre le travail intellectuel et manuel, entre le travail industriel et agricole entre dirigeants et exécutants, entre la situation de l'homme et celle de la femme, entre société politique et société civile, etc.).

— Il s'agit aussi de détruire les valeurs bourgeoises dialectiquement liées à l'inégalité sociale : morales, sexuelles, etc. Il faut se rendre compte que ce processus ne s'accomplira pas du jour au lendemain après la prise du pouvoir. Il faut d'ores et déjà y réfléchir.

● La société socialiste exige un puissant développement et une transformation radicale des forces productives, une politique consciente de construction du socialisme capable de résoudre les oppositions entre le prolétariat et les couches sociales qui deviennent ses alliés. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions combattre l'héritage de la société bourgeoise autrement qu'à coups de décrets d'un certain pouvoir central.

— La société socialiste ne peut donc être entreprise que si nous avons la volonté de défendre comme objectif le communisme. (Cela suppose bien sûr une réflexion réelle sur ce que Marx entendait par ce mot.) Cette tâche ne peut être entreprise par aucune caste de type bureaucratique (toute caste dirigeante établie viserait à perpétuer ses privilèges) c'est donc au prolétariat lui-même et à ses alliés que cette tâche revient.

— A cet égard, il est significatif de l'évolution du parti, que l'unanimité des A.O.P. se soit réalisée sur la nécessité et le contenu de la période de dictature du prolétariat. Les divergences ne sont apparues que sur le langage à employer pour l'expliquer.

### b) Sur le problème de la prise du pouvoir

Sur ce problème, des divergences se sont fait jour dans le parti. Il est, en effet, difficile de définir un schéma que l'histoire réaliserait à la lettre.

Mais, on voit ce que la prise du pouvoir ne peut pas être :

— ni, le simple jeu de la démocratie bourgeoise, ce qui nous maintiendrait dans le cadre des institutions du capitalisme,

— ni, l'insurrection ou le putsch d'une avant-garde auto-proclamée (même si elle l'emportait, elle ne pourrait qu'instaurer un pouvoir extérieur aux travailleurs),

— ni, par la simple occupation pacifique des entreprises (laissant intact l'appareil d'Etat).

Inversement, trois conditions doivent être remplies :

1) Une période de crise sociale et politique marquée par un affrontement massif entre le patronat et l'Etat, d'une part, et la classe ouvrière et ses alliés, d'autre part, qui se dotent de leurs propres organes de pouvoir dans les entreprises et les localités. Ces organes sont déjà l'armature d'un Etat de type nouveau, incompatibles avec la survie de l'Etat bourgeois et nécessitent son renversement (la prise du pouvoir central passe alors par une période de double pouvoir où se contrebalanceront les forces révolutionnaires et contre-révolutionnaires).

2) L'organisation par les travailleurs d'une force armée capable de s'opposer aux forces armées contre-révolutionnaires, s'impose donc (ce qui suppose aussi de gagner une partie de ces forces et de démoraliser l'autre partie). En effet, l'affrontement avec les forces contre-révolutionnaires (et éventuellement leurs alliés au sein du mouvement ouvrier) est inévitable à un moment où à un autre du processus révolutionnaire. Croire que les classes possédantes se laisseront déposséder sans lutte serait tomber dans le panneau de la « démocratie avancée ».

3) L'existence d'une avant-garde politique cohérente et liée aux masses : c'est l'absence d'une telle avant-garde qui a condamné Mai 68 à l'échec. La prise du pouvoir est un moment particulier du processus révolutionnaire, commencé depuis longtemps.

### c) Le développement du mouvement des masses

Aussi l'objectif du pouvoir doit-il s'affirmer dès maintenant si l'on veut que le passage au socialisme repose sur une action consciente du prolétariat et des masses populaires.

Cela veut dire que la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois, et la construction d'un nouveau type d'Etat, doivent d'abord être étroitement liées, ensuite se traduire dès maintenant en objectifs concrets, enfin être contenues directement dans les luttes des masses et non dans quelque programme préfabriqué d'un parti.

Un certain nombre de luttes actuelles vont dans ce sens :

● il s'agit d'une part des luttes usant l'idéologie dominante et désarticulant l'appareil d'Etat : luttes contre la répression entraînant des contradictions dans la police, contre l'armée, les corps judiciaires et pénitentiaire, contre l'école de classe, contre l'appareil d'information...

● il s'agit d'autre part, de tout ce qui peut, dans l'action, affirmer un pouvoir autonome et collectif des travailleurs et de leurs alliés : assemblées générales, et délégués d'ateliers préfigurant les conseils d'ouvriers, comités populaires de quartiers, comités ouvriers-paysans.

Bien évidemment, on ne parviendra pas graduellement à détruire l'appareil d'Etat bourgeois et à construire un nouveau type d'Etat, car cela exige une révolution. Mais c'est seulement en menant ce type de luttes que l'on créera les conditions de la prise en charge consciente par les masses de l'objectif du pouvoir. Certes, mener cette stratégie nécessite la direction politique et idéologique d'une organisation révolutionnaire. Mais, à la différence des conceptions héritées de la III<sup>e</sup> Internationale, cette direction doit s'effectuer à partir de rapports d'échanges et de critiques avec les masses. Ainsi la ligne politique du parti sera en permanence vérifiée, enrichie, débattue et contrôlée.

C'est en s'engageant résolument dans cette voie que nous pourrions répondre concrètement à toutes les déviations bureaucratiques qui ont pour origine la conception d'un parti « révolutionnaire » auto-proclamé et coupé des masses.

C'est pourquoi nous devons appliquer cette ligne dans les mouvements de masses qui commencent à s'affirmer (Secours Rouge, lycéens, locataires) qui doivent être

élargis (femmes, jeunes travailleurs) où qui restent à susciter (étudiant...) et qui permettent à la fois l'attaque du capitalisme et l'action commune des révolutionnaires.

Le P.S.U. a d'abord comme objectif d'organiser la lutte anticapitaliste dans tous les secteurs. Mais il cherche en même temps à souder le front des révolutionnaires. Leur action commune, chaque fois que c'est possible dans les luttes ouvrières et paysannes, servira en même temps de banc d'essai pour la construction du parti révolutionnaire. Elle permettra de vérifier ceux qui ont la même stratégie fondamentale et doit les amener à une conception commune des rapports du parti avec les masses.

## 4) Notre stratégie et les syndicats

La clef de notre progression dans la classe ouvrière réside dans une conception cohérente du travail dans les entreprises évitant chez nos militants des clivages artificiels entre action politique et action syndicale.

Il ne s'agit pas pour le parti de revenir à des conceptions anciennes qui ont fait faillite en Mai 68 (comme par exemple l'illusion d'une coordination des partis et des syndicats pour élaborer une stratégie de prise du pouvoir (ainsi que cela apparaît dans le texte « de synthèse » des A.O.P. (1) transformation du mouvement ouvrier, page 10, « T.S. » spécial congrès). Ce n'est pas en faisant pression au sommet sur les directions syndicales, dont on sait en l'occurrence qu'elles ne se situent nullement sur une orientation révolutionnaire, qu'on pourra gagner les travailleurs influencés par le réformisme à la lutte révolutionnaire).

### a) Que sont aujourd'hui les syndicats ?

1) Le syndicat en tant que tel est soumis à des limites liées à sa fonction dans la société capitaliste (vendre la force de travail au meilleur prix face à l'exploitation capitaliste et à la répression). Il est une forme d'organisation propre au stade capitaliste de la société et plus généralement du salariat et il en subit la marque (reproduction en son sein de certaines caractéristiques de la division sociale du travail et de l'idéologie dominante, bureaucratisme...). Il ne peut par conséquent être l'instrument de l'affirmation autonome de la classe ouvrière.

**Affirmation autonome de la classe ouvrière : elle ne se manifeste qu'au cours de luttes intenses ou pré-révolutionnaires en suscitant des formes d'organisation nouvelles et unitaires (assemblées générales, conseil de travailleurs).**

### 2) La bourgeoisie veut intégrer le mouvement ouvrier. La bourgeoisie a deux impératifs :

— un impératif économique qui est la planification des conflits sociaux. La nécessité de prévisions économiques à moyen terme par les grandes firmes, dans le cadre de la concurrence monopolistique les oblige à déterminer tous les coûts, en particulier ceux de la main-d'œuvre. Or, tant que ces coûts dépendront des mouvements de la lutte des classes, cela sera impossible. Aussi pousse-t-elle aux conventions, contrats, clauses antigèves, etc.

— un impératif politique qui est la réalisation d'un nouveau système de pouvoir. Le parlementarisme fondé sur l'alliance entre la bourgeoisie monopoliste, la paysannerie et la petite bourgeoisie urbaine, entre en contradiction avec la politique de liquidation sociale et économique des dernières couches, entreprise par la grande bourgeoisie. Chaban-Delmas en France vise à créer un nouveau système de pouvoirs reposant sur la négociation entre « partenaires sociaux » et gouvernement. L'opération a déjà été réalisée dans une série de pays : utilisation de la bureaucratie syndicale, loi antigève, répression contre les éléments qui résistent. Exemple : la politique contractuelle allemande et la loi Carr en Allemagne.

3) Les formes d'organisation, la stratégie des syndicats sont aussi largement déterminées par les forces politiques qui organi-

(1) En fait présenté par l'A.O.P. Rhône-Alpes.



sent la classe ouvrière et qui imposent par ce biais aux luttes ouvrières, une fonction politique précise.

— pour la C.G.T. : dans le cadre de la stratégie électoraliste du P.C.F., il s'agit de limiter la lutte d'usine à ses aspects strictement économiques et salariaux. La fonction des syndicats consiste simplement à mettre en évidence la mauvaise volonté du patronat et de l'Etat, pour faire de la pression ouvrière une masse de manœuvre favorisant des changements politiques dans le cadre de la démocratie bourgeoise.

— pour la C.F.D.T. : les courants sont divers et un nombre croissant de militants combattifs sont organisés dans la C.F.D.T. Ils ne cautionnent pas une pratique trop souvent axée sur la concertation sociale (signature des contrats de progrès au nom d'une division formelle entre « qualitatif et quantitatif » : on négocie le « quantitatif » pour s'en « débarrasser » et on prétend se battre durement pour le « qualitatif »). Ils ont été les plus directement engagés dans les luttes de ces deux dernières années mettant directement en cause l'organisation capitaliste du travail, le pouvoir patronal et la hiérarchie (Usinor-Dunkerque, Faulquemont, Grands Magasins, Batignolles, Renault-Billancourt, etc.).

Mais le projet politique qu'on leur propose ne peut les satisfaire :

● Faire de la C.F.D.T. une force syndicale qui soit le répondant d'une force social-démocrate replâtrée hésitant entre la voie centrée ou la voie front populaire. Les opérations Jeanson, puis Descamps jusqu'à présent ratées, en sont l'illustration.

● Par ailleurs, la présence d'un courant révolutionnaire, se situant sur des bases de classe correctes même s'il est plus ou moins entaché d'illusions de type syndicaliste-révolutionnaire (ce qui est inévitable en l'absence d'organisation politique d'avant-garde) est importante.

4) La stratégie des organisations syndicales est entrée dans une crise larvée mais profonde due à son inadaptation, par rapport aux caractéristiques des luttes ouvrières et à la montée de la combativité des travailleurs.

● Par les objectifs et les formes de lutte qu'ils adoptent aujourd'hui, des travailleurs (encore minoritaires) remettent en cause les stratégies syndicales traditionnelles. Aussi bien sur les causes que les conséquences des changements au sein du processus de production, de nombreux combats ont été menés. La grève des O.S. chez Renault n'en est ni le début ni le sommet. Elle est un moment particulièrement fort de la révolte contre l'offensive capitaliste. Imposées à une classe ouvrière combative, toutes les mesures de réorganisation techniques et sociales de la production susciteront sans cesse des explosions toujours plus dures. Aussi bien dans des cas de reconversion (du type de celle imposée à la métallurgie lorraine ou au secteur textile) que dans des cas de mutations techniques (du type Renault, secteur chimique et pétrolier), le système capitaliste apparaît aux travailleurs comme l'ennemi. Ce n'est donc plus à un partenaire social que les travailleurs s'opposent mais à un adversaire de classe avec tout ce qu'il représente : hiérarchie sociale, cotation par postes, cadences, etc. Ce début de prise de conscience ne trouve pas actuellement de débouchés dans les organisations syndicales encore structurées sur des bases catégorielles (différences de structures pour les cadres, les employés, les ouvriers, etc., différence selon les secteurs de production, les unités...).

● Les luttes sont souvent restées éparpillées, sans liens entre elles et la plupart du temps déviées de leurs objectifs et récupérées par les organisations traditionnelles. Celles-ci après la période d'affrontement dur reprennent la fonction défensive minimum qu'elles assument encore pour la grande masse des travailleurs. Il faut cependant noter que depuis quelques mois le passage d'une lutte anticapitaliste donc politique, à un compromis syndicat-patronat pour clôturer le mouvement ne se fait plus sans heurts entre les directions syndicales et leur base (exemples : Faulquemont, Renault).

● Les travailleurs combattifs en rupture avec le réformisme n'ont pas encore de force politique capable de transformer leur expérience spontanée en une conscience de classe révolutionnaire. Ils n'ont pas de structures où ils puissent l'exprimer. Cela explique leur méfiance vis-à-vis des partis politiques, des défilés (même si ce sont ceux des groupes révolutionnaires).

● Cela explique que la contestation (sur des points pratiques ou plus généraux) de l'institution syndicale et des partis réformistes peut coexister avec des attitudes politiques réformistes (voter P.C.F.) ou une désaffection envers toute structure politique (ce qui explique en partie un certain renforcement des mouvements informels du type Secours Rouge, par exemple).

● Plus profondément, il ne peut y avoir de processus progressif de rupture voulue avec le réformisme comme stratégie, même à partir des luttes les plus avancées. Cela infirme l'idée de ceux qui au P.S.U., croient qu'on peut capitaliser tout de suite des luttes sociales nouvelles, sous forme d'adhésion, pour la simple raison que nous soutenons et nous réclamons de ces luttes. L'idéologie bourgeoise est encore forte dans la classe ouvrière, de même que les solutions réformistes sont aussi solidement implantées.

● Il ne peut y avoir non plus de grignotage lent et progressif des formes d'organisation traditionnelles qui donnerait naissance à de nouvelles formes d'organisation dépassant organiquement les vieilles structures.

Il ne peut y avoir de forme autonome réelle d'organisation des travailleurs que dans le cadre d'une crise révolutionnaire, où les anciennes divisions (partis-syndicats) sont dépassées. De plus, ces formes d'organisation nouvelles elles-mêmes peuvent être récupérées par les organisations réformistes (cf. Les conseils ouvriers en Autriche et en Allemagne en 1919). Elles ne sont pas, en l'absence d'organisation capable de les centraliser et de lui donner une expression politique et juridique, la garantie de succès d'un processus révolutionnaire. Nous devons nous donner comme objectif (avec ces restrictions préalables) de créer cette organisation capable de donner un débouché aux luttes révolutionnaires.

b) Nos tâches par rapport à cette situation :

Notre intervention ouvrière doit marcher sur deux jambes.

1) La forme d'organisation syndicale, même contestée par une partie des travailleurs, n'est pas réellement dépassée. Elle ne pourra jamais l'être si l'on déserte les syndicats, pour d'autres formes de regroupement inévitablement marginales actuellement. Ce serait laisser la grande masse des travailleurs soumise à l'idéologie réformiste et négliger le fait que les syndicats restent un enjeu stratégique entre la bourgeoisie et le mouvement ouvrier et dans ce dernier entre révolutionnaires et réformistes.

Notre intervention dans les syndicats ne doit pas être formelle (consistant simplement en une présence critique avec intervention purement idéologique). Elle doit partir du niveau de conscience réel des travailleurs et avancer des propositions d'action conformes à notre stratégie d'ensemble, afin que les travailleurs s'en emparent. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrions gagner des positions, convaincre les travailleurs en leur laissant faire l'expérience de la justesse de nos positions et combattre de manière efficace les orientations et les directions réformistes. Notre but n'est pas d'épuiser toutes nos forces dans la construction illusoire d'un syndicalisme révolutionnaire, mais de soustraire les travailleurs à l'influence réformiste pour développer certains objectifs et formes de luttes qu'elles passent ou non par un cadre strictement syndical. Néanmoins, le développement de positions syndicales soutenant les luttes de classe ne nous est nullement indifférent. Au contraire, toute position arrachée au réformisme et à la bourgeoisie renforce la possibilité de développement révolutionnaire des luttes.

— Nous devons nous appuyer systématiquement sur les travailleurs les plus combattifs, sans toutefois entretenir des illusions sur les formes de luttes avancées au risque d'oublier le caractère contradictoire et inégal de la situation d'ensemble. Cette attitude passe par l'activité politique autonome du parti dans les entreprises, par la polémique idéologique avec le P.C.F. et la social-démocratie et les syndicats. Cela exige l'intervention directe de nos militants dans les luttes.

Nous pouvons à certains moments promouvoir des formes d'organisation nouvelles dans le cadre de luttes dures, regroupant les travailleurs les plus combattifs, voire même après les luttes. Mais il ne faut pas en faire l'étape actuelle des formes d'organisation parallèles et s'opposant au syndicat et nous dispensant d'y intervenir. Ces regroupements d'ouvriers combattifs avec des militants politiques peuvent être dans certaines circonstances, la forme d'organisation du courant révolutionnaire large dans les entreprises, en l'absence d'une organisation révolutionnaire puissante, capable de répondre à leurs besoins politiques et de leur offrir un cadre d'organisation et de réflexion pour leur intervention dans les luttes.

Il ne faut pas confondre une tactique de construction de l'organisation révolutionnaire pouvant prendre des formes souples (regroupement des militants d'avant-garde se dégageant de l'expérience des luttes et qui pour des raisons conjoncturelles ne veulent pas rejoindre le P.S.U. ou tel groupe révolutionnaire) avec un processus « d'autonomisation » de la classe ouvrière, dépassant les organisations syndicales sur ce point.

Il ne faut pas non plus se faire d'illusions : ces noyaux politiques d'entreprises ne peuvent survivre sur une base localiste, sans répondre aux problèmes stratégiques de l'intervention dans la classe ouvrière et sans avoir des liens avec l'ensemble des entreprises et les autres fronts de luttes, c'est-à-dire sans poser le problème du parti et de la centralisation politique.

Le conseil national a commencé à indiquer une orientation dans ce sens. Il faut maintenant préciser cette orientation sur le caractère même des revendications essentielles (pour l'augmentation uniforme, contre la hiérarchisation). Sans doute aussi faut-il expliquer l'exemple italien des délégués d'ateliers élus par les syndiqués et non-syndiqués et révocables.

Mais nous savons que de telles formes de démocratie ne peuvent subsister sans une permanence des luttes et aussi qu'elles sont récupérables (comme toutes), c'est là un élément important de notre stratégie.

## 5) La mutation du parti

Avant 1968 le P.S.U. restait une organisation social-démocrate de gauche : ses structures et son style de travail correspondaient à ses objectifs essentiellement réformistes. Le congrès de Dijon (mars 1969) vit un parti profondément modifié et renforcé par Mai 68, hésiter sur la voie à suivre. Balançant entre le rassemblement d'un « courant socialiste » invertébré et l'option révolutionnaire, un unanimisme de façade a finalement consacré les ambiguïtés. La création du « secteur entreprise » reste l'acquis majeur de ce congrès : elle a permis de poser concrètement les problèmes de la lutte politique et de la prolétarianisation du parti.

● Depuis deux ans, le P.S.U. s'est radicalisé. Au contact permanent des luttes de masse, engageant ses militants dans toutes les offensives du courant révolutionnaire (Secours Rouge, comités d'usagers...) approfondissant son travail en secteur paysan, accentuant sa prolétarianisation en accordant des responsabilités croissantes aux militants ouvriers, le P.S.U. se présente aujourd'hui comme une composante essentielle de l'avant-garde révolutionnaire.

Mais cette évolution est loin d'être homogène. Les forces d'inertie n'ont pas disparu. Nombre de sections et de fédérations oscillent entre le conformisme électoral et l'activisme, comme on a pu le constater encore à l'occasion des élections municipa-

les. Cette hétérogénéité s'est manifestée politiquement à l'occasion du conseil national de Rouen (juin 1970). Une telle situation n'est pas en soi alarmante. Elle est inévitable dans un parti qui opère une mutation aussi profonde que la nôtre.

● Ce qui est grave c'est que le parti ne contrôle guère sa propre mutation. Cela provient pour une part du décalage entre la radicalisation politique et la stagnation des structures et du style de travail. La crise actuelle de la direction n'est que la conséquence de ce décalage qui n'a fait que s'accroître depuis le congrès de Dijon. Largement étrangère par sa composition sociale aux préoccupations des masses, elle donne au parti l'exemple de l'irresponsabilité, du dilettantisme, du laisser-aller. Lorsque la minorité de la D.P.N. lui a demandé de faire son autocritique, afin de modifier son comportement, la majorité s'y est refusée. Cette sévère autocritique, Michel Rocard l'avait reprise dans son rapport de février 1971. Il est bien regrettable qu'il ait cru devoir la passer sous silence dans le rapport écrit envoyé aux sections.

En effet, cette absence de direction responsable n'a pas seulement accentué les forces centrifuges dans le parti. Elle a favorisé le développement de pratiques contraires au débat démocratique que chacun s'accorde à considérer comme indispensable. Les questions de personnes aggravées par la constitution de « contre-appareils » menacent de fausser le débat politique. Le parti doit s'y refuser et assumer à tous les échelons les responsabilités que nécessitent la cohésion politique et la démocratie dans l'élaboration politique. A cette seule condition, le congrès de Lille assurera la cohésion du parti et lui permettra d'avancer sur la voie révolutionnaire.

## 6) La transformation du P.S.U.

Le problème de la construction du parti révolutionnaire ne se résume pas à l'addition des militants révolutionnaires organisés dans les différents groupes.

A l'inverse le P.R. ne se construira pas de lui-même par un rassemblement progressif des militants ouvriers les plus combattifs.

L'objectif central de notre période est la fusion dans un P.R. lié aux masses des éléments les plus conscients des luttes de classes sur les différents fronts de lutte avec l'avant-garde politique représentant tant bien que mal le pôle politique national d'orientation révolutionnaire.

Le P.S.U. peut être le lieu principal de cette fusion entre l'avant-garde ouvrière radicalisée dans les entreprises et le pôle politique national à condition qu'il se situe résolument dans cette perspective et qu'il commence par modifier radicalement ses structures, son type d'organisation et son style de militantisme. Notre organisation telle qu'elle est aujourd'hui n'est pas à même d'assumer notre projet politique et les tâches qui nous incombent. Il s'agit maintenant d'assurer une nouvelle cohérence entre nos formes d'organisations et notre ligne politique.

Cela passera par la création progressive d'une nouvelle tradition militante permettant à chaque organisation du parti d'être capable de réagir par elle-même devant les situations concrètes.

C'est en dernier ressort une forte homogénéité politique comme un niveau de formation suffisant qui peuvent permettre une large décentralisation des initiatives et des décisions et donc de coller au maximum aux luttes et mouvements de masse sans s'y laisser noyer.

C'est pourquoi doit être soumise au congrès national une modification de tous les articles des statuts du parti concernant l'organisation des instances locales et fédérales :

A. - Les structures de base du parti doivent être remodelées en fonction du seul critère du travail de masse. De ce point de vue nous ne devons pas rester figés sur les découpages administratifs et électoraux de l'Etat bourgeois. Il nous faut briser par



ailleurs la séparation (introduite dans la thèse 14 à Dijon) entre les groupes qui effectuent le travail militant réel et la section qui prend les décisions politiques et élabore la ligne.

Ces instances d'action et de décision politique doivent se confondre. Il ne peut donc s'agir que de petites sections de l'ordre de la dizaine ou de la quinzaine implantées sur les lieux de travail (entreprises, facultés, lycées...) et d'habitation (quartier, H.L.M., cité...) et pleinement responsables. Ces sections doivent se coordonner entre elles particulièrement au niveau de la ville. Par ailleurs, la section de quartier orientera prioritairement son travail en direction des entreprises se situant sur son secteur. Elle apportera son aide financière et pratique aux sections d'entreprise du parti existantes ou aidera les quelques militants du parti isolés, ou encore cherchera à s'implanter à l'intérieur de l'entreprise.

Dans certains cas, il sera utile que des militants d'entreprises peu nombreux dans leur entreprise forment au niveau de la ville une section inter-entreprises. Dès que cela est possible, la section d'entreprise doit être formée. Il est clair enfin que ces remodelages doivent tenir compte de l'importance numérique des sections et fédérations.

B. - Afin de permettre le plus large débat politique, les échanges d'expériences sur différents fronts, la prise en charge par tous des luttes internes et externes aux entreprises, afin de donner enfin un support technique indispensable, il faut créer une structure nouvelle que l'on peut appeler le district. Ce district rassemblera 15 à 20 sections au maximum. Ses limites doivent correspondre aux impératifs de la lutte. Il n'est pas exclu que dans certaines circonstances locales, le district corresponde aux limites départementales. La mise en place de cet échelon devra être souple et expérimentale.

C. - Le troisième échelon politique ne doit plus être l'échelon départemental mais l'échelon régional. Leur découpage ne devra pas être calqué sur les découpages des régions de l'Etat capitaliste, avec la centralisation que cela implique et la domination des capitales régionales. Des fédérations doivent être constituées dès après le septième congrès. Les directions de ces fédérations régionales seront élues pour un demi par la base des sections locales, pour l'autre demi sur présentation de candidats par les secteurs ouvriers et paysans organisés à l'échelon régional.

Pour la région parisienne, la fédération régionale ne doit comprendre que Paris et les départements périphériques. Elle doit s'appuyer sur les districts, chacun d'eux regroupant à la fois une partie de Paris et une partie de la banlieue. Cette réorganisation permettra notamment de mieux concentrer nos efforts vers l'implantation sur les entreprises nombreuses de la banlieue.

D. - Au niveau national, il est indispensable, si l'on veut porter l'ensemble du débat politique dans tout le parti et non pas seulement au niveau d'une D.P.N. nombreuse figeant les catégories politiques dirigeantes du parti, de maintenir l'actuel nombre de ses membres. Par contre, il importe d'inclure les camarades ouvriers et paysans actifs dans les luttes, au moins la moitié sur proposition de listes présentées par les A.O.P.

Enfin la D.P.N. désignera en son sein un B.N. de 13 membres et un secrétariat politique collectif composé de trois membres qui seront des permanents politiques et auxquels seront associés de droit le responsable du secteur entreprise et le responsable du secteur paysan.

Les congrès du parti doivent garder leur périodicité de deux ans.

Après le congrès des commissions seront rapidement désignées aux échelons national, régional et local afin de mettre en route, sous la responsabilité du B.N., un processus de mise en place des nouvelles structures. Un délai sera fixé par le congrès et le B.N. devra rendre compte de son mandat devant un conseil national.

E. - Les secteurs du parti doivent être maintenus et notamment le secteur entreprises qui doit être organisé à l'échelon régional et national. Pour cela des conférences régionales et nationales devront se réunir régulièrement, dresser les bilans des actions passées, tracer les perspectives; elles éliront des commissions au niveau régional; la commission nationale élue sera ratifiée par les organismes statutaires nationaux du parti. Enfin, ces conférences régionales et nationales de secteur se réuniront pour préparer les conseils nationaux du parti.

Ces transformations de structures doivent être accompagnées d'un ensemble de décisions allant des publications du parti à la politique de formation. Dans la phase actuels, il importe notamment de prendre un certain nombre de décisions.

● Les publications : « T.S. » doit être un organe de propagande et d'expression du parti destiné au grand public et susceptible d'être vendu largement dans les entreprises. Sa transformation en un journal populaire de masse passe par la suppression de tout ce qui concerne uniquement les militants. A cette fin doit être créé un véritable B.I. envoyé gratuitement à tous les militants et permettant les échanges d'expériences et la discussion politique interne.

Le comité de rédaction de « T.S. » doit être désigné par la D.P.N. sur proposition du directeur politique de « T.S. » Enfin, Directives doit être considérablement allégé

et ne concerner que les directives effectives du B.N. au parti.

● Les cotisations : elles sont trop faibles et surtout insuffisamment progressives. Il importe de modifier les barèmes afin d'augmenter la progressivité. La D.P.N. devra prendre des décisions dans ce sens.

● Formation : des écoles de formation doivent être créées dans chaque région assurant une formation politique élémentaire de tous les militants, ouvriers notamment.

Au niveau national, devra être créée une école nationale de formation de cadres politiques selon les critères déjà définis par la commission nationale formation.

Certes, l'ensemble de ces décisions ne suffiront pas d'un seul coup à transformer la nature du parti. Elles favoriseront nettement l'évolution aujourd'hui possible à condition d'être insérée dans un effort d'ensemble de tout le parti et notamment de sa direction pour avancer sur tous les plans vers la création d'une véritable avant-garde révolutionnaire.

Il est indispensable que le parti ait enfin un débat clair, permettant de dégager les points qui font accord et ceux qui font divergence. Sans ce débat les problèmes de « personnel de direction » prendraient le devant de la scène et laisseraient se développer un parti invertébré, incapable de discipline et d'unité militante.

Certes, nous ne négligeons pas la nécessité pour le parti, de se donner une direction capable d'assumer pendant 2 ans les tâches considérables qui incombent au mouvement révolutionnaire.

Mais ce n'est que lorsque les positions politiques se seront affirmées et confrontées qu'il sera possible d'envisager la réalisation d'un accord qui permettrait à l'ensemble du parti de continuer sur sa lancée.

# 2

## Autonomie prolétarienne, prise du pouvoir, transition au communisme

Pierre Boedard, Bernard Frévaque, Gérard Peurière (A.O.P. région parisienne), J.-M. Teissère (O.A.P. Provence), Pierre Bauby et Michel Roux (commission nationale Entreprises).

Les textes élaborés par les A.O.P., c'est-à-dire par des militants présents dans les luttes, abordent la plupart des problèmes que se pose actuellement le mouvement révolutionnaire. Mais le découpage effectué par la D.P.N. ne permet pas de dégager une ligne cohérente du développement de l'autonomie prolétarienne jusqu'à la prise du pouvoir et la transition au communisme.

Le texte ci-dessous n'est pas un texte nouveau, il essaye simplement de définir une ligne globale en reprenant de façon résumée le texte unanime de l'A.O.P. de la région parisienne sur la prise du pouvoir et la transition au communisme, le texte sur l'autonomie prolétarienne, l'essentiel du texte minoritaire de la même A.O.P. sur la question syndicale et différents apports de province.

Les débats des sections et des fédérations permettront de le préciser.

Il faut enfin signaler que l'analyse de la crise actuelle du capitalisme (intensification du travail, liquidation de certains secteurs, crise idéologique...) n'a pas été reprise ici. Nous renvoyons donc pour cela au programme d'action.

### I. — AUTONOMIE PROLETARIENNE ET MOUVEMENT POLITIQUE DES MASSES

Depuis Mai 68 surtout, nous constatons un bouillonnement de nouvelles formes de luttes, sur de nouveaux mots d'ordre et concernant des couches de plus en plus larges du peuple, de tous ceux qui sont directement opprimés par les développements du capitalisme français. Ce n'est pas un hasard : l'introduction du programme d'action a montré comment cette montée des luttes était liée à la restructuration du capitalisme français. Il ne faut pas se contenter de donner un nom à ce phénomène (« le mouvement politique de masse, c'est tout ce qui bouge »). Il faut partir effective-

ment du mouvement réel des masses, voir les problèmes posés, s'appuyer sur les acquis du mouvement ouvrier pour voir comment avancer.

#### A. Dans la classe ouvrière

Les luttes qui se mènent actuellement marquent un refus de l'organisation capitaliste du travail, une volonté de prendre en charge collectivement les luttes : elles sont une préfiguration de la société à construire.

\* Les luttes contre les cadences, contre la cotation par poste, c'est le refus de voir l'ouvrier traité comme une machine (Le Mans).



\* Les séquestrations de cadres (Ferodo), les occupations sauvages (Batignoles), c'est la violence des masses qui s'oppose à la dictature de l'ordre bourgeois.

Ce mouvement réel par lequel la classe ouvrière prend de plus en plus conscience de sa force collective, prend en main ses propres luttes, c'est ce que nous appelons **autonomie de lutte**. Elle a pour forme la démocratie prolétarienne de masse, pour contenu le contrôle ouvrier, tels que les définit le programme d'action. C'est le stade où les travailleurs disent « nous refusons... nous imposons... ».

Mais à un niveau plus élevé, que le texte minoritaire de l'A.O.P. de Paris appelle « **autonomie prolétarienne** », la classe ouvrière remet en cause l'organisation d'ensemble de la société, commence à lui opposer la légitimité de sa dictature, pose la question du pouvoir (cf. « T.S. » spécial, page 14).

Ce second niveau n'apparaît encore que de façon implicite dans les luttes.

## B. D'autres couches ou groupes sociaux

D'autres mouvements de masse contestent l'ordre actuel et s'attaquent plus ou moins consciemment au même ennemi, mais sur des thèmes à eux.

\* La lutte des paysans paupérisés ou prolétarisés contre la restructuration capitaliste de l'agriculture française.

\* La lutte des jeunes travailleurs contre la sous-qualification, les brimades.

\* La lutte de la jeunesse scolaire contre l'école de l'ennui, l'école de l'ordre.

\* La lutte des femmes contre une civilisation faite par et pour (certains) hommes, etc.

On peut multiplier les exemples : employés de banque, petits commerçants, etc.

Il y a aussi des combats qui rassemblent toutes les classes populaires sur des objectifs précis : contre les scandales du logement, des transports, contre la répression patronale et policière.

Il faut bien voir que tous ces combats visent un ennemi commun : le capitalisme. Par exemple, les paysans ne luttent plus seulement contre des propriétaires fonciers, mais contre de grands trusts internationaux.

Cette unité de l'ennemi qui, aujourd'hui, a colonisé tous les aspects de la vie sociale, est nouvelle par rapport à la situation d'avant-guerre par exemple.

Unité de l'ennemi, unité de la lutte : paysans et ouvriers à Entremont, luttes sur les loyers transportées dans l'entreprise à Roubaix, et surtout solidarité populaire autour d'une usine en lutte : Batignoles.

Ainsi se construit l'unité populaire

## C. Le mouvement politique des masses

Le fait capital de notre époque, c'est que l'apparition de ces mouvements offre à la stratégie révolutionnaire des perspectives nouvelles :

1. Ils présentent un caractère de masse : ils ne concernent pas les seuls « spécialistes de la révolution », ils peuvent appeler dans l'action des milliers de gens qui « ne font pas de politique » (croient-ils), mais sont décidés à se mêler activement de ce qui les concerne : les vigneronnes du Languedoc, les lycéens de l'affaire Guyot.

2. Ils ont objectivement (et de plus en plus subjectivement) un caractère politique : tous remettent en question l'organisation actuelle du monde : l'ordre capitaliste, ses patrons, son État, toutes ses institutions et idéologies par lesquels les opprimés sont leurs propres flics : l'homme contre la femme, les adultes contre les jeunes, etc. Il ne s'agit pas de la conception traditionnelle de « la politique », de la

lutte des partis pour « le pouvoir ». Il s'agit de la volonté des gens de transformer leur vie quotidienne.

3. Ils ont donc la possibilité de converger, d'une part contre un ennemi commun : l'ordre capitaliste, d'autre part vers une cible commune : une communauté de personnes libres et créatrices, le communisme. Nous y revenons plus loin.

4. Ils doivent se regrouper et se cristalliser déjà autour du combat de la classe ouvrière. Cela signifie que le rôle de la classe ouvrière, stratégiquement placée au cœur des rapports d'exploitations actuels, est indispensable et décisif dans la construction de l'unité populaire et la lutte pour le pouvoir. Et de fait, les comités de soutien aux luttes récentes (Batignoles, Le Mans) rassemblant autour d'une lutte ouvrière les jeunes, les femmes, les paysans sont la préfiguration de cette unité populaire.

Il ne s'agit pas de faire de l'ouvriérisme, c'est la classe ouvrière en lutte qui assume le rôle central et non pas l'ouvrier pris « individuellement ».

Le problème principal de la stratégie révolutionnaire dans la France d'aujourd'hui c'est d'assurer la convergence des luttes des masses populaires contre l'ordre capitaliste, vers une cible commune, autour de la classe ouvrière.

Cette convergence, qui n'est pas spontanée, qui est à faire, nous l'appelons le **Mouvement politique de masse (M.P.M.)**.

Deux questions se posent alors :

— De quelles organisations avons-nous besoin pour assumer cette convergence ?

— Sur quel programme unifier le peuple ?

## II. — LE PARTI REVOLUTIONNAIRE ET LES MASSES

Les textes de synthèse des A.O.P. sur le Mouvement politique de masse et le parti révolutionnaire posent assez bien le problème.

### 1. Le parti révolutionnaire, c'est :

a) « L'intellectuel collectif » de la classe ouvrière, c'est là qu'on garde en mémoire les leçons des luttes passées du mouvement ouvrier, qu'on tire le bilan des luttes actuelles, qu'on fait des propositions.

b) C'est là que les avant-gardes issues des luttes dans les divers mouvements du peuple se rassemblent, confrontent leurs expériences, mesurent ce qui gêne leur unification, essaient de résoudre ces contradictions.

c) C'est là qu'à partir du mouvement historique de la classe ouvrière pour l'émancipation de toute l'humanité se dessine la stratégie vers la prise du pouvoir et l'établissement de rapports nouveaux entre les hommes.

### 2. Les rapports du parti et des masses

Le parti est dans le Mouvement politique des masses, il ne le guide pas de l'extérieur, au contraire, il est ce par quoi le Mouvement réfléchit sur ses problèmes : il est un outil au service des masses.

Le parti n'est donc pas candidat au pouvoir. Il est là pour aider le prolétariat à instaurer sa dictature révolutionnaire, fondée sur la démocratie prolétarienne de masse, telle qu'elle est définie dans le programme d'action du P.S.U.

Le rôle « dirigeant » du parti consiste en ceci : à partir de l'expérience immédiate

des masses en lutte, il doit élaborer une analyse et faire des propositions pour qu'elles mènent des luttes encore plus efficaces.

Sa responsabilité sera donc très lourde dans la période de l'affrontement décisif.

Une pratique juste, c'est celle qui aide les masses à s'organiser, à « accoucher » de leurs désirs de nouveaux rapports sociaux : et cela se mesure en terme d'organisation, d'impact, de mobilisation, cela suppose une présence très active des militants au sein des masses.

C'est dire que le parti révolutionnaire ne naîtra pas des discussions entre groupes et partis déjà existants, mais par la confrontation des problèmes posés aux avant-gardes qui se dégagent dans la lutte.

Cela ne veut pas dire qu'il faille jeter par-dessus bord les théories de Marx et des « grands révolutionnaires » : elles sont la forme systématisée de l'acquis des luttes du mouvement ouvrier.

Ce qui est vrai de la construction du parti l'est encore plus de l'unification du peuple dans le mouvement politique des masses : ce n'est pas l'alliance du parti de la classe ouvrière avec les partis petits-bourgeois, les syndicats, les associations populaires, les syndicats de locataires...

C'est la convergence des mouvements du peuple qui se constituent en comités souverains, ébauches des futures Communes.

## 3. Les organisations de masses

Les mouvements de masse ont besoin de structures pour s'exprimer. Ces structures doivent être construites sur une base démocratique (et non manipulative), permettant de développer l'initiative des masses elles-mêmes, contre l'ordre bourgeois.

### a) Dans les entreprises

En période de lutte intense, il faut pousser au maximum de nouvelles structures assurant la démocratie prolétarienne de masse : assemblées générales, délégués révocables, comités de grève élus de syndiqués et non syndiqués. Sur cela, tout le parti est maintenant d'accord (voir programme d'action). Reste la question : qui impulse de nouvelles luttes ? qui tire les bilans ? quel est l'aiguillon des luttes ouvrières offensives ? Bref, quelle organisation permanente exprime l'autonomie de lutte ?

Les luttes du mois écoulé (à la R.A.T.P., à Renault...) montrent que ce n'est pas le syndicat : celui-ci a pris le train en marche et dévoyé la lutte, monnayant l'augmentation des cadences contre une augmentation de salaire.

Mais si le syndicat n'est plus l'instrument de l'offensive prolétarienne, est-ce par la faute de « mauvais dirigeants » ? C'est vrai (et cela explique souvent les différences sensibles entre C.F.D.T. et C.G.T. au moment des luttes). Mais, plus profondément, c'est l'institution syndicale, son idéologie, avec ses conventions collectives, ses contrats à respecter, ses délégués permanents, sa structuration qui épouse fidèlement la hiérarchie capitaliste qui en fait un outil de plus en plus inadapté à la riposte ouvrière qui monte contre les formes actuelles de l'exploitation.

Il est donc illusoire d'espérer un redressement d'ensemble des syndicats. Plus lucides que bien d'entre nous, Agnelli (après les luttes de Fiat) et les C.D.R. (après la bataille des O.S. du Mans) préconisent un renforcement des syndicats pour barrer la route aux grèves sauvages !

Le concept « d'outil syndical » revient en fait à esquiver l'analyse de leur évolution stratégique : un outil n'est pas neutre et il ne suffit pas de s'emparer de l'outil syndical et de bien l'utiliser.

En revanche, des sections syndicales peuvent être des structures utiles, surtout dans les boîtes où se mènent des luttes de défense de l'emploi, où la répression est très forte (Citroën) ou bien dans les petites boîtes paternalistes.

Notre politique générale doit être de chercher à regrouper les ouvriers les plus combatifs apparus dans les luttes (souvent des O.S., femmes, immigrés, qui ne sont pas syndiqués) et les militants les plus conscients (souvent des syndicalistes expérimentés) dans des structures ouvertes largement aux non-syndiqués et aux syndiqués des différentes centrales. Ces regroupements peuvent prendre la forme de comités de lutte (base ouvrière de Renault-Flins) ou s'effectuer autour de sections syndicales de base radicalisée (Usinor-Dunkerque). La question de leur permanence est liée à leur capacité d'animer des luttes répétées : et c'est le cas dans les secteurs de forte accumulation (sidérurgie, automobile), ceux précisément où l'axe stratégique du contrôle ouvrier trouve sa pleine justification.

Il faut bien voir que ces regroupements ne sont pas le parti (ils ne posent pas les problèmes d'ensemble de la révolution), mais ils sont le lieu naturel du passage de la révolte à la conscience révolutionnaire.

### b) Les luttes externes

On peut en dire autant des groupes « paysans en lutte », centres de luttes lycéennes, Secours rouge, etc.

Ces regroupements sont de nature radicalement différente des grandes « organisations apolitiques de masse », bureaucratiques, corporatives, respectueuses de l'ordre et de la légalité. Telles sont la C.N.L., les Associations des familles, les Fédérations de parents d'élèves, etc. Il est parfois utile que des révolutionnaires y soient présents pour « y faire passer des idées » (sans illusion...). Il peut être possible que, localement, on puisse mettre ces structures au service du mouvement des masses (A.P.F. aux Batignoles).

Mais en règle générale, il ne faut pas y perdre trop de temps. Il faut plutôt impulser la constitution de comités sur une base de classe (« au service des travailleurs », et non « pour la défense de tous les usagers »), où les masses prennent en main leur défense et gèrent elles-mêmes leur lutte.

## III. — LA PRISE DU POUVOIR

La nature et le développement des luttes engagées aujourd'hui par la classe ouvrière, le désarroi de la bourgeoisie face à ces luttes font que la question du pouvoir est désormais directement et immédiatement posée.

Cette question présente trois aspects :

1. Qui prend le pouvoir ?
2. Comment prendre le pouvoir ?
3. Prendre le pouvoir, pour quoi faire ?

### 1. Qui prend le pouvoir ?

Ce que nous avons dit du mouvement politique des masses permet de répondre rapidement à cette première question : la conquête du pouvoir sera l'œuvre de l'ensemble des classes et couches sociales opprimées et exploitées, rassemblées autour de la classe ouvrière et sous sa direction. Elle sera l'œuvre de ces classes elles-mêmes et non pas d'une minorité agissant à leur place et en leur nom.

Le P.C.F. demande aux masses de remettre à une minorité de députés et d'eus qui occuperont les sièges ministériels ; la Ligue compte sur la seule avant-garde pour s'emparer du pouvoir, les masses n'étant dans l'affaire que les gros bataillons de l'état-major de la IV<sup>e</sup> Internationale. Ces deux positions en apparence contradictoires présentent tout de même un trait commun : il s'agit toujours de remplacer l'action des masses par l'action d'une minorité « consciente ». Pour nous, au contraire, la conquête du pouvoir devra être accomplie directement par les masses, parce que seule l'intervention directe des masses peut rendre la conquête du pouvoir irréversible, parce qu'elle seule permet d'éviter la reconstitution d'une nouvelle classe dominante confisquant le pouvoir à son profit.



## 2. Comment prendre le pouvoir ?

Diverses conceptions de la prise du pouvoir s'affrontent aujourd'hui dans le mouvement ouvrier.

\* Citons simplement, pour mémoire, la conception électoraliste et parlementaire défendue par le P.C.F. Après l'expérience du front populaire de 1936 en France et en Espagne, après l'expérience grecque, il est désormais clair que tout gouvernement « de gauche » arrivé au pouvoir dans ces conditions rencontre immédiatement l'alternative suivante :

— Ou bien il s'en tient à une gérance loyale du capitalisme, et, dans ce cas, il peut bénéficier d'une tolérance provisoire de la bourgeoisie ;

— Ou bien il tente, si peu que ce soit, de déborder le cadre qui lui est fixé par la bourgeoisie : en ce cas, la bourgeoisie met immédiatement en œuvre tous les moyens nécessaires pour le chasser du pouvoir, y compris la violence armée.

Le Front populaire chilien lui-même n'échappera pas à cette alternative.

Une telle stratégie peut bien aboutir à changer le gouvernement, elle ne peut, en aucun cas, changer ni le pouvoir ni la classe qui le détient, ni la société.

\* Une autre conception est davantage répandue, y compris dans notre propre parti. La prise du pouvoir serait un « 36 » ou un « Mai 68 » réussi : une grève générale conduirait d'abord à la prise du pouvoir dans les usines, puis à la conquête du pouvoir central, abandonné par ses détenteurs. Le pouvoir serait donc pris illégalement mais sans violence armée. La classe ouvrière et ses alliés n'auraient recours à la violence que de façon défensive si la bourgeoisie tente de reprendre par la force le pouvoir qu'elle a perdu ; d'une certaine façon, l'intervention de la violence dépend d'elle et non pas de nous.

Une telle conception, qui se veut rassurante, est en fait illusoire et démobilisatrice.

1. En prétendant qu'il appartient à la bourgeoisie de décider si la violence sera utilisée ou non, elle méconnaît le caractère inéluctable des tentatives contre-révolutionnaires de la bourgeoisie. Au cours du processus révolutionnaire, la bourgeoisie peut bien opérer des replis temporaires, elle ne renonce jamais à reconquérir le pouvoir et n'a jamais la moindre hésitation à recourir à la violence dans ce but. Autrement dit, des tentatives de contre-révolution par la violence sont absolument inévitables.

2. Dès lors, s'en tenir à une violence purement défensive, c'est laisser à l'adversaire l'initiative, le choix du terrain et celui du moment. C'est, en même temps renoncer à nous préparer dès aujourd'hui à cet affrontement inéluctable : autrement dit, c'est bâtir nous-mêmes les conditions de notre propre défaite.

Notre tâche est donc de dissiper dès maintenant toutes les illusions pacifistes, sous quelque forme qu'elles se présentent :

Un affrontement armé avec la bourgeoisie est inévitable, et si nous voulons remporter cet affrontement, c'est à nous d'en prendre l'initiative.

Autrement dit, seule l'insurrection armée des masses, intervenant à la suite d'une montée généralisée des luttes, permettra de désarmer l'adversaire avant qu'il ne se soit ressaisi et de faire échec aux tentatives contre-révolutionnaires.

Certains camarades redouteront peut-être que de telles affirmations « effraient » les travailleurs qui partagent, par ailleurs, nos idées. Nous répondons à cela, d'abord que le rôle d'un parti révolutionnaire n'est pas de masquer la vérité mais de dissiper les illusions. D'autre part, un tel argument traduit un certain mépris des masses : les travailleurs de ce pays ont assez d'expérience pour comprendre que si, dès février 36, la classe ouvrière espagnole avait donné l'assaut aux casernes de l'armée et

de la garde civile, il y aurait sans doute eu affrontement sanglant, mais le million de morts de la guerre civile aurait été évité, sans parler de la dictature de Franco.

## 3. Prendre le pouvoir, pour quoi faire ?

Lorsque les travailleurs prennent collectivement leurs luttes en main, contestent la hiérarchie et l'organisation capitaliste du travail, ils expriment une aspiration profonde à une société nouvelle.

Dans cette société le pouvoir d'Etat sera fondé sur les conseils d'usine, d'école de quartier, permettant ainsi l'expression des masses (les délégués sont élus et révocables à tout instant).

Cela créera les conditions de résolution des contradictions au sein du peuple, ce dont un pouvoir qui repose uniquement sur le parti est incapable. Le parti conservera par contre son rôle de détachement le plus conscient de la classe ouvrière.

Il s'agira de remettre en question l'ensemble des rapports sociaux, d'aller vers la société sans classe, le communisme.

Nous parlons de société de transition vers le communisme en ce sens que les premières mesures allant vers le « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins » seront immédiates :

— Remise en cause de la division sociale du travail manuel-travail intellectuel, par la suppression de certains corps (corps enseignant, professions libérales, etc.) en rupture avec la vie sociale, tâche d'enseignement assurée à tour de rôle, etc.

— Réduction des tâches subalternes et répétitives, chaque membre de la société les assumant à tour de rôle tant qu'elles n'auront pas été complètement éliminées.

— Remise en cause immédiate de la hiérarchie et organisation de travail dans les conseils ouvriers avec élus révocables (A.G. décisionnelles des travailleurs).

— Unification immédiate des revenus.

— Disparition d'un certain nombre de rapports marchands (gratuité des transports, des loisirs et de l'enseignement, d'un certain nombre de biens de consommation très courants, etc.).

— Abolition de l'école comme organisme séparé de la vie, du travail et des luttes, arrêt de la sélection et de la hiérarchie qui en découle.

Cette transformation radicale de la société, devra s'effectuer sous la direction de la classe ouvrière. Pour l'accomplir il faudra une lutte de l'ensemble du peuple contre ceux qui s'attachent aux anciens rapports de production — c'est cela la dictature du prolétariat — faute de quoi une nouvelle bourgeoisie se reconstituera sur la base de la propriété publique des moyens de production.

## CONCLUSION : L'ENJEU DU VII<sup>e</sup> CONGRES DU P.S.U.

Depuis un an, le P.S.U. s'affirme de plus en plus comme partie prenante du mouvement révolutionnaire, et offre un appui croissant au mouvement politique des masses.

Ceci est vrai globalement ; tant pour l'immense majorité de l'apparition militante à la base du P.S.U., que pour l'apparition nationale « officielle » du P.S.U. (l'attitude du P.S.U. par rapport aux différentes manifestations centrales du Secours Rouge sur Paris jouant un rôle important sur ce dernier aspect).

Mais il est nécessaire de voir que cette tendance générale :

— ne fait pas l'unanimité dans le P.S.U. ;

— n'est pas irréversible.

Bref, que certains camarades cherchent à la remettre en cause.

I. — Sur le plan théorique, les premières A.O.P. ont clairement repris à leur compte l'acquis du mouvement ouvrier :

Nécessité de briser l'Etat bourgeois et d'instaurer la dictature du prolétariat, éliminant ainsi les traditionnelles ambiguïtés réformistes du P.S.U. (cf. thèse de Dijon « Hégémonie du prolétariat »).

Les dernières A.O.P. ont consolidé cet acquis dans le texte unanime « la dictature du prolétariat » (« T.S. », 7<sup>e</sup> congrès, p. 16).

La progression est donc nette : personne n'ose plus remettre en cause ouvertement la nécessité de la dictature du prolétariat.

Mais sous prétexte de « pédagogie », une annexe remet en cause l'emploi du mot « dictature » et du mot « prolétariat »...

Pour nous ce débat n'est pas un débat sur les mots ; l'abandon progressif par le P.C.F. du terme montre clairement, si c'est nécessaire, qu'en abandonnant les mots on abandonne aussi la politique.

On dépassera les difficultés pédagogiques d'explication de la dictature du prolétariat dans les masses en mettant en avant le contenu du terme :

— c'est une dictature sur une petite minorité d'ennemis du peuple ;  
— elle est exercée par l'immense majorité, elle est démocratique.

Cette explication est suffisante pour faire une démarcation claire par rapport aux « démocraties populaires » d'Europe de l'Est que les ennemis de la dictature du prolétariat mettent en avant pour servir de repoussoir sur cette question.

## II. — Sur le plan des luttes.

Les aspects mis en avant par l'axe du contrôle ouvrier :

— priorité à l'initiative à la base ;

— démocratie prolétarienne de masse ;

— rupture avec la légalité patronale et bourgeoise ;

ont très généralement pour conséquence de favoriser l'expression et l'influence des éléments les plus combattifs de la classe ouvrière, en créant des lieux (les A.G. du personnel) où ils peuvent s'affirmer comme direction de la lutte.

La conséquence pour les sections syndicales de base est alors qu'elles ont beaucoup de mal à jouer leur rôle traditionnel, qu'elles sont souvent « court-circuitées » sauf si elles se soumettent à la démocratie de masse.

La dynamique de cet axe pour les luttes est donc la remise en cause des luttes traditionnelles et de leur prise en main par les syndicats.

C'est la raison principale qui pousse certains camarades à remettre en cause la direction du secteur entreprise.

2) Le P.S.U. commence en outre à se poser le problème de l'extension des luttes et de leur unification :

— ainsi la publication par la C.N.E. des 3 T.S. « Spécial Renault » a contribué à donner un retentissement national au mouvement parti de Renault ;

— ainsi l'idée des A.O.P. : permettre aux ouvriers et paysans combattifs d'échanger leurs expériences et d'en tirer les leçons quant à la stratégie révolutionnaire et la société à construire, correspond bien aux nécessités politiques de l'heure.

Dans la réalité, ces A.O.P., trop souvent, sont restées limitées aux militants du P.S.U., ont rassemblé plus de cadres et de techniciens que d'ouvriers, ont plus été des commissions de préparation des conseils et congrès du P.S.U. que des assemblées d'ouvriers et de paysans en avant dans les luttes.

Il nous appartient de faire en sorte qu'elles deviennent effectivement fidèles à l'idée initiale.

III — Enfin sur la question du P.C.F., il y a un décalage complet entre la pratique dans laquelle le P.S.U. a été amené le plus fréquemment à s'engager et les positions sur lesquelles certains camarades voudraient nous faire revenir.

En effet, le Front unique, voté par la majorité du P.S.U. à Rouen, n'a pu être appliqué (répression, transport en commun, etc.). C'est au contraire par l'apparition d'un pôle révolutionnaire qu'il a été possible de commencer à attirer les éléments de la classe ouvrière qui sont influencés par le P.C.F. (1<sup>er</sup> Mai). Cela n'a d'ailleurs pas empêché le mouvement révolutionnaire de joindre son action à celle du P.C.F. quand il l'a jugé utile et que le P.C.F. le veuille ou non. (Cf. certaines manifestations de la campagne Burgos).

Face à ce développement de l'autonomie du mouvement révolutionnaire, certains camarades maintiennent fermement des appréciations sur le P.C.F. que dément la réalité.

Ainsi, pour l'A.O.P. « Rhône-Alpes », « le P.C.F. continue de se situer dans le camp anti-capitaliste » (« T.S. », 7<sup>e</sup> congrès, p. 10) et pour le camarade Chapuis « la révolution socialiste ne se fera pas par le P.C.F., elle ne se fera pas non plus sans lui ». (« T.S. », n° 498, p. 11, Tribune Libre).

Or pourtant, on peut juger le P.C.F. :

— au modèle de société auquel il se réfère, les sociétés d'Europe de l'Est, qui respectent scrupuleusement les rapports sociaux capitalistes (accumulation sur le dos des producteurs, hiérarchie...);

— au type de stratégie qu'il avance : des organisations « apolitiques » spécialisées, soigneusement cloisonnées, pour chaque catégorie de mécontents, le problème du pouvoir et de la convergence des luttes (?) étant confié à l'alliance des partis de spécialistes qui nous avanceront vers la démocratie, dans l'ordre et la légalité bourgeoise ;

— au rapport qu'il entretient avec les masses : contrôle bureaucratique (C.G.T., S.N.E.S.) et insultes, trahison, cassage de gueule pour les défenseurs du mouvement de masse.

Depuis Mai 68, depuis la montée du mouvement des masses, il apparaît pour ce qu'il est : un parti contre-révolutionnaire de « normalisation des masses », au profit de la bourgeoisie aujourd'hui, de lui-même plus tard.

C'est pourquoi il faut lutter énergiquement contre tous ceux qui commencent à préparer l'alliance politique avec lui pour les législatives de 73, de façon à être l'aile gauche d'un gouvernement de type Front populaire. Pour nous un gouvernement d'union démocratique n'a rien à voir avec le pouvoir révolutionnaire. Il faudra clairement démontrer la nature de classe de ce gouvernement (une gérance loyale du capitalisme), mobiliser les masses pour le déborder, l'abattre et édifier leur pouvoir.

\* \* \*

● Depuis Mai 1968, à travers bien des hésitations, le parti s'est engagé dans une voie nouvelle : rupture avec le réformisme et la social-démocratie, construction du parti révolutionnaire, insertion dans les luttes de masse.

● A chacun de nos congrès, par des biais divers, cette orientation a été remise en question par des camarades effrayés par l'audace nouvelle du parti.

Ils espèrent donner aujourd'hui un coup de frein décisif.

● L'enjeu du présent congrès est donc clair, retomberons-nous dans les ornières dont nous avons eu tant de mal à nous dégager, ou bien développerons-nous les acquis des deux dernières années ?

C'est finalement le seul problème qui se pose au congrès.



# Pour définir le rôle du P.S.U. dans le mouvement révolutionnaire

**Alain Beneteau, secrétaire de la fédération de la Haute-Garonne - Bernard Morand, secrétaire de la fédération du Val-de-Marne.**

Il n'est pas possible d'aborder le Congrès de Lille dans la confusion qui a trop souvent présidé à nos dernières instances :

Les militants ne sont plus disposés à accepter que les débats menés dans les sections et les fédérations ne correspondent en rien aux affrontements de couloir des Conseils et Congrès.

Ils demandent que l'ensemble du parti puisse aborder la préparation du congrès national avec des hypothèses de travail claires afin de se prononcer effectivement sur les choix politiques que le parti doit faire en fonction de son avancée dans les luttes, de ses carences, du rapport des forces au sein desquelles il se situe.

**C'est aujourd'hui la condition impérative pour sortir de l'état de crise ouverte que révèle le rapport du secrétaire national devant le D.P.N.**

Il ne saurait être question de substituer des débats de personnes aux débats d'orientation ni d'admettre qu'il suffit de remplacer à quelque niveau que ce soit de mauvais gestionnaires par des meilleurs, sans référence aux problèmes de ligne politique.

Si le débat sur l'organisation et les structures du parti est urgent, nous ne pouvons pas l'aborder sans auparavant considérer quel rôle politique le P.S.U. doit jouer aujourd'hui dans le courant révolutionnaire, quelle est sa place dans la construction du parti révolutionnaire. Ces problèmes fondamentaux, abordés aux conseils nationaux de Rouen et d'Orsay sont restés sans suite, les textes votés sans application.

Depuis plusieurs mois, on a assisté à la lente disparition de nos instances dirigeantes. A sa dernière réunion du 9 mai, la D.P.N. a même refusé de s'engager sur les textes d'orientation s'inspirant des A.O.P. et ainsi refusé de prendre ses responsabilités politiques devant le parti : ceci est grave car si la démocratie est difficile à réaliser, nous ne pouvons admettre qu'elle reste sans efficacité.

Alors que le P.S.U. et les éléments organisés du mouvement révolutionnaire contribuaient largement à créer le Secours Rouge, alors que le P.S.U. et L.O. animaient les comités de transport parisiens, le parti est resté muet sur l'application du mandat de Rouen : **quels contacts ont été pris avec les groupes révolutionnaires pour mener le débat sur nos stratégies respectives ?** L'initiative en a été laissée aux fédérations sans aucun contrôle de la direction nationale. La même critique peut être faite quant aux élections municipales,

où des commissions de contrôle trop souvent formelles n'ont su empêcher des alliances avec le parti communiste en contradiction avec le texte voté au dernier conseil national. (1)

Enfin, l'attitude fractionnelle de certains militants, l'attitude opportuniste de certains autres ont probablement contribué aussi fortement quoique dans un domaine moins politique à l'instauration de la crise. Le décalage entre les pratiques bureaucratiques et l'insertion militante des membres du parti dans les luttes est aujourd'hui une cause profonde du « malaise ». Nous ne pouvons une fois encore reconnaître que la crise est grave et ne rien faire pour qu'à la suite du congrès les militants soient fixés sur la ligne politique du parti. Cela veut dire que nous ne pouvons accepter l'union large sur la base de textes ne faisant aucune référence aux réalités des luttes, **cela veut dire que nous ne pouvons accepter que, par tactique, des positions ne s'expriment pas avant le congrès pour ressurgir ensuite et continuer un travail d'érosion lente** : parce que le parti n'a su choisir à temps des positions claires, des militants le quittent sur des positions de droite ou de gauche et, bien souvent, le « gauchisme » interne au parti n'est qu'une réaction face à un silence, caution de choix sociaux-démocrates.

**NOUS NE VOULONS PAS QUE SE REPRODUISE AU NIVEAU DU PARTI CE QUI A ETE LE FAIT DE LA D.P.N. DANS LE DEBAT QUI DOIT S'INSTAURER, LES TEXTES DES A.O.P. QUELLES QUE SOIENT LEURS INSUFFISANCES, NOUS PARAISSENT DESSINER EN FILIGRANE PLUSIEURS ORIENTATIONS POSSIBLES ET DES BASES DE TRAVAIL SERIEUSES.**

Chacune de ces orientations a sa cohérence et nous nous sommes attachés ici à en enlever une en partant notamment des convergences qui existent entre les textes issus de l'A.O.P. Midi-Pyrénées et certains textes de l'A.O.P. région Parisienne

## LE P.C.F. ET LE FRONT UNIQUE

Depuis le conseil d'Orsay, c'est désormais un acquis du parti que de considérer que le parti communiste se caractérise par la **tendance qu'il manifeste à s'intégrer de façon irréversible à la société bourgeoise.**

Les débats des A.O.P. ont en effet bien précisé que ce dernier ne conçoit plus la prise du pouvoir comme l'instauration de la dictature du prolétariat par la voie révolutionnaire (prise du pouvoir d'Etat bourgeois et sa destruction) mais comme possibilité « d'occupation » du pouvoir par la voie parlementaire.

Il est évident qu'une telle perspective, et dans l'éventualité d'une période de capitalisme pourrissant et de crise de la bour-

geoisie, n'aboutirait qu'à une nouvelle forme de gestion du capitalisme, le nombre des nationalisations ne modifiant en rien les rapports de production capitalistes. Sacrifiant ainsi délibérément les potentialités révolutionnaires de la période, le P.C. tend à n'être plus qu'un groupe de pression légal des diverses catégories de mécontents, se présentant comme candidat au pouvoir dans le cadre du système capitaliste (d'où la nécessaire révision de certains principes fondamentaux du marxisme-léninisme en particulier sur l'Etat).

Mais, dans la situation présente, **cette tendance entre en contradiction avec la nécessité, pour le P.C.F. de conserver son hégémonie sur l'ensemble de la classe ouvrière** : c'est pourquoi il est contraint de continuer à affirmer qu'il est « le grand parti révolutionnaire de notre temps ».

Cette contradiction historique du P.C.F. offre ainsi au mouvement révolutionnaire des possibilités importantes de travailler à l'organisation d'une nouvelle avant-garde du prolétariat. **Ces possibilités réelles sont de l'ordre des initiatives politiques** que peut prendre le mouvement révolutionnaire. Il ne peut s'agir d'une dénonciation abstraite et systématique du P.C.F., analyse simpliste qui nie le fait qu'une grande partie de la classe ouvrière lui conserve sa confiance (il incarne pour elle un certain nombre d'acquis historiques : lutte contre le réformisme, le fascisme, défense économique des travailleurs...).

Ces initiatives doivent donc se situer dans une perspective de FRONT UNIQUE c'est-à-dire qu'elles se donnent pour objectif d'accroître les contradictions historiques du P.C.F. et de permettre à la classe ouvrière de choisir entre la voie réformiste et la voie révolutionnaire.

Ceci signifie que la **politique de front unique ne peut se situer au niveau des accords stratégiques ou de programme** (compte tenu de la nature du P.C.F., ce serait contradictoire avec la mise en œuvre d'une stratégie révolutionnaire). Elle se situe donc au niveau d'**accords tactiques** lorsque ceux-ci permettent de favoriser la prise de conscience par les travailleurs du rôle objectif du P.C.

En conséquence, la politique de front unique ne peut se donner pour objectifs : — d'amener le P.C. dans son ensemble sur nos positions stratégiques ;

— de créer des conflits internes à l'appareil du P.C.F. (perspective utopique qui élude le nécessaire débat devant les masses ou bien qui laisse entendre que ce que l'on conteste c'est une direction, voire une fraction du P.C.F. et non sa stratégie d'ensemble).

— de réduire le front unique à une illusoire « unité de base » : il ne s'agit pas de débaucher tel ou tel militant mais bien de faire des propositions politiques qui permettent de précipiter la crise du P.C.F. Compte tenu de la nature fortement centralisée de celui-ci, ceci veut dire que nous pourrions être conduits à passer des accords momentanés au sommet.

Dans tous les cas, il est nécessaire qu'une intervention politique du P.S.U. ou du courant révolutionnaire ait lieu sur ses propres positions, qu'à tout moment et en fonction du développement des luttes, il soit possible de remettre l'accord en question ou de le maintenir, enfin que toute diplomatie secrète soit rejetée et que les débats soient intégralement publiés.

L'efficacité d'une telle politique est donc directement fonction des capacités du mouvement révolutionnaire à poser concrètement devant la classe ouvrière et les masses l'alternative entre réformisme et révolution. Ceci peut être décisif dans la période qui s'annonce où l'hystérie anti-gauchiste de la direction du P.C.F. vise à briser physiquement les possibilités d'expression du mouvement révolutionnaire.

Mais, l'efficacité de cette politique est évidemment liée à la constitution d'un pôle révolutionnaire à la gauche du P.C.F. qui seul permettra de changer le rapport des forces avec celui-ci au sein de la classe ouvrière.

## LA QUESTION SYNDICALE

**Le texte issu du groupe Chèques Postaux et repris par la majorité de l'A.O.P. de la région parisienne, par l'A.O.P. de Midi-Pyrénées et celle de Normandie nous semble fournir une excellente base de travail ; il pose clairement trois problèmes :**

— les syndicats représentent encore la première forme d'organisation des travailleurs et ne constituent pas un outil historiquement dépassé ;

— les syndicats sont soumis à une tendance à l'intégration sans qu'il soit possible d'affirmer de façon générale que celle-ci est déjà effective ;

— ces appréciations s'inscrivent dans une stratégie qui vise à promouvoir l'**auto-organisation de l'ensemble des travailleurs selon l'axe du contrôle ouvrier.**

Ainsi se justifie la nécessaire présence offensive des militants révolutionnaires dans les syndicats et est expliquée la nature de l'enjeu de cette présence. **C'est pourquoi le véritable débat est de savoir que faire dans les syndicats.** Que le congrès

(1) C'est une chose de mener la lutte électorale avec le P.C.F. sur les textes acceptés à Toulouse, permettant de vérifier dans les faits la position d'Orsay, tant sur le réformisme du P.C. que l'impossibilité d'accord programmatique ; c'en est une autre que de signer avec lui des accords d'union de la gauche (sans parler des accords P.S., G.A.M., P.S.U. I).



tranche clairement, sans les arrière-pensées de responsables qui mènent une politique distincte des textes votés, est de la première importance : cette clarification concerne tous les militants des entreprises dans leurs tâches concrètes et immédiates.

Il faut pour cela décider que la tâche des révolutionnaires consiste non seulement à mener la lutte idéologique à l'intérieur et à l'extérieur des syndicats contre la tendance à l'intégration, mais aussi à impulser une pratique syndicale qui entre en contradiction avec les stratégies officielles et qui permettent aux travailleurs de prendre conscience des divergences de fond qui divisent le mouvement ouvrier.

A cet égard, la mise en œuvre de formes démocratiques d'expression et de décision des travailleurs regroupant syndiqués et non syndiqués au moment des luttes doit être l'affaire de tous les militants du parti. (Assemblées du personnel).

C'est pourquoi le problème du regroupement et de la nature de l'intervention politique — interne et externe aux syndicats — des militants révolutionnaires dans les entreprises doit être distingué des formes d'organisation concernant la majorité des travailleurs. En ce sens, les conceptions prétendant que le syndicat est historiquement dépassé et prônant la création de comités de lutte — pourtant aussi rares qu'éphémères — doivent être rejetées. De même les illusions de ceux qui croient à une transformation possible des syndicats, en négligeant l'affrontement entre réformistes et révolutionnaires doivent être dévoilées.

La reconnaissance des caractéristiques de la période qui n'est pas celle d'une montée généralisée des luttes entraîne que la nécessité de la présence offensive dans les syndicats doit être réaffirmée, non pour clore l'indispensable discussion sur les formes d'organisation des travailleurs au moment des luttes mais pour en finir avec l'ambiguïté, source d'impuissance en cette période.

## LE PARTI REVOLUTIONNAIRE

« Nous devons réaffirmer la nécessité d'une avant-garde révolutionnaire, organisée, structurée et politiquement responsable » : c'est ce que souligne notamment le texte de synthèse des A.O.P. « Ce problème de l'avant-garde est souvent mal posé : le plus souvent le terme est employé pour désigner des militants conscients extérieurs à la classe ouvrière. En fait, il faut bien voir qu'il exige une frange de militants plus conscients que les autres au sein même de la classe ouvrière. Ils animent les luttes internes et constituent aussi une avant-garde interne. Ainsi, il ne saurait être question de construire un parti révolutionnaire se prenant pour une avant-garde éclairée du prolétariat se contentant de réunir les éléments radicalisés de la petite bourgeoisie ».

C'est un parti révolutionnaire directement lié aux masses qu'il faut créer, à partir du développement des luttes, en contact permanent avec les masses, recueillant leurs idées et leurs pratiques, les synthétisant à l'aide des acquis théoriques et pratiques du prolétariat, retournant vers les masses, acceptant de se voir remis en cause par celles-ci, leur posant l'ensemble des problèmes auxquels il est confronté.

Pour favoriser l'apparition d'une telle avant-garde, d'un tel parti révolutionnaire, le P.S.U. a un rôle important à jouer.

Il ne peut à lui seul prétendre regrouper et organiser tous les éléments de l'avant-garde révolutionnaire, mais il peut constituer un pôle actif d'initiative pour la cla-

rification et l'avancée de l'unification de l'ensemble du courant révolutionnaire.

Dans cette perspective, quelles ont été depuis les derniers conseils et congrès les propositions de la direction nationale du parti ? Où en sommes-nous des confrontations de nos pratiques avec les groupes révolutionnaires et des bilans tirés de celles-ci ? Où en sommes-nous sur les quatre points votés à Rouen et confirmés à Orsay, visant à la clarification de nos rapports avec les groupes ? Aucune initiative n'a été prise par la D.P.N. dans ce domaine.

Au moment où le C.C. du P.C.F. de début mai reconnaît la persistance dans l'ensemble de la France du mouvement gauchiste, où les listes présentées par le P.S.U. et les groupes aux municipales atteignent des résultats non négligeables (Vierzon, Paris, Bordeaux, banlieue parisienne), où, le 1<sup>er</sup> mai, les groupes révolutionnaires organisent de puissantes manifestations à Paris, le P.S.U. ne doit pas se contenter d'être ce qu'il a été dans la période récente : c'est-à-dire une organisation certes présente dans le mouvement mais sans aucune capacité réelle d'impulsion (mouvement lycéen, initiatives dans le Secours Rouge...) et tentant de jouer un rôle d'arbitre bureaucratique entre les groupes révolutionnaires au prix des pires surenchères démagogiques face aux spontanéistes.

Le thème du « mouvement politique de masse » dans la mesure où il se garde bien de se situer avec précision par rapport à la construction du parti révolutionnaire, contribue à faire sous-estimer les nécessités d'élaboration collective d'une ligne stratégique et les responsabilités proprement politiques liées à l'affrontement actuel au final avec l'appareil d'état bourgeois.

Le P.S.U. doit assumer sa responsabilité historique dans le regroupement de l'avant-garde, en s'appuyant sur son propre acquis politique et organisationnel ainsi que sur celui du mouvement révolutionnaire dans son ensemble.

Celui-ci, traversé par une série de divisions du mouvement ouvrier international s'incarne en partie dans les groupes révolutionnaires mais ne peut être réduit à ceux-ci ; en effet, la construction d'un parti révolutionnaire lié aux masses implique le regroupement de l'avant-garde, assure la jonction politique avec les éléments émergents des luttes ouvrières les plus significatives et qui ne se reconnaissent ni immédiatement ni nécessairement dans les organisations actuelles du courant révolutionnaire.

Faute d'un parti capable de recueillir leur expérience et de les associer à sa réflexion collective, ces noyaux sont directement exposés à la répression bourgeoise ou à la récupération par le réformisme.

De même, au sein du mouvement ouvrier, une série de secteurs en voie de radicalisation sont aussi partie prenante à ce processus, quelles que soient leurs contradictions et leurs limites actuelles : « Paysans en lutte » et minorité du C.N.J.A., courants « gauche » au sein de la C.F.D.T., structuration de l'opposition communiste au travers des groupes d'initiative communiste par exemple.

La définition des exigences politiques de la période actuelle ne peut cependant résulter que d'une confrontation large et approfondie des analyses stratégiques des diverses composantes du mouvement révolutionnaire. Trois ans après mai 1968, le développement de chacune d'entre elles et de leur expérience appelle un bilan sincère des pratiques de chacun et des lignes politiques de chacun. Un des rôles du P.S.U. pourrait être de rechercher, front de lutte par front de lutte, l'organisation d'assemblées politiques regroupant l'ensemble des forces de l'extrême-gauche, préparées à la base, largement ouvertes aux militants combattifs inorganisés. Lieu privilégié d'expression et de clarification, de telles assemblées, nourries des expériences diverses du mouvement révolutionnaire, devraient également permet-

tre de dépasser des oppositions purement idéologiques, de jeter concrètement les bases de nouvelles actions unitaires, de prendre acte des convergences politiques les plus significatives.

## L'ORGANISATION DU PARTI

C'est en fonction et en fonction seulement de ce rôle essentiel que peut jouer le P.S.U. dans la construction du parti révolutionnaire, de la nécessaire clarification politique interne au parti que le problème des structures du parti peut être posé. Nous n'indiquerons ici, outre les apports des A.O.P., que les exigences politiques qui nous paraissent indispensables : le problème ne se pose pas seulement au sommet pour redescendre éventuellement à la base : c'est au contraire un processus d'ensemble qu'il s'agit de mettre en place. Dans ce sens, il importe d'abord :

a) de privilégier les adhésions de militants sur le lieu de production ;

b) de donner la plénitude des pouvoirs politiques aux groupes constitués sur le lieu de leur travail militant (entreprise ou quartier) et en premier lieu aux groupes d'entreprise, condition nécessaire à la transformation de la base sociale du parti.

Avancer dans ce domaine implique de dépasser le cadre d'organisation défini à Dijon. Les secteurs par fronts de lutte ne peuvent pas constituer la structure parallèle du parti, susceptibles de rivaliser progressivement et d'éliminer les structures locales, et fédérales. Mais les secteurs qui actuellement s'ajoutent comme des tranches annexes à l'organisation générale du parti, doivent s'insérer totalement dans un parti de type nouveau, participer à la vie réelle du parti, être partie prenante de ses décisions à tous les niveaux.

La montée de cadres ouvriers et paysans est une nécessité pour le parti. Considérer que le seul moyen d'assumer cette promotion consiste à fixer un quota minimum de présence ouvrière et paysanne dans les organes de direction présente certes un aveu de nos faiblesses. Mais même si cela ne peut être qu'une mesure transitoire, en attendant une période où le changement de base sociale amènerait cette promotion à se faire naturellement, il n'en reste pas moins que cette mesure est aujourd'hui nécessaire.

Toutefois, cette montée des cadres ouvriers ne saurait être organisée sur une base « administrative » et non politique comme la représentation, en tant que tels, à la D.P.N. des secteurs ouvrier et paysan. Il n'y a aucune raison en effet que ces secteurs ne soient pas traversés eux aussi par les débats politiques qui traversent le parti dans son ensemble. La désignation de militants ouvriers et paysans par les secteurs, sans tenir compte des débats politiques, mutilerait profondément la signification de la présence de ces délégués en la réduisant à un témoignage sur les luttes et en déniant à ces camarades la possibilité de se déterminer politiquement.

C'est pourquoi c'est en fonction des orientations politiques apparues lors du congrès, que doit fonctionner le quota de la représentation ouvrière et paysanne. Il ne s'agit pas de figer à tout jamais les débats, mais tout simplement de donner un sens précis aux affrontements politiques à l'intérieur du parti. Cette exigence de clarté est la meilleure garantie du fonctionnement démocratique du parti.

La meilleure démocratie interne, la libre expression des courants, leur représentation selon le mode proportionnel à la direction du parti a pour corollaire la plus grande unité dans l'action et une totale discipline de tous les militants. Celle-ci n'est évidemment possible que si l'exécutif du parti applique lui-même les mandats qui lui sont confiés. A cet égard les conditions actuelles de la lutte des classes ne font que renforcer l'exigence du parti unifié

dans l'action, seul capable de résister aux tentatives d'intégration de la bourgeoisie et à la pression que l'idéologie dominante exerce, y compris sous la forme de la société de consommation, sur la classe ouvrière et les militants révolutionnaires.

Il nous paraît important d'aborder enfin un dernier point pratiquement passé sous silence dans la plupart des textes des A.O.P. Alors que le septième congrès doit en principe définir un programme révolutionnaire il est urgent, même si nous ne pouvons atteindre ce but dans le mois qui nous reste, de dégager les grandes lignes qui nous permettront de progresser dans cette voie.

On ne peut se borner à faire une analyse des luttes, du rapport des forces, de l'évolution du mouvement révolutionnaire sans répondre très clairement à l'attente des masses : quelle société voulons-nous construire ? La société communiste est bien lointaine mais nous ne pouvons nous dérober devant les questions posées sur la société de transition, c'est-à-dire celle qui prendra effet dès la prise du pouvoir, dans un avenir qui, pourrait être proche.

Si les travailleurs attendent cette prise du pouvoir, il attendent sans doute encore plus de savoir ce qu'ils pourront faire du pouvoir, en quoi cela changera quelque chose à leur vie quotidienne.

## CHANGER LA VIE

Quel sera, après la prise du pouvoir économique et politique, le rôle des travailleurs dans la planification et l'autogestion, dans la maîtrise sociale du développement des forces productives ? Comment lutterons-nous pour transformer en profondeur les rapports de production, pour détruire la division capitaliste du travail ? Quelle école, quelle université construirons-nous ? Comment saurons-nous assurer le dépérissement progressif de l'Etat centralisé ?

Nous n'apporterons des éléments de réponse à toutes ces questions qu'au terme d'une lutte de tous les instants contre l'emprise idéologique de la bourgeoisie. Celle-ci ne s'effacera pas avec la prise du pouvoir. Trop souvent ce problème capital pour le succès du mouvement révolutionnaire est passé sous silence. Certes les valeurs bourgeoises sont, dès aujourd'hui, fortement ébranlées (autorité, hiérarchie, famille...). Mais nous devons nous préparer à une longue lutte contre le retour de toutes les idéologies produites par la société capitaliste. Ce n'est que lorsque l'ensemble des travailleurs contrôlera à la fois, le pouvoir politique, le pouvoir économique, le pouvoir idéologique que le mouvement révolutionnaire pourra triompher. Cela signifie aussi que le refus de combattre, dès maintenant, toutes les formes de l'idéologie bourgeoise ouvrirait la porte, pour l'avenir, à toutes les déviations bureaucratiques, à toutes les récupérations possibles par la bourgeoisie du pouvoir conquis par les travailleurs.

Nous n'avons pas voulu présenter ici un « texte de congrès » mais seulement esquisser une orientation générale. C'est-à-dire que ce texte est ouvert aux amendements et aux compléments que pourraient lui apporter sections et fédérations d'abord en le confrontant aux réalités qu'elles connaissent. Nous proposons donc ce texte à la prise en considération des sections et des fédérations en espérant qu'elles pourront choisir clairement entre le texte que nous proposons et d'autres orientations présentées à visage ouvert au parti. Nous pourrions alors au congrès, nous prononcer, non sur des visions prophétiques mais sur un outil théorique éclairé et précisé par les luttes quotidiennes.



# Pour développer les luttes, clarifier les choix du Parti

# 4

Claude Austin (Val-de-Marne), Roger Beaunez (Hauts-de-Seine), Michel Betrencourt (Essonne), Pierre Brana (D.P.N., Gironde), Jacques Codo (S.F., Val-d'Oise), Jacques Compère (Gard), Jacques Desmoulin (S.F., Charente-Maritime), Michel de la Fournière (S.F., Loiret), Georges Gontcharoff (B.N.) François Huchard (S.F., Gard), Guy Lapomme (Hauts-de-Seine), Gabriel Léotard (S.F., Savoie), Marcel Marchand (Haute-Marne), Charles Picant (Hauts-de-Seine), Jacques Piétri (B.N.), Pierre Ringuet (Val-de-Marne), René Schulbaum (D.P.N. Haute-Marne) André Secher (Maine-et-Loire).

Ce texte est le fruit d'un travail collectif qui dépasse en nombre l'échantillonnage des signatures qui le suivent.

Il a pour base la volonté d'obtenir un CONGRES DE CLARIFICATION sur des points qui sont actuellement flous ou déviés et dont l'imprécision ou la fausseté constituent une des causes principales du malaise actuellement ressenti dans le parti. Nous craignons par dessus tout un Congrès d'unanimité ou de large union qui laisserait sous silence ou cacherait derrière d'habiles formules de compromis les vrais problèmes qui se posent à nous. Ce serait, en somme, le maintien d'un statu quo (principalement au niveau de la direction nationale) dont chacun ressent durement les méfaits depuis des mois : absence de direction véritable, possibilités de glissements constants de la part de portions agissantes du parti ou de sa direction, image publique douteuse, découragement militant...

Si nous avons réfléchi ensemble, c'est que nous croyons encore le redressement possible au prix d'un immense effort collectif.

Certains textes des A.O.P. marquent déjà à notre avis les choix annonçant que le parti est capable de se ressaisir. Nous indiquerons, chemin faisant, sur lesquels d'entre eux il nous semble que nous devons nous appuyer, car notre texte a aussi l'ambition d'être un fil de lecture parmi les textes des A.O.P. que la présentation statique de « Tribune Socialiste » a rendu si difficiles à discerner.

## ETRE DANS LE MOUVEMENT REEL DES MASSES

Avant mai 1968, l'analyse du parti reposait implicitement sur quatre postulats :

1. La classe ouvrière, enfermée dans sa définition traditionnelle, était condamnée par l'évolution technologique à livrer presque exclusivement des combats défensifs et classiques (quantitatifs).

2. Les marginaux, condamnés par le néo-capitalisme, étaient plus ou moins irrécupérables. Paysans, artisans, commerçants, travailleurs industriels de branches incontestablement condamnées s'engageaient dans des colères poujadistes, spasmodiques, étrangères au combat ouvrier.

3. Des « couches nouvelles » (élite ouvrière des branches technologiquement avancées, techniciens, cadres non directement liés aux intérêts du capital) étaient celles qui offraient la base sociologique la plus prometteuse pour le développement d'une « gauche nouvelle » (cf. les analyses de Serge Mallet à l'époque).

4. Les combats anticapitalistes se situaient essentiellement, sinon exclusivement, sur le terrain de la production.

Le tout dans une tonalité assez largement pessimiste, qui conduisait à minimiser les possibilités de l'action révolutionnaire et à accepter, par résignation, un jeu politique assez classique (à la fois union et « rénovation » de la « gauche »).

Le refus d'intégration à la F.G.D.S., les avancées idéologiques du Congrès de Dijon et (partiellement) des Conseils nationaux qui ont suivi, surtout les enseignements de Mai 68 et de ses prolongements ont fait heureusement avancer le parti au-delà de ces quatre postulats. Nous avons peu à peu constitué de nouvelles bases pour la stratégie du parti, dans une perspective révolutionnaire nettement plus optimiste. Mais il convient que le VII<sup>e</sup> Congrès établisse une synthèse de ces nouveaux acquis, évite bien des déviations, prépare ainsi les militants à affronter efficacement la période qui vient.

## A. CLASSE OUVRIERE ET SYNDICATS

La classe ouvrière, dans sa définition la plus courante, s'engage de plus en plus dans des conflits de type nouveau. Aux revendications simplement sociales de naguère se superposent des mots d'ordre différents, plus résolument anticapitalistes. Nous disons bien se superposent et non se substituent car un premier raccourci dangereux qui sévit parfois dans le parti consiste à mépriser, sinon à nier, la persistance dans les conflits actuels de revendications relatives au niveau de vie. Or, il faut répéter que ces revendications sont légitimes. Mais, au-delà des revendications habituelles et des formes courantes de lutte, juxtaposés au sein des mêmes conflits, dans les mêmes entreprises, apparaissent de plus en plus souvent et de plus en plus nettement d'autres objectifs (conditions de travail, contrôle, gestion) et d'autres moyens (occupations, séquestrations, auto-gestion des luttes) Ce n'est plus seulement de niveau de vie qu'il est question dans ces grèves, mais de pouvoir (du patron, des « petits chefs »), de finalité du travail, de la place de la vie professionnelle dans la vie toute entière, de l'organisation du cadre et des méthodes, de l'intensité et de la durée du travail.

## Pas de simplifications non scientifiques

Ce mouvement, certes porteur de promesses révolutionnaires, conduit certains camarades à un second raccourci : la simplification, la surestimation ; comme si ces luttes allaient déboucher automatiquement sur une contestation globale de la société. On en vient alors à minimiser, sinon à nier, que ces conflits éclatent à des rythmes différents (y compris d'un atelier à l'autre dans une même entreprise), qu'ils sont

souvent atomisés, parcellisés, guettés par toutes les habituelles tentations corporatistes, que les guerillas locales n'entraînent pas automatiquement des solidarités régionales ou nationales. Par peur de rater une heure « historique », chaque fois qu'un cas aigu naît ou se développe, on diagnostique rapidement et sans aucune rigueur scientifique, un mal plus ou moins rampant, une chance révolutionnaire à saisir. Bref, le terme souvent employé dans le parti de « montée des luttes » ne doit pas se transformer en une véritable mythologie, semblable à celle des chrétiens des derniers jours voyant sans cesse et partout les signes de la fin des temps.

De ce point de vue, le ton souvent triomphaliste des articles de « Tribune Socialiste » ou d'autres documents de la Commission nationale Entreprise, glorifiant surtout les succès sur le chemin de la radicalisation, de la globalisation, ou de la politisation des luttes est dangereux, dans la mesure où il laisse croire au caractère généralisé, irréversible et irrésistible de la montée des luttes, dans la mesure surtout où il ne tire pas l'indispensable leçon autocritique des échecs.

Une juste estimation, ni pessimiste, ni exagérément optimiste, de la transformation et de l'ampleur des luttes sociales est un des points majeurs pour l'action du parti dans la période à venir.

## Luttes anciennes - Luttes nouvelles

La troisième tentation consiste à montrer les syndicats comme accrochés aux seules revendications traditionnelles, tandis que les nouveaux objectifs seraient pris en charge, de manière sauvage, en dehors et même contre les syndicats. Pour nous, il n'y a pas d'antagonisme entre les deux types de combats et les acquis sur les terrains les plus classiques peuvent préparer les prises de conscience et les actions sur les terrains les plus novateurs. Mais aussi, mais surtout, la volonté de radicalisation progressive des luttes passe à l'intérieur des centrales syndicales elles-mêmes et cette seule réflexion suffit à fonder notre présence militante en leur sein.

Les acquis du parti dans le domaine des relations parti-syndicats doivent être rappelés à l'occasion du prochain congrès, afin de mettre fin à une perte d'influence du parti dans ces milieux et à une incertitude croissante.

Reaffirmons donc :

- le rejet de la « courroie de transmission » ;
- le refus de l'intégration du syndicat dans des structures de gestion ;
- la nécessité de l'autonomie syndicale dans la société socialiste.

## Infléchir l'action syndicale

Notre action au sein des organisations syndicales doit tendre à infléchir l'action dans plusieurs directions :

Sans renoncer aux luttes dites quantitatives, et aux négociations qui peuvent marquer des armistices tactiques, il faut donner franchement la priorité au développement, à la coordination, à la convergence des luttes qui mettent directement en cause la société capitaliste.

Il faut, par conséquent, tendre à donner au mouvement syndical une stratégie globale.

Si la nécessité de la lutte l'exige et si la combativité des travailleurs le permet, il

faut accepter les formes de lutte en marge de la légalité.

Il faut faire progresser la démocratie au sein des organisations syndicales.

Il faut amener les militants politisés du mouvement syndical à former avec nous un regroupement révolutionnaire.

Il faut établir un mode de rapport entre militants politiques et militants syndicalistes, basé sur la coordination des stratégies politiques et syndicales, dans une perspective commune : le renversement du pouvoir de la bourgeoisie.

## Partis et syndicats

Pour atteindre de tels objectifs, il faut évidemment cesser d'opposer partis et syndicats qui ne sont pas antagonistes, mais complémentaires.

Cette affirmation n'est pas contradictoire avec le fait de reconnaître que les stratégies syndicales traditionnelles sont de plus en plus souvent inadéquates à répondre aux nouveaux besoins de la lutte ouvrière. Cette inadéquation peut même conduire à mener des actions à l'extérieur des syndicats (encore qu'il faille se garder de la tentation dans laquelle le parti est trop souvent tombé ces derniers temps d'élaborer une théorie générale à partir d'expériences trop partielles ou trop marginales).

Mais dire que les syndicats doivent se dépasser et que nous devons aider à leur dépassement, ne signifie pas qu'il faut les combattre et les détruire.

## Les assemblées de travailleurs

Il en est de même en ce qui concerne l'encadrement des luttes.

Les Assemblées de travailleurs sont des formes démocratiques d'expression et de décision des travailleurs, au moment de leur lutte. Elles offrent l'avantage de rassembler syndiqués de toutes centrales et non-syndiqués, au moment où, d'une part, la division syndicale continue d'être durement ressentie, et où, d'autre part, le pourcentage de syndiqués demeure particulièrement faible en France. Elles accentuent la tension dynamique vers l'unité et la rénovation syndicales. Mais elles ne doivent pas être présentées comme une structure permanente se substituant aux syndicats ou constituant contre eux des machines de guerre. Les structures politiques dans l'entreprise n'ont pas à être les noyaux d'organisations nouvelles, jouant une fonction de suppléance par rapport aux centrales syndicales. Nous devons redire que les syndicats sont certes menacés de déviations (principalement de déviations bureaucratiques : permanents à vie, autorité abusive de l'appareil syndical et danger d'intégration au système). Mais ils ne sont pas historiquement dépassés. Les « syndicats rouges », les « comités de lutte » permanents sont à rejeter.

## B. PRISE DE CONSCIENCE DES COUCHES EN VOIE DE PROLETARIANISATION

Les anciennes classes moyennes continuent de subir l'érosion provoquée par le néo-capitalisme. Petits commerçants, petits exploitants agricoles, certaines professions libérales même se prolétarisent ou sont obligés de s'intégrer au salariat. Les luttes défensives et catégorielles continuent d'être aussi vives dans ces milieux, mais, là aussi, des prises de conscience anti-capitalistes et de nouvelles formes de lutte se font jour (particulièrement en milieu agricole, comme l'a montré Lanbert dans « Les paysans dans la lutte de classe »). Le parti



doit porter une attention encore plus grande à ces secteurs. Il doit tenter d'une part de s'intégrer à leurs luttes et, d'autre part, de relier mieux ces combats ambigus à sa stratégie générale.

## C. LES SALAIRES NON OUVRIERS

La réflexion du parti relative aux « couches nouvelles » avait un aspect positif : elle attirait notre attention sur la diversification continue et croissante de la classe ouvrière, sur la complexité de plus en plus grande des rapports de production à la suite du progrès technologique. Ce raisonnement conduisait, en définitive, à une actualisation de l'analyse marxiste, c'est-à-dire à une fidélité vivante et non à un dogmatisme ressassant des formules, à une vision dynamique et non statique des rapports sociaux. Le parti est toujours tenté par une mythologie ouvriériste, avec parfois des variantes populistes (le mot « peuple », ex. : « les contradictions au sein du peuple » n'est pas plus précis que le mot classe ouvrière).

## Contre le verbalisme mystificateur

Par exemple des expressions s'introduisent dans notre vocabulaire : « l'autonomisation de la classe », « l'auto-organisation de la classe » ; elles deviendraient vite pernicieuses si nous ne précisions pas, patiemment, de quelle classe il s'agit. La composition des A.O.P. qu'il s'agisse de la préparation du Conseil national de janvier 1971 ou de celle du Congrès a aussi, parfois, illustré nos ambiguïtés, volontaires ou non, au sujet de la notion d'ouvriers ou de travailleurs.

Il faut donc continuer d'étudier, de manière très précise, les réalités économiques, sociales (psycho-sociologiques aussi) de la classe ouvrière d'aujourd'hui et nous garder de répéter, par facilité, les analyses des grands penseurs du mouvement ouvrier, quels qu'ils soient, qui nous sont plus utiles par leurs méthodes scientifiques que par leurs conclusions, adéquates à leur époque mais pas nécessairement à la nôtre.

## Radicaliser et politiser leurs luttes

Mais l'avancée idéologique relative aux « couches nouvelles » comportait aussi un danger : celui de dissocier le combat de ces couches de celui de la classe ouvrière, au sens traditionnel. La dernière période nous a mieux appris que les fonctions d'étude, de recherche, de formation, d'encadrement se trouvent de plus en plus liées aux tâches de production. Le statut de ces soi-disant « couches nouvelles » est aussi un statut salarial qui tend à s'égaliser avec celui des autres travailleurs. Comme les « ouvriers », les techniciens, les cadres, les travailleurs intellectuels rencontrent les problèmes de la hiérarchisation abusive, de l'érosion de la qualification, des conditions de travail dictées par une productivité exacerbée, de l'insécurité de l'emploi. Pour eux aussi, le parti doit contribuer à une radicalisation et à une politisation des luttes, à un rattachement convergent de celles-ci avec les luttes ouvrières et un projet politique général.

Le parti doit aussi mettre à l'ordre du jour une étude plus approfondie de la place des intellectuels dans le mouvement révolutionnaire.

Ainsi nous collerons mieux au mouvement réel des masses salariales ou de celles qui, ayant un statut libéral, sont en cours de prolétarianisation. Ces masses n'attaquent pas le capitalisme en soi, mais les formes actuelles du capitalisme.

## D. L'ATTAQUE DU CAPITALISME SUR LE CADRE DE VIE ET LA CULTURE

La contestation du système capitaliste déborde de plus en plus le cadre du système de production. Parce que le capitalisme mène une offensive globale d'intégration sociale et idéologique (« la nouvelle socié-

té »), les travailleurs découvrent progressivement comment le capitalisme continue de les aliéner en dehors de l'entreprise. C'est le sens de la campagne cadre de vie et plus largement de la critique de la vie quotidienne (« changer la vie ») ; c'est le sens de la prise de conscience croissante des mutilations que la société dite « de consommation » fait subir à l'homme d'aujourd'hui ; c'est l'une des causes principales de la révolte de la jeunesse (au niveau de l'existence, c'est-à-dire de l'insertion sociale, comme au niveau du langage) ; c'est le sens, tout nouveau, de la lutte culturelle telle qu'elle a commencé à être assumée par le parti (le secteur enseignement n'étant, de ce point de vue, qu'un des aspects de la lutte culturelle ; l'autre face essentielle étant celle de l'animation permanente, en particulier de l'animation locale) ; c'est aussi le sens de luttes nouvelles qui se mènent autour de langues et de cultures régionales en même temps qu'autour du refus de colonisation par le capitalisme parisien des régions sous-développées.

## L'action locale

L'action locale, telle qu'elle était conçue traditionnellement, sans être niée ou méprisée, peut être dépassée, de la même manière que nous avons montré que devait être dépassée l'action syndicale traditionnelle. Dans les quartiers (en particulier dans les grands ensembles nouveaux d'habitations) grâce à l'action des militants révolutionnaires, il est possible à un nombre croissant de militants des mouvements familiaux, des luttes sur le logement, les transports ou l'école publique, des animateurs culturels de faire le lien entre leurs objectifs partiels et l'impossibilité de les atteindre tant que le capitalisme régit la société. Encore faut-il que dans ces domaines les militants du parti soient aussi présents dans les organisations de masse et ne passent pas leur temps à dénoncer les militants qui y sont engagés, à ignorer ou à flétrir de manière sectaire leur lenteur et leurs insuffisances.

## Parti et mouvements de masse

Comme au sujet des syndicats, se trouve posée ici, de manière peut-être encore plus aiguë, le problème de la relation du parti avec les mouvements de masse.

Pour élaborer et réaliser la stratégie des luttes sociales en dehors de l'entreprise, le parti a besoin des organisations de masse. Elles ne peuvent dépendre directement de lui, ni en être des « courroies de transmission ». Elles ont une spécificité à respecter.

Ainsi s'agit-il là, pour les militants du P.S.U., non d'un secteur d'activité secondaire, mais au contraire d'un secteur essentiel pour son développement et surtout pour le développement des luttes anticapitalistes. Pour les militants du P.S.U., l'action de masse signifie non une action de petits comités isolés, mais une action au sein des mouvements de masse, c'est-à-dire là où les masses s'organisent et se reconnaissent.

Certes les comités occasionnels peuvent jouer un rôle de prise de conscience populaire et constituer un moyen de pression et d'action efficace, à un moment donné. Ils permettent de mobiliser des éléments inorganisés : cependant leur action est limitée dans le temps et a un caractère parcelaire.

En revanche, les organisations de masse peuvent permettre à leurs adhérents non politisés de déboucher sur l'action politique. Par ailleurs, elles offrent aux militants du P.S.U. la possibilité de mieux connaître les aspirations des masses et de rechercher avec elles des solutions.

## Les dangers à éviter

L'action au sein des organisations de masse est guidée par une démarche pédagogique destinée à amener les travailleurs, à partir des problèmes de la vie quotidienne à remettre en question la société capitaliste.

Toutefois, deux dangers sont à éviter : — la tentation d'accepter les limites, au départ réformistes ou technocratiques, des associations de masse ;

— la participation des militants du courant révolutionnaire à des structures dans lesquelles ils ne pourraient pas faire connaître et développer leurs positions.

Deux conditions répondent à ces dangers :

— le contrôle permanent des militants délégués dans un organisme par les structures correspondantes du parti ;

— la liaison permanente entre l'action exercée au sein d'organismes extérieurs au parti et la pratique militante interne au parti.

Il est essentiel de noter, enfin, que ce quadruple mouvement que nous venons de cerner n'est pas circonstanciel, mais correspond à des transformations durables (sinon irréversibles) du capitalisme international, avec des variantes propres au capitalisme français. Il ne s'agit donc pas pour nous d'une réflexion tactique, mais d'un véritable appui stratégique.

## L'évolution capitaliste et l'actualité du socialisme

L'accélération de la compétition internationale qui contraint le capitalisme français à accélérer sa mutation (« l'industrialisation » du VI<sup>e</sup> plan), l'accélération de la course patronale à la productivité, entraînant un durcissement des conditions de travail, la transformation des structures capitalistes par concentrations, glissements régionaux, internationalisation, liquidation de certains secteurs et de certaines régions non rentables, la privatisation progressive de certains secteurs publics, la volonté de tirer profit de terrains nouveaux (par exemple, celui de la production urbaine) la volonté d'intégration sociale et idéologique, sont des mouvements profonds qui ne peuvent que se poursuivre et s'accroître dans les années qui viennent et sur les conséquences desquels le parti peut donc appuyer valablement sa stratégie.

Ce qu'il faut appeler pour simplifier « l'esprit de mai » maintient de plus le sentiment qu'il est maintenant possible d'attaquer plus radicalement ce système en mutation difficile, qu'il est maintenant possible d'obtenir plus, d'aller beaucoup plus loin ; la substitution de nouvelles structures économiques, sociales, politiques, culturelles au vieux monde fissuré apparaît de moins en moins comme une utopie, tandis que l'actualité du socialisme apparaît de mieux en mieux.

C'est pourquoi, il serait dangereux de s'étendre sur les difficultés graves que rencontre le parti dans sa phase actuelle et que Michel Rocard a heureusement cataloguées dans un rapport percutant, pour opérer un quelconque retour en arrière. C'est d'un saut en avant dont le parti a besoin. C'est en effet une chance historique pour le P.S.U. et pour le mouvement révolutionnaire, une chance qu'il faut saisir à travers un congrès de clarification.

En ce qui concerne le mouvement syndical, nous nous rapprochons le plus du texte de synthèse, page 10 de « Tribune » que notre journal appelle bizarrement « Transformation du mouvement ouvrier ». Le même texte dit d'excellentes choses sur les organisations de masse.

En ce qui concerne l'analyse des luttes, le texte de synthèse de la page 3 de « Tribune » contient de bons passages qui devraient largement être enrichis par la contribution « Rhône-Alpes ».

Sur la coordination et l'unification des luttes le meilleur est, à notre avis, dans le texte issu de l'assemblée Rhône-Alpes (page 7 de « Tribune »).

## II

## CONSTRUIRE LA FORCE REVOLUTIONNAIRE CAPABLE D'ASSUMER LA PRISE DU POUVOIR

La radicalisation de la prise de conscience ouvrière, l'entraînement dans les luttes anticapitalistes de couches sociales qui n'y étaient pas jusqu'alors préparées, l'ouverture de fronts de lutte en dehors

de l'entreprise sont les bases de la constitution d'une nouvelle extrême-gauche révolutionnaire. C'est à partir de là que l'on peut poser sérieusement le problème de la construction du parti révolutionnaire (et non à partir de négociations d'appareils) et le problème de la prise du pouvoir (et non à partir de considérations théoriques, par exemple sur la lutte armée).

## A. LA PRISE DU POUVOIR

La transformation révolutionnaire de la société passe par la substitution à la légalité bourgeoise d'une nouvelle légalité socialiste. Ce passage implique non seulement le contrôle de l'appareil gouvernemental, mais également et surtout, la modification des rapports de production. Il ne peut résulter que d'un affrontement avec la classe bourgeoise, c'est-à-dire d'une crise sociale, idéologique et politique. Ainsi se trouve posé le problème du pouvoir.

L'affrontement inévitable avec la classe bourgeoise peut se dérouler sur le terrain électoral, à travers les luttes sociales ou à l'occasion d'un conflit armé. Aucun des trois moyens n'est à rejeter a priori (en ce qui concerne les élections nous ne répétons pas ce que renferme d'excellent le programme d'action). C'est aux forces révolutionnaires qu'il appartient de choisir, à un moment donné le terrain ou les terrains où la lutte leur est la plus favorable.

## Place de la lutte armée

Compte tenu des rapports de force actuels, estimer que le conflit armé serait la seule perspective révolutionnaire conduirait le mouvement socialiste vers son suicide et pourrait ouvrir la porte au fascisme. L'envisager dans les conditions présentes relève de l'infantilisme politique.

La crise sociale, idéologique et politique qui doit conduire à l'affrontement décisif avec la bourgeoisie, suppose la mobilisation la plus large possible des travailleurs qui doivent avoir acquis la conviction que l'alternative socialiste est devenue nécessaire et possible. Cette mobilisation des masses populaires exclut la pratique putschiste d'un coup d'Etat militaire par une minorité agissante.

Ce choix des moyens de la prise du pouvoir a donc une conséquence immédiate au niveau de la nature du regroupement révolutionnaire à construire : le refus d'un parti de type bolcheviste-léniniste, c'est-à-dire d'un groupement minoritaire de leaders devant un jour profiter de circonstances favorables pour lancer les masses à l'assaut du pouvoir et confisquer le pouvoir pour lui-même. Nous ne sommes pas les détenteurs de la vérité révolutionnaire. Nous n'utilisons pas la classe ouvrière comme une masse de manœuvre. Au contraire, nous participons avec les travailleurs et dans les mouvements de masse qu'ils se sont donnés, à la montée de la conscience et des luttes pour une prise en mains du pouvoir par les travailleurs eux-mêmes et pour eux-mêmes.

## La généralisation des luttes sociales

La mobilisation des masses passe par le développement de la lutte sociale généralisée.

Notre objectif doit donc porter sur la généralisation de la lutte sociale. La lutte électorale, si elle favorise cette généralisation (par exemple, municipalités, centres de lutte) ou la mobilisation des travailleurs, ne doit pas être rejetée.

La généralisation de la lutte sociale repose sur les impératifs suivants :

— remporter des luttes partielles victorieuses, telles qu'elles sont définies dans le rapport de Michel Rocard ;

— développer ces luttes sur tous les terrains de l'entreprise, du cadre de vie, de la culture, de la ville et des campagnes, nationales et internationales... ;

— préparer ces luttes à travers les organisations de masse que s'est données



la classe ouvrière (syndicats, coopératives, associations locales diverses, etc.), organisations qui sont suffisamment stables pour survivre dans les périodes de recul des luttes.

Quant aux formes des luttes pour y aboutir, elles reposent sur l'utilisation maximale des moyens donnés par la légalité existante, sans exclure les autres moyens s'ils ne limitent pas la généralisation des luttes et s'ils ne conduisent pas à l'isolement de ceux qui se battent.

La force et l'élargissement du mouvement de masse doivent devenir tels qu'ils entraînent la paralysie de l'appareil répressif.

Ce n'est que grâce à cet élargissement de luttes généralisées que sera préparée la prise du pouvoir et que sera assurée la défense de la légalité socialiste contre les atteintes que voudrait lui porter la classe bourgeoise évincée du pouvoir. Ainsi sera exprimée la plus authentique démocratie.

Ces réflexions correspondant à peu près au texte des A.O.P. Rhône-Alpes-Lorraine, page 15 de « Tribune ».

## B. LES FORCES REVOLUTIONNAIRES ORGANISEES OU EN PUISSANCE

Chercher à regrouper ces forces et à faire converger leurs luttes implique quatre tâches pour le P.S.U.

### Multiplier les occasions de luttes communes

Il faut proposer aux groupes organisés qui se disent révolutionnaires de participer avec nous aux luttes que les masses ont spontanément la capacité d'entreprendre, ainsi qu'à celles que notre analyse de la situation du capitalisme et des forces politiques nous montre devoir être entreprises.

Bien entendu le terrain des luttes menées n'est pas indifférent à la nature du regroupement révolutionnaire à bâtir. C'est pourquoi nous pensons que le P.S.U. doit faire des propositions d'actions communes sur quatre terrains privilégiés : la lutte anticapitaliste dans les entreprises (dans la ligne du contrôle ouvrier), la lutte anticapitaliste dans les quartiers sur le terrain du cadre de vie, la lutte contre la répression aux multiples formes, enfin la lutte anti-impérialiste qui donne sa dimension internationale à l'objectif de la révolution socialiste.

Ces luttes menées en commun, non seulement amplifient les coups portés au capitalisme (par rapport à ce que chaque groupe pourrait faire seul) mais encore permettent à nos militants de bien voir quelle est la pratique effective des groupes en question. Le comportement dans l'action des éventuels partenaires à un regroupement des révolutionnaires est au moins aussi important que leurs discours, pour clarifier l'attitude politique de futures composantes de ce regroupement.

### Intensifier les débats

Il faut entreprendre ou intensifier les débats avec les partenaires au regroupement révolutionnaire sur les sujets les plus aptes à faire toute la clarté sur les orientations des uns et des autres, notamment sur les formes de la lutte menée dans les entreprises (et par voie de conséquence sur l'attitude à l'égard des organisations syndicales), sur l'action dans les mouvements de masse, sur les rapports avec le P.C. (pour ou contre le « front unique » et si oui, « front unique » sur quoi), sur les problèmes internationaux prioritaires, sur l'organisation (donc sur la démocratie interne) dans le futur regroupement révolutionnaire.

Tous ces sujets sont essentiels.

Les masses ne sauraient en effet mettre leur confiance dans un regroupement qui n'aurait pas dit nettement ce qu'il entend être, ce qu'il veut faire et comment il

fonctionnera (en garantissant en son sein la liberté d'expression des points de vue et la démocratie dans les processus de décision).

Actions et débats doivent être menés de pair : les débats ne sauraient constituer un préalable à l'action.

### Associer, sans exclusive, tous ceux qui sont concernés

Il faut associer à ces actions communes et à ces débats tous ceux qui s'y sentent concernés : syndicalistes, animateurs divers, opposants communistes, inorganisés. Toute formule qui donnerait l'impression que le P.S.U. privilégie les membres des « groupes révolutionnaires » par rapport aux autres partenaires à un regroupement conduirait à l'impasse. Cela implique, en conséquence, que les formules utilisées pour les débats soient ouvertes, que les actions le soient aussi.

### Armer nos propres militants

Le P.S.U. doit mieux armer ses propres militants pour les tâches de cette période. Il faut une information, brève mais sérieuse sur ce que sont les divers « groupes révolutionnaires » (réalité militante et choix politiques). Peu d'entre nous les connaissent de manière précise. Ils sont divers d'une ville à l'autre. Il faut ventiler les exemples d'actions menées sur chacun des quatre terrains cités plus haut ; il faut donner des éléments solides de réflexion pour les débats idéologiques prévus ; il faut faire un bilan périodique dans le parti des actions et des débats poursuivis avec nos partenaires.

Tout cela est précis, tout cela est sérieux. Il tient au congrès de le décider et à la future D.P.N. d'en surveiller l'application. Il faut mettre fin à l'incertitude de la période qui s'achève et qui a permis à tous un chacun dans le parti d'opérer des glissements incontrôlés.

## SUR LE PARTI COMMUNISTE

Les thèses de Dijon, puis les Conseils nationaux, en particulier le dernier, ayant dit d'excellentes choses sur ce sujet, il n'est pas nécessaire de s'étendre là-dessus. Le P.C.F. tend de plus en plus à limiter ses objectifs pour faciliter l'entente avec le parti socialiste et — par Mitterrand interposé — avec des « démocrates sincères » de plus en plus proches du centrisme. Le point de savoir si ce cours est temporaire ou « irréversible » (comme l'a dit le Conseil de Paris) est à nos yeux secondaire. Les historiens trancheront dans 20 ou 30 ans si c'était ou non irréversible. L'important pour nous est que tout le parti soit bien d'accord pour reconnaître que l'évolution actuelle du P.C. est effectivement celle-là et en tire les mêmes conséquences.

Notre attitude à l'égard du P.C.F. doit donc être, comme l'a dit le dernier Conseil national, de rechercher uniquement des accords limités et tactiques de front unique, permettant, tout en renforçant les luttes anticapitalistes :

— de montrer aux masses que le P.C.F. influence, combien ses calomnies contre nous sont fausses et combien, au contraire, sa stratégie à lui de « démocratie avancée » doit être dépassée dans les luttes, pour vaincre le capitalisme ;

— de faire avancer les mots d'ordre de notre programme d'action, par un débat public où nos camarades devront montrer que les faits, c'est-à-dire les luttes de masse, nous donnent raison et permettent d'aller plus loin que ne le veut le P.C.F. ;

— par voie de conséquence, d'accentuer la crise du P.C.F., en faisant éclater l'opposition entre ses directions non révolutionnaires et ceux de ses militants qui ont repris (ou gardé) goût aux luttes de masses à perspectives révolutionnaires.

Faire cela n'implique cependant pas que le P.S.U. se laisse aller, par manque de sang-froid, à l'invective ou à l'injure envers le P.C.F. C'est la discussion politique,

non l'agressivité verbale ou littéraire qui fera avancer notre thèse. Rien ne serait plus grave que de laisser croire aux masses, par intempérance de langage que l'ennemi principal n'est plus le capitalisme et son Etat.

## SUR LA FRACTION DE L'OPINION ENCORE TENTE PAR LA SOCIAL-DEMOCRATIE DE « GAUCHE »

Le P.S.U. n'a pas à faire celui qui se désintéresse de « ces pauvres gens pas encore assez réfléchis pour avoir fait l'option révolutionnaire ». Comme la clientèle du P.C., cette fraction de l'opinion est, elle aussi, à gagner, donc à convaincre et à entraîner dans la lutte. Il faut s'adresser à elle en termes d'objectifs concrets, de projets précis sur la société de notre temps. Ces objectifs, ces projets, seront d'autant mieux ressentis et compris que nous aurons fait l'impossible pour nous mêler au coude-à-coude à ceux qui appartiennent à cette fraction de l'opinion. Certaines actions réussies du Secours Rouge ont montré l'aspect très positif de cette démarche.

Cette partie de l'opinion, très hétéroclite, comprend des gens beaucoup plus proches de nous et d'autres moins. Il faut se garder de juger selon les étiquettes nationales pour une acceptation globale ou pour un rejet généralisé. Il faut juger, localement, au coup par coup (la même étiquette recouvrant, comme pour les groupes révolutionnaires des réalités différentes). Ce n'est donc pas à coup de proclamations nationales — pour ou contre — qu'on fera avancer les choses, mais par une approche locale réaliste et ouverte de ce genre de gens ou de groupes qui comprennent bon nombre de syndicalistes (hésitants sur la politique) ou de militants sociaux et familiaux (politisés, mais craintifs devant l'engagement en général et l'engagement révolutionnaire en particulier). C'est aussi la tâche du P.S.U. que de ne pas rompre le dialogue avec eux pour les faire basculer vers nos options.

C'est seulement à cette condition d'ailleurs qu'à l'heure où recommenceront à chanter les sirènes de l'« unité de la gauche » (P.C.F., parti socialiste « nouveau »), ils pourront comprendre notre refus d'y céder et éviter les séductions de la nouvelle F.G.D.S. dans laquelle certains sont naguère tombés (ou ont failli tomber).

En ce qui concerne les rapports avec le P.C., le meilleur texte des A.O.P. est pour nous celui de Rhône-Alpes, page 10 de « Tribune ».

Le texte de la page 18 concernant le parti révolutionnaire se situe sur une orientation partiellement acceptable, mais il est beaucoup trop imprécis et peu opérationnel. Nous pensons que des éléments de notre texte pourraient l'enrichir.

## III

### AMELIORER L'OUTIL QU'EST LE PARTI

#### A. AU NIVEAU DES PRATIQUES ET DES MŒURS

Nous ne voulons pas reprendre, par le détail, les causes qui provoquent l'inquiétude quasi générale des adhérents, le départ discret des militants de valeur (et pas seulement des sociaux-démocrates impénitents), l'interrogation de ceux qui attendent le prochain Congrès comme celui d'une clarification décisive en ce qui concerne leur maintien ou leur entrée dans le parti. Michel Rocard a écrit d'excellentes choses dans son rapport et nous ne croyons pas nécessaire de les répéter ici. Nous souhaitons seulement que le Congrès insiste particulièrement sur trois points.

#### En finir avec la verbocratie

Il est urgent d'en finir avec certaines habitudes verbales. De manière générale, il est clair que le vocabulaire que nous utilisons, les formules toutes faites dont nous

abusons sont parfaitement hermétiques aux travailleurs et qu'à cet égard le problème de l'expression publique, en termes simples et compréhensibles, doit être résolu et constitue une problème politique.

Indépendamment de ce patois interne que nous pratiquons tous, certains camarades en rajoutent même, grâce aux acquis intellectuels de leur culture bourgeoise et exercent ainsi un véritable terrorisme verbal vis-à-vis de ceux qui n'ont pas les mêmes bases culturelles. Le recours à certaines formules (exemple « démocratie prolétarienne de masse », « l'autonomisation de la classe »...) prend un caractère incantatoire et magique et remplace toute volonté d'analyse, toute volonté d'explication politique auprès des masses populaires. La constitution du regroupement révolutionnaire passe par l'abandon du prophétisme et du verbalisme et par la mise en concordance de la parole et de l'action. Elle exclut le sectarisme car les relations humaines à l'intérieur du parti doivent préfigurer les relations humaines à l'intérieur de la société socialiste que nous voulons construire.

### Oser regarder en face le problème étudiant

Ce problème a pris encore plus d'ampleur avec la transposition dans un certain nombre de sections géographiques (et de fédérations tout entières) de la pire verbocratie et des pires mœurs étudiantes. Tout se passe comme si libérés de l'U.N.E.F. certains étudiants trouvaient dans les sections géographiques une nouvelle structure à détruire en faisant le vide autour d'eux.

De ce point de vue, le parti doit avoir enfin le courage de regarder en face ce qui s'est passé dans ce milieu et de constituer une autocritique courageuse.

La baisse d'influence, a fortiori la disparition totale dans un mouvement de masse est un événement suffisamment grave pour déterminer notre parti à effectuer une analyse sérieuse de son action, éventuellement de ses erreurs. C'est à cette seule condition que l'échec peut devenir profitable aux combats futurs.

Dans le cas de l'U.N.E.F., il aurait été sans doute souhaitable de lancer un débat dans le parti tout entier quand il en était temps encore. L'ensemble des adhérents ne se sont pas sentis concernés. La Direction n'a rien fait pour une véritable prise en charge collective de la crise. On peut même se demander si ce n'est pas sous la direction du parti, ou d'anciens membres de sa direction que ce mouvement s'est pratiquement décomposé en quelques mois.

Mais il vaut mieux regarder le présent que de se lamenter sur le passé. Nos camarades étudiants sont aujourd'hui sans organisation et sans perspectives d'action. Il faut le leur en donner.

### Résoudre nos problèmes de presse

« Tribune Socialiste » est l'organe d'expression extérieur du parti. Il doit être conçu en fonction de la couche de lecteurs que nous avons politiquement choisi de toucher en priorité, c'est-à-dire des travailleurs peu politisés. En conséquence doivent être évacués : les informations d'ordre intérieur, l'exposé des positions minoritaires dans le parti, les polémiques internes. Le journal doit donner non seulement des informations nombreuses sur les luttes, en particulier sur les luttes sociales, mais encore des éléments d'analyse globale permettant de mieux comprendre ces événements.

Pour combler la lacune ainsi créée, un organe intérieur au parti, diffusé à tous les adhérents, de parution régulière, doit être assuré.

De même, le maintien d'une revue théorique est indispensable.

Tous les organes d'expression extérieure doivent être soumis au contrôle politique des instances statutaires.

Ainsi, nous mettrons fin à la confiscation des organes d'expression par une fraction du parti (l'impression que donne souvent « Tribune Socialiste ») et aux publications marginales qui sèment la confusion parmi les militants et dans l'opinion (la motion sur



l' « Outil », très largement majoritaire dans l'Assemblée de synthèse des A.O.P. illustre ce propos).

## B. RAJEUNIR LES STRUCTURES DU PARTI

### Deux dangers à éviter

L'expérience du parti nous a montré que deux dangers sont à éviter sur ce sujet :

— Croire que parce qu'on change quelques mécanismes de nos structures, les faiblesses idéologiques du parti et ses problèmes politiques trouvent automatiquement une solution c'est au contraire une « magouille » bien connue d'un certain nombre de mystificateurs que de passer à la trappe les clarifications politiques qui les gênent pour tenter de faire croire qu'avec un rafistolage des statuts tout s'arrange.

— Le danger inverse est aussi grave : croire qu'une bonne ligne politique tient lieu de tout et se moquer des problèmes structurels et organisationnels. De bonnes structures, une bonne organisation garantissent la traduction correcte et rapide des choix politiques, garantissent la démocratie effective dans le parti (alors que l'histoire du mouvement ouvrier fourmille de déviations bureaucratiques ou de tentatives putschistes de ceux qui dirigent des « appareils dans l'appareil »).

En fait, de bonnes structures ne servent à rien sans ligne politique juste ; mais celle-ci perd une grande partie de son efficacité dans l'action si elle n'est pas liée, grâce à des structures appropriées, à la vie et à l'expérience des masses. C'est dans cet esprit que nous abordons le problème de la nécessaire rénovation des structures du P.S.U.

### Composition et élection de la D.P.N.

Pour illustrer le changement de base sociale du parti (qu'il convient de connaître d'ailleurs de manière plus scientifique) et chercher à accentuer cette évolution, nous

estimons souhaitable que la moitié de la D.P.N. soit constituée de militants issus des classes populaires : ouvriers, employés, techniciens, paysans. Mais leur élection à la D.P.N. doit se faire sur des critères politiques (car les ouvriers pas plus que les paysans ne sont politiquement homogènes) ; chaque liste de courant représenté statutairement à la D.P.N. doit donc comporter moitié de camarades issus des classes populaires.

### Direction et contrôle politique des secteurs

Deux ans durant, le secteur étudiant a échappé au contrôle du parti ; chacun peut voir les résultats de son autonomie politique. Le P.S.U. a été discrédité en milieu étudiant (autant par les erreurs politiques que par les « magouilles » des responsables étudiants) et la base de lutte de masse qu'était l'U.N.E.F. a été pratiquement liquidée. Le secteur entreprise a donné lieu, de son côté, à des « dérapages » volontaires de certains de ces animateurs par rapport à la ligne du parti. Nous croyons donc nécessaire que le prochain Congrès réaffirme et cette fois mette en pratique que la direction politique des secteurs est nommée par la D.P.N. et contrôlée périodiquement par elle ; et que, pareillement à l'échelon des Fédérations ou des Régions, les secteurs dépendent de l'autorité politique des instances élues par l'ensemble des camarades du parti. Il ne doit pas y avoir de bastilles indépendantes dans le parti, mais des secteurs de lutte spécialisés, dont l'action est coordonnée avec celle de tout le parti, sur la ligne politique définie par celui-ci.

### Bureau national et secrétariat

La querelle sur l'homogénéité politique du B.N. qui sévit depuis quelques mois n'est pas toujours comprise par le parti. C'est qu'en effet, le problème est très différent selon qu'il s'agit d'un B.N. de 20 ou 25 membres se réunissant toutes les trois semaines seulement (sorte de parlement restreint) ou d'un B.N. d'une dizaine de membres se réunissant toutes les semaines, sinon plus (simple organe d'exécution). Ce qu'il nous paraît essentiel d'affirmer, c'est que les organismes de contrôle du parti (D.P.N. et, si le parti le souhaite B.N. très élargi, et à réunions espacées) doivent refléter tous les courants du parti, alors que les organes d'exécution de la politique choisie par le Congrès (secrétariat et B.N. restreint à réunions fréquentes, si c'est la formule retenue) doivent être homogènes pour pouvoir être efficaces. Pour notre part, nous pensons souhaitable que le B.N. soit un peu élargi (pour comprendre des membres de province) et qu'il se réunisse au moins tous les quinze jours, un secrétariat collectif assurant entre temps le travail exécutif quotidien. Dans ces conditions le B.N. serait homogène ; à condition, bien entendu que la D.P.N. où sont représentés tous les courants du parti oriente et contrôle son activité tous les deux mois, dans la ligne définie par le Congrès.

Détail, mais qui n'est pas à négliger : une certaine prééminence nous paraît devoir être maintenue au sein du secrétariat en faveur de celui de ses membres qui assure la coordination du travail de l'équipe et qui donne, à l'extérieur l'image principale du parti.

Il nous faut ici marier deux choix politiques essentiels du parti : la volonté de rapprocher le pouvoir des intéressés, de façon à ce que ceux-ci prennent directement en main leurs affaires ; mais la volonté aussi d'adapter les structures de décision à la dimension nouvelle des problèmes. Le premier choix consiste à maintenir aux fédérations départementales leur autorité politique actuelles ; elles sont plus proches des militants que les instances régionales.

### Régions et fédérations

En revanche, il nous paraît possible, en cohérence avec notre programme général s'appliquant aux institutions du pays, de décentraliser le pouvoir de la direction nationale. La régionalisation du parti ne doit pas se bâtir sur la dépossession des fédérations départementales, mais sur un certain « dépérissement » de la direction nationale. L'étude et les choix relatifs aux grands problèmes des économies régionales, la conception et l'exécution de programmes de formation, l'adaptation de la propagande, l'animation des fédérations trop petites peu-

vent être remis à des échelons régionaux (sans que cette liste soit limitative). Bien entendu, il s'agit enfin que nos structures s'adaptent à la vie du parti ; cette régionalisation ne peut pas être imposée, uniforme, automatique. Elle doit se faire (et elle existe déjà en partie ici ou là), en fonction des besoins exprimés par les fédérations des diverses régions.

### Problème des votes en section

Certains ont proposé que les camarades puissent avoir deux droits de vote pour les élections dans le parti : l'un au titre de leur section, l'autre au titre du secteur au sein duquel ils travaillent. Il ne saurait être question de créer ainsi dans le parti une caste de privilégiés et une caste de parias. Ce que nous avons prévu, plus haut, pour la D.P.N. résoud la difficulté.

Mais il est bon de réaffirmer à ce Congrès qu'à côté de la section d'entreprise, la section locale doit être le lieu de rencontre de camarades engagés dans les secteurs de lutte différents : action dans les entreprises action locale portant sur le cadre de vie action culturelle. Cette rencontre est essentielle, car elle permet la confrontation des expériences et le dialogue, sources d'enrichissement politique, donc d'amélioration des luttes à mener. Autant la rencontre entre camarades engagés dans un même secteur de lutte est indispensable pour coordonner les actions entreprises et approfondir les choix à leur sujet, autant la rencontre entre camarades d'engagements différents est essentielle, au débat politique dans le parti.

Nos propositions se trouvent « à cheval » entre deux textes issus des A.O.P. et qui nous semblent tous deux insuffisants. Nous nous rapprochons plutôt du premier texte (page 19 de « Tribune ») en ce qui concerne les sections, les fédérations et les secteurs ; et plutôt du second (en ce qui concerne la direction, les publications et (partiellement) la régionalisation du parti.)

La tribune libre de Robert Chapuis parue dans le dernier numéro de « T.S. » comporte aussi de nombreux points de vue qui nous semblent convergents avec les nôtres.

# 5 Un seul ennemi, une seule lutte

## Le bureau fédéral du Nord.

Jean-Louis Gass, Victor Frémaux, Jean Bataille, Claude Colin (bureau fédéral du Rhône).

Pour une transformation du Parti assurant son Unité

Faire le bilan critique de l'action du Parti depuis Dijon, c'est d'abord mesurer son insertion dans les luttes.

On peut distinguer trois phases au cours de cette période :

1. — 1969 : Année de la montée des luttes en Europe

Avec l'automne chaud en Italie, les grèves de Belgique et de Suède, les grèves

sauvages en Allemagne, et en France l'offensive ouvrière de la rentrée (luttes à Peugeot-Sochaux et Renault-Le Mans, les roulants de la S.N.C.F., la SNECMA, etc.).

Dans cette phase, le secteur ENTREPRISES, peu à peu structuré a commencé à intervenir dans les luttes. Mais, en toute honnêteté, nous ne sommes pas parvenus à peser très fort sur leur déroulement.

Il est néanmoins vrai que c'est dans cette période que l'axe de lutte du CONTROLE OUVRIER a été pris en charge par les militants du Parti.

2. — 1970 : La contre-offensive patronale et gouvernementale - Les contrats de Progrès.

L'offensive ouvrière culmine avec la malheureuse grève de l'E.D.F., puis chez Berliet, Caterpillar, à la fonction publique (catégories C et D), etc. Pour la première

fois, le Parti tout entier intervient en masse sur la situation. La grève articulée chez Berliet remet en cause le contrat ; les luttes Caterpillar bloquent son application ; les postiers (C.F.D.T.) refusent d'être partie prenante à l'accord de la fonction publique ; ce sont des signes tangibles de la riposte à cette offensive.

Quand Séguy a proposé « un Grenelle à froid », nous avons pu réagir en bloc et peser sur les décisions finales. On peut dire que nous avons contribué à faire échouer cette tentative de « participation conflictuelle ».

3. — Fin 70, début 71 : la remontée de la combativité ouvrière et l'offensive populaire.

Cette phase est marquée par :

— le caractère limité, divisé des actions dans l'entreprise (par atelier, par établissement) et hors de l'entreprise.

La combativité montante ne débouchait sur aucune action d'ensemble. Elle s'exprimait soit par le grappage des rouages de l'entreprise (grèves-bouchons, prises de contrôle) soit par des revendications salariales souvent non-hiérarchisées.

Cette guérilla industrielle s'est étendue à des secteurs vastes : luttes souvent désespérées, contre les licenciements (textile du Nord, Mines, Fougères, etc.) ; lutte des employés du commerce (Niles Galeries) ; entrée en lutte des paysans prolétarisés (Entremont), etc.

Les luttes populaires ont pris également de l'extension : bataille de masse des commerçants puis des lycéens contre la répression (Affaire Guiot), des paysans pauvres (viticulteurs du Midi), des usagers des transports, lutte des femmes pour leur émancipation.



Nous avons pu très souvent intervenir dans ce contexte. Mais le développement de notre pratique de masse s'est heurté au sentiment d'absence de perspectives politiques que ressentent ceux-là mêmes qui menaient le combat.

Cette période débouche sur les grandes luttes des Batignolles et Renault et sur la multiplication des conflits dans la Métallurgie, le Textile, et chez les paysans de l'Ouest (bataille du lait).

Nous avons certes mesuré aux Batignolles, le poids d'un comité de soutien appuyé par les paysans et les femmes. Mais la leçon a été aussi tirée par le P.C.F. : C'est après la manifestation réussie du 1<sup>er</sup> Mai et au cours du conflit Renault qu'il déclenche sa grande offensive contre le P.S.U. et le courant révolutionnaire.

En popularisant la lutte, en diffusant massivement 3 T.S. spéciaux, nous avons réussi une démonstration importante.

Ce sont là les aspects principaux de cette période, soulignés par un relatif succès aux élections cantonales et municipales là où l'activité militante était forte et où nos positions ont été affirmées sans ambiguïtés.

Nous avons réalisé des acquis importants :

a) **Un changement du visage traditionnel du Parti** - laboratoire d'idées - grâce à l'initiative politique qu'ont représenté les A.O.P. Pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier, ce sont les militants engagés dans les luttes qui ont rédigé un programme d'action, discuté ensuite et ratifié par l'ensemble du Parti. Pour l'avenir il faudra en améliorer la composition et les conditions de travail.

b. — **Une avancée théorique et une clarification de la ligne politique**, aussi nette à Paris en 69 (sur les structures du Parti), qu'à Rouen (adoption d'un texte clair sur le CONTROLE OUVRIER) et surtout à Orsay.

c. — **Une affirmation autonome de la ligne du Parti** à l'occasion des municipales. De la même façon les élections législatives de 1973 doivent être une nouvelle occasion d'affirmer une stratégie révolutionnaire face à une politique de néo-front populaire.

Quelles que soient nos difficultés, ces acquis ne sauraient être remis en question. Il faut au contraire développer et continuer la transformation du Parti. Presque toutes les luttes actuelles correspondent aux objectifs proposés par le programme d'action : luttes anti-hiérarchiques, statut unique et grille unique, remise en cause de la participation dans le contexte capitaliste, etc.

**Faire marche arrière serait incompréhensible.** Il faut au contraire appliquer ce programme, le développer et le compléter, en particulier en proposant enfin des objectifs clairs aux luttes universitaires.

Cette avancée du Parti, la consolidation de son influence dans des milieux décisifs (ouvriers, paysans, couches populaires) ne peut se faire que dans l'UNITE du Parti, avec un débat approfondi au Congrès, sans unanimité de façade, mais sans querelle de fraction ou de personne.

## LA STRATEGIE DU PARTI DANS LA PERIODE ACTUELLE

Les textes de synthèse des A.O.P. « Unification des luttes » - « Luttes des masses hors de la production » et « Mouvement politique de Masse » donnent des éléments essentiels de cette stratégie. Ils représentent la conséquence logique de l'analyse du Capitalisme et de la lutte des classes aujourd'hui, faite dans T.S. N° 487 par la D.P.N.

Mais il faut mettre en relief les principaux points de cette stratégie.

## A. LES OBJECTIFS POLITIQUES POUR LA PERIODE ACTUELLE

### 1. Faciliter l'élargissement des champs d'intervention des luttes - Assurer leur convergence.

Quel que soit le point de départ de l'action de masse (une usine qui ferme, un refus des conditions de travail dans une entreprise, une lutte pour la défense du sol comme outil de travail ou pour le logement, les transports, etc.), notre rôle doit être constamment d'étendre le combat, sur les mêmes bases, aux autres secteurs. Par exemple : les luttes défensives sur l'emploi peuvent devenir offensives si elles sont étendues à toute la population de la région ; l'action des O.S. du Mans contre leur statut actuel et leur refus du travail posté, peuvent s'étendre à tous les O.S. de toutes les branches, etc.

De ce point de vue, le rôle des comités de soutien (type Batignolles, unissant ouvriers, paysans et femmes de grévistes) ou mieux, celui des objectifs unifiés (par exemple la lutte commune des employés des Nilles Galeries et des travailleurs-consommateurs) reste fondamental.

### 2. Approfondir la prise de conscience politique des masses.

Puisque aujourd'hui, l'organisation de la société est le reflet de l'organisation capitaliste du travail, et que l'exploitation se prolonge dans le « Cadre de vie » en transformant en marchandises rentables la maladie, le logement, les loisirs, l'éducation, chaque lutte rencontre une même cible : le pouvoir politique de la bourgeoisie.

D'autre part, les nécessités du développement du capitalisme obligent la bourgeoisie à exercer une domination politique de plus en plus forte dans tous les domaines. Les différentes organisations de masse présentes sur ces terrains (A.P.E., enfance inadaptée, associations culturelles, etc.) se heurtent directement dans leur action à des problèmes politiques. C'est aussi l'occasion de développer la prise de conscience politique des masses et de mener la lutte contre la volonté de la bourgeoisie de faire de ces forces sociales des agents actifs de sa politique.

C'est en affirmant constamment l'aspect global du combat anti-capitaliste et la nécessité de diriger les coups contre le pouvoir central et ses appareils qu'une telle prise de conscience s'impose aux masses.

### UN SEUL ENNEMI, UNE SEULE LUTTE

### 3. — L'affirmation et la crédibilité du courant révolutionnaire.

Cette politisation des luttes, cette vision de plus en plus nette de l'adversaire unique et donc de la nécessité d'une alternative politique à la société actuelle, se heurte à un obstacle : la crédibilité insuffisante pour les travailleurs de la voie révolutionnaire.

Le Parti doit se hausser à la hauteur de ses tâches historiques, c'est-à-dire montrer en termes concrets que les aspirations réelles des masses (refus de la hiérarchie, de l'oppression capitaliste, de la vie morcelée et sans signification) ne peuvent être satisfaites que par le changement révolutionnaire et les luttes menées et dirigées par les travailleurs. C'est au niveau des problèmes posés que se développent une voie et une ligne autres que la résignation et l'intégration. Par exemple, il faut choisir entre l'acceptation passive de la mort économique de la Lorraine (avec quelques compensations salariales provisoires) et la lutte acharnée pour bloquer unilatéralement et en créant des situations de fait, le transfert de la sidérurgie à Fos.

La crédibilité de notre ligne passe par la démonstration sur le terrain QU'IL N'Y A PAS D'AUTRES CHOIX OFFENSIFS.

## B. LA REPOSE UNIFIANTE : LE MOUVEMENT POLITIQUE DE MASSE

Si la cible principale est le Pouvoir central capitaliste, cela veut dire que la riposte globale est la lutte pour la prise effective du Pouvoir par les travailleurs eux-mêmes. Mais, parce qu'il n'y a pas de stratégie abstraite, parce que l'on ne doit poser à la classe ouvrière que les problèmes qu'elle peut résoudre, la stratégie de la prise du Pouvoir passe principalement par la victoire de la ligne de masses et l'échec de celle de la « Démocratie avancée ».

### 1. Pas une zone, pas un lieu abandonné à la paix sociale.

2. **Etendre les Assemblées de travailleurs**, résoudre les problèmes des assemblées générales pour qu'il y ait réellement délibération (importance des délégués à l'A.G., des débats à la base, et l'information) et réellement décision collective.

3. **Délégués d'ateliers mandatés** et rendant compte (comme à Peugeot-Lille où les ouvriers désignent eux-mêmes leurs représentants face au patronat — cette initiative étant soutenue par TOUS les délégués syndicaux). Pour autant un éventuel « mouvement des délégués » ne saurait à lui seul répondre à tous nos problèmes dans l'entreprise et constituer un raccourci historique vers le mouvement politique de masse.

4. **Relier les luttes défensives et offensives** des secteurs avancés et des secteurs sous-développés, avec la même extension des luttes prolétariennes vers les luttes populaires — mais surtout avec une prise en charge des objectifs des uns et des autres au niveau global.

5. **Développer et imposer le CONTROLE OUVRIER** (comme à Peugeot-Lille où une partie des ouvriers décident des cadences) en combinant partout lutte revendicative et lutte pour le contrôle (l'issue prouve là que le contrôle débouche aussi sur la satisfaction des revendications).

6. Autour d'objectifs au carrefour des luttes (par exemple la lutte pour l'augmentation du salaire ouvrier et le prix du lait collecté — ceci non-hiérarchisé — à Entremont, la lutte pour d'autres conditions de travail, contre la toute puissance de la hiérarchie ET contre la hausse des prix aux magasins Auchan de Lille, etc.). **Faire converger les luttes ouvrières et populaires**, à partir des éléments les plus combattifs, dans un seul mouvement politique de masse contre le même adversaire.

7. Un tel mouvement politique de masse suppose l'adoption et la pratique par tous les secteurs populaires de nouvelles formes d'organisation nées des secteurs avancés de la lutte ouvrière (même assemblée de base désignant des délégués révocables, comme à Mons-en-Barœul contre les charges ou à Arras contre les loyers), mêmes situations de fait imposées en dehors des règles officielles, mêmes capacités de regroupement global avec cible politique.

C'est sur cette perspective, avec ce type d'organisation et ce type de développement des luttes que se constitue le terrain privilégié de l'action du Parti Révolutionnaire ; c'est là que le rapport de force avec les tenants de la démocratie avancée peut changer en sa faveur. C'est dans le mouvement politique de masse, que se prépare la prise du pouvoir et que l'affrontement avec le Réformisme et les tenants de la démocratie avancée peut être victorieux donc décisif pour l'instauration du socialisme.

## C. SUBORDONNER LA TACTIQUE A LA STRATEGIE

La lutte contre l'opportunisme ne passe pas par des déclarations théoriques sans faille mais par la vérification minutieuse dans la PRATIQUE, que toute décision tactique est strictement subordonnée à la stratégie.

1. C'est de cette manière que l'on doit aborder, par exemple le problème des élections ou celui de la violence.

Il est impossible de s'en tenir à une attitude eclectique qui penserait qu'il est un temps pour le réformisme et un temps pour la révolution, qui affirmerait que tous les moyens de lutte : le bulletin de vote, la lutte de masse, l'auto-défense des travailleurs sont d'égale valeur. Les luttes électorales, toujours nécessaires, doivent être subordonnées aux luttes des masses ; l'emploi de la violence est, à certains moments, inévitable si l'on ne veut pas succomber sous les coups de la violence contre-révolutionnaire.

2. De la même manière, le problème des alliances, en particulier avec le P.C.F., doit être subordonné à la stratégie. Il serait illusoire et dangereux de vouloir dégager les masses de l'emprise du P.C.F. par un « Front Unique à la Base » avec les militants du P.C.F. jugés sains dans leur ensemble par opposition à la Direction que l'on dénoncerait comme trahissant le combat ouvrier. Une telle pratique ne pourrait aboutir qu'à des résultats inverses de ceux recherchés ; elle resserrerait au contraire les rangs du P.C.F. autour de ses leaders attaqués et rejetterait les militants communistes — parfois ébranlés — dans les bras de Marchais. Il s'agit au contraire de montrer d'abord, dans la pratique, comment se constitue le front de classe, comment l'unité des travailleurs se fait dans la lutte, pour montrer ensuite, sur cette base concrète, qui s'oppose au front de classe, qui refuse le combat collectif.

Sur cette base, la confrontation avec le P.C.F. dans les masses, est donc un problème tactique, mais aussi un moyen puissant pour combattre la stratégie de démocratie avancée, point par point, usine par usine, quartier par quartier.

3. De même, la question syndicale doit être traitée en fonction de la stratégie.

Il est clair que le syndicat, forme d'organisation qui n'est pas historiquement dépassée, strictement indispensable à la défense des travailleurs, ne peut plus se contenter de vendre le plus cher possible la force de travail. Il a aussi à prendre en charge la lutte contre la hiérarchie, les conditions de travail, etc., bref, l'ensemble des objectifs attaquant l'organisation capitaliste du travail.

Enfin, le syndicat doit être l'instrument qui favorise la démocratie prolétarienne, qui assure l'information et qui fait les propositions nécessaires.

Subordonner la tactique à la stratégie, c'est d'une part se battre dans les syndicats pour la prise en charge de ces objectifs et de cette démocratie de masse. Mais c'est surtout faire le travail politique dans les entreprises, directement auprès des travailleurs, porter et analyser les propositions, subir les critiques directes des masses, en tant que parti politique.

Quand le camarade Krumnov, dans T.S., explique que c'est dans l'assemblée des travailleurs que se confrontent de fait les propositions du Parti ouvrier et du syndicat, et que les travailleurs tranchent, il exprime une conception conforme à la ligne de masse des rapports Parti-Syndicats.

Nous rejetons formellement toutes les propositions de « coordination », de création de fraction et de courroie de transmission dans le syndicat, car dire que le travail doit être fait prioritairement dans le syndicat, c'est dire que l'on constituera de fait le noyautage et les tendances.

Mais ce refus absolu de la courroie de transmission vaut aussi dans le sens Syndicat-Parti. Les pressions inadmissibles exercées par les appareils sur nos militants pour qu'ils choisissent au Congrès de Lille telle orientation plutôt que telle autre, tels camarades plutôt que tels autres, prenant ainsi les ouvriers du Parti pour des sous-développés mentaux, nous devons les combattre avec la même vigueur que les pressions exercées par les militants politiques sur le syndicat.



4. Pareillement, notre insertion dans les mouvements de masse extérieurs à l'entreprise doit être conforme à la même stratégie. Dans le mouvement lycéen, dans le mouvement étudiant, cette tâche est de même type avec aussi des propositions d'objectifs permettant de rejoindre le combat ouvrier et paysan.

L'expérience acquise par nos camarades agriculteurs dans le syndicat et dans les masses rurales, la capacité qu'ils ont démontrée de rejoindre les luttes populaires (sur le cadre de vie à Nantes) et ouvrières (Laval, Batignolles) sont de ce point de vue un exemple.

Notre influence croissante à la base, dans d'autres mouvements populaires comme les A.P.F. se heurte à l'attitude sectaire et à la répression bureaucratique du sommet (exemple les A.P.F. du Nord). Cela montre bien que sur une pratique correcte de la stratégie du Parti et dans le respect des décisions collectives à la base, une prise de conscience politique se développe également dans ces milieux.

5. On ne peut pas non plus aborder autrement notre liaison avec les groupes révolutionnaires. C'est en se situant dans notre perspective stratégique et en tenant compte de leur réelle importance dans le champ des luttes, que nous pouvons, avec eux, faire avancer l'ensemble du courant.

C'est dans la lutte de masse que nous pouvons nous unifier et surmonter les contradictions internes au courant. La définition de notre attitude dans le SECOURS ROUGE, déterminée au Conseil national d'Orsay est une illustration de cette application tactique de la stratégie d'ensemble.

## DE QUEL PARTI AVONS-NOUS BESOIN ?

L'analyse de la période et de l'action du P.S.U. depuis 1968 montre qu'il est pour l'instant l'outil indispensable à tous les travailleurs, à tous les opprimés qui mènent les luttes significatives contre le capitalisme. L'augmentation de son influence et de son audience auprès des révolutionnaires, des vrais, c'est-à-dire de ceux dont les actions par leur contenu mettent en question la société bourgeoise et par leurs modalités attaquent le pouvoir central, ne doit pas nous entraîner à une autosatisfaction dangereuse mais accroît considérablement nos responsabilités. Nous sommes responsables devant les masses de la construction patiente du parti révolutionnaire dont elles ont besoin pour unifier, décupler leurs luttes et concentrer leurs effets.

Le P.S.U. devra progressivement devenir un outil d'intervention efficace et pour cela jouer véritablement le rôle d'un intellectuel collectif ; il doit aussi et dès à présent correspondre à l'idée que les travailleurs s'en font, c'est-à-dire changer profondément de visage quant à sa pratique et à la composition de ses directions. Voilà les résultats que les militants attendent et que le Congrès doit rechercher.

Pour répondre aux tâches qui nous attendent telles qu'elles sont définies dans le chapitre sur la stratégie le Parti recherchera l'ouverture et l'efficacité ou plus exactement sera efficace parce qu'ouvert sur les masses. **Parti ouvert** — au niveau de ses organes de base prendront part aux discussions et aux décisions tous ceux qui se battent avec nous ; les militants membres des mouvements de masse que nous avons contribué à lancer : Secours Rouge, O.J.T.R. ou de mouvements de masse plus traditionnels, ramèneront au Parti les pulsions, les désirs informulés des masses et permettront ainsi au Parti d'être à l'écoute réelle des masses ;

— A tous les niveaux, depuis les groupes de base jusqu'à la direction nationale, nous devons être prêts aux discussions, aux confrontations avec tous les militants et responsables des organisations, P.C.F. y compris, disposés à participer au Front de classe qui se créera pour mener les luttes sur tel ou tel point de friction avec le capitalisme.

**Parti efficace** — dans la mesure où il est ouvert, le Parti peut jouer son rôle le plus essentiel : la centralisation politique des luttes menées sur tous les champs d'intervention possibles : production, cadre de vie, idéologie, etc.

— A l'écoute des masses, le Parti peut faire les analyses correctes, prendre en charge leurs objectifs, concentrer leur volonté, et grâce à ses moyens d'expression et à son organisation, retourner vers les masses avec des propositions et des mots d'ordre unifiants et des modalités de lutte qui entraîneront une élévation du niveau de conscience politique ;

— Ouvert vers l'extérieur, démocratique à l'intérieur, le Parti sera à même d'exiger une discipline résolue dans l'action.

Parti ouvert, plongé dans les masses, véritable intellectuel collectif, le P.S.U. pourra remplir alors la fonction d'une avant-garde de la classe ouvrière et de l'ensemble du peuple.

C'est en fonction de ces principes qu'il faut poser les problèmes d'organisations et de structures. Nous n'aborderons ici qu'un certain nombre de points en référence au texte de synthèse des A.O.P. majorité de Paris-Rhône-Alpes - Provence-Côte d'Azur.

**Structures de bases** : la difficulté essentielle provient du fait que les groupes d'action du Parti et notamment d'entreprises n'ont pas toujours le même statut non en droit mais en fait. Certaines sections ou fédérations exerçant encore un contrôle politique préalable à l'action de ces groupes et empêchant en fait leur développement en liaison avec les luttes qu'ils pourraient politiquement animer et leur manque d'autonomie financière constitue dans ce contexte là un obstacle sérieux et souvent infranchissable.

Néanmoins, sur un plan général, tenant compte du double impératif auquel il faut répondre :

— le travail de masse quant à l'agitation et à l'animation des luttes ;

— la fonction d'intellectuel collectif qui dégage les propositions globales et unifiantes pour élargir les luttes et engager le choc frontal à tous les niveaux avec la bourgeoisie et son Etat.

nous faisons les propositions suivantes :

1. **Le groupe d'action** (entreprise, inter-entreprise, paysans, enseignants, quartiers, H.L.M., etc.), est totalement autonome politiquement, sur son point d'intervention sociale. Il est le niveau où s'effectuent les adhésions et par conséquent le moyen par lequel les militants interviennent dans les luttes de masse. L'animation des luttes quotidiennes se décidera par une confrontation libre à l'intérieur du groupe entre les militants du Parti et ceux qui n'auront pas manifesté leur prise de conscience politique dans une adhésion. Le groupe verra renforcer son autonomie par l'autonomie financière, les cotisations étant perçues à son niveau. Les groupes de même nature de toutes les sections d'une fédération seront structurés verticalement en secteur d'action qui coordonne les luttes sur un même front (entreprise, logement, transport, lycéens, femmes, jeunes travailleurs, etc.).

2. **La section** est le lieu de la délibération collective entre les militants des groupes ayant vécu des expériences de luttes diverses. Délibération qui permet de mettre en liaison les luttes externes et internes à l'entreprise, de centraliser et populariser les luttes parcellaires et enfin de dégager la ligne générale du Parti.

Des sections du P.S.U. ne jouent pas ce rôle de direction politique de luttes de masse. L'une des fonctions des structures régionales du Parti sera d'implanter des sections là où la nécessité d'une direction politique des luttes apparaît.

En attendant et tenant compte des réalités évoquées plus haut, des groupes d'entreprises pourront, s'ils le jugent nécessaire

pour mener leurs luttes, se transformer en section.

3. **Structures régionales** : la construction des régions avec des directions politiques réelles, centrées sur la réalité économique et sociale. Il est indispensable que le Congrès dépasse les vœux pieux habituels et passe à une décision claire fixant un délai précis pour la constitution des régions et chargeant de ce travail une commission élue par le congrès.

4. **Structures nationales** : la montée de militants ouvriers et paysans à la direction, non pas par sélection individuelle, mais portée par leur milieu : si le congrès souverain élit les candidats, ils sont à prendre en considération de critères politiques, à partir des désignations des A.O.P. Le problème n'est pas de constituer un double collège, mais de faire des militants élus, des camarades porteurs de la volonté collective des luttes sur l'entreprise et sur la terre. Dans le même esprit un secrétariat collectif ne remettant pas en cause les acquis mais renouvelant le visage du Parti est nécessaire pour l'impact dans les masses.

De la même façon qu'au niveau national, les directions des sections et des fédérations doivent être représentatives majoritairement des groupes d'action et des secteurs de luttes, elles pourront ainsi jouer réellement leur rôle de directions politiques des luttes.

5. **Secteurs de luttes** : C'est à un développement et à un renforcement des secteurs à tous les niveaux que le Parti doit procéder, plus particulièrement des secteurs entreprises et agricoles. Il doit s'agir d'un renforcement politique (direction collégiale avec inclusion de provinciaux) et d'un renforcement organisationnel et financier. Le secteur entreprise mieux organisé par branche industrielle doit par le renforcement de son autorité politique, pouvoir recommencer par exemple des interventions aussi importantes et décisives que celles sur Renault (T.S. spéciaux). Toutes les rencontres nationales de branche devront être précédées de rencontres préparatoires au niveau régional. Le Parti doit enfin mettre en parallèle la priorité des moyens et la priorité politique accordée à ce secteur. Ainsi le « Courrier des entreprises » doit devenir le support militant régulier de l'action dans les entreprises, sous la forme d'analyses critiques collectives. De plus un nouvel organe d'expression doit être créé qui rende compte des luttes et dégage leur signification politique et, qui soit ainsi un instrument d'élargissement de l'influence des militants P.S.U. dans l'entreprise.

6. **Nature de la direction centrale** : Certains camarades mettent en avant la notion d'une direction homogène. Voyons de plus près ce problème : puisque la D.P.N. est élue, le cas échéant à la proportionnelle du nombre de mandats obtenus au Congrès par des textes contradictoires, il ne peut s'agir que du B.N. Le B.N. est l'organisme chargé de la direction du Parti au jour le jour, donc, par suite de la transformation de la nature des interventions du Parti, il est chargé de la direction de l'élargissement des luttes au niveau le plus global, en fonction d'une certaine stratégie. Il s'ensuit que le B.N. ne peut être composé que de militants en accord sur la stratégie à moyen terme du Parti (jusqu'au congrès suivant). Peut-on aller plus loin et rechercher une homogénéité sur les options à plus long terme (actualité et modalités de la prise du pouvoir, type de société à construire, idéologie collective à promouvoir) nous ne le pensons pas. La totalité des adhérents est loin d'avoir sur ces points des options identiques et même est loin d'avoir des opinions arrêtées et tranchées. Cela est juste car les masses dont sont issus les adhérents ne se posent pas en termes clairs des choix décisifs sur ces questions ; elles commencent à peine à se poser par leurs actes, des questions sur ces sujets. Engageons le débat et laissons la pratique commencer à dégager des options sur lesquelles nous serons amenés, en temps voulu, à trancher. Si nous sommes d'accord pour ne pas faire du Parti une avant-garde auto-proclamée, omnisciente par rapport aux masses, n'ayons pas l'outrecuidance de mettre en place une direction, elle-même avant garde omnisciente par rapport au Parti. La diversité

sur les options à long terme de notre direction centrale est au contraire une richesse et une force par rapport aux organisations de type sectaire (P.C. et Ligue communiste) et de plus, est une garantie quant à l'unité du Parti.

## VERS LA DEFINITION DU MODELE DE SOCIETE A CONSTRUIRE

Nous ne tranchons pas sur ce point, il s'agit d'ouvrir un débat. Il ne peut être ni général ni abstrait : il doit être branché sur le combat quotidien de la classe ouvrière et de ses alliés.

Les A.O.P. à partir des luttes contre l'organisation du travail, les conditions de vie et de travail, la hiérarchie... ont permis de soulever des questions primordiales, voire d'apporter quelques éléments de réponse.

Plusieurs points ont été soulignés :

1. — **Passage au socialisme** : les formes de lutte actuelles, leur contenu remettent profondément en question le schéma du passage au socialisme comme prise pacifique du pouvoir par un parti (ou une coalition de partis) bénéficiant de la complicité passive de la classe ouvrière et de ses alliés. La mobilisation des travailleurs à travers les différents organes qu'ils peuvent se donner, leur contrôle et leur prise en mains des luttes impliquent que le passage au socialisme soit le fait du développement et de la généralisation d'organes de base, de conseils arrachant à la bourgeoisie ses instruments de pouvoir.

2. — **Dictature du prolétariat** : il ne s'agit plus aujourd'hui d'en discuter le principe, mais de cerner les modalités d'application concrète. Les textes des A.O.P. à partir de l'analyse concrète de lutte, des violences opérées par la bourgeoisie pour arracher les conquêtes des travailleurs, sont en effet unanimes sur ce point. (Voir les textes de synthèse).

3. — **Dépérissement de l'Etat** : dans la mesure où les travailleurs veulent prendre le pouvoir par eux-mêmes, et pour eux-mêmes, ils doivent détruire la machine d'Etat, conçue par la bourgeoisie pour les opprimer. Il faut maintenant en préciser les modalités concrètes. Sur ce point, le texte de synthèse des A.O.P. sur la dictature du prolétariat apporte des éléments de départ.

4. — **Modèle de socialisme** : les luttes actuelles remettent en cause l'organisation du travail, la distinction entre travail manuel et intellectuel, la multiplication des tâches subalternes et répétitives, la hiérarchie, les écarts de salaire. Elles montrent le refus d'un modèle bureaucratique de société, le refus d'un socialisme qui ne changerait pas fondamentalement les rapports de production et les rapports de travail. Elles montrent clairement le refus de l'exercice du pouvoir par le parti, au nom des travailleurs. Sur cette question, voir les textes de synthèse « dictature du prolétariat » et « planification et autogestion ».

5. — **Remise en question de la finalité de la production** : ouvriers, paysans... seront-ils dans le cadre de la société à construire, soumis aux mêmes critères de production (et de consommation) sous des prétextes de « rationalité technologique ». La société socialiste leur réserve-t-elle, dans leurs conditions de vie et de travail, le même sort que la société capitaliste ? On n'évitera pas de répondre à cette question, sous peine de n'offrir comme modèle de société socialiste qu'un décalque à peine amélioré de la société capitaliste.

6. — **Recherche de nouveaux rapports sociaux** : les rapports actuels sont mis en question par de nombreuses luttes de jeunes, de femmes, etc.

Le développement de l'attaque contre les rapports de production et même les rapports



de travail, ne fera qu'accroître ce phénomène. Les problèmes de la famille, du couple, de l'éducation des enfants... doivent être resitués dans le cadre de la proposition de nouveaux rapports de production. Il serait important que dans le cadre des luttes que mène le Parti, celui-ci prenne dès à présent des mesures collectives concrètes facilitant l'insertion réelle dans le Parti des adhérentes femmes, en particulier de celles qui ont des enfants, et pour qui cela est une charge, diminuant grandement leurs capacités révolutionnaires.

7. — **Contacts internationaux** : la solidarité des travailleurs en lutte devient aujourd'hui une réalité et une nécessité d'autant plus grande, que l'intégration internationale des firmes s'accélère. Il en est de même en ce qui concerne la prise et l'exercice du pouvoir par les travailleurs : les conditions sont d'ailleurs telles qu'il ne saurait y avoir de montée des luttes en Europe, isolées dans un seul pays. A travers le renforcement de la solidarité internationale peuvent se créer les véritables conditions d'un nouvel internationalisme et donc peuvent être évités les isolements qui ont limité les chances de survie de bien des tentatives révolutionnaires.

Ces questions ne sont pas les seules

méritant réflexion, mais ce sont sans doute, les plus importantes. Le congrès devra en débattre, et l'apport des A.O.P. constitue pour nous un début de réponse que le congrès devra approfondir et qui resteront en discussion dans le Parti et dans les masses pour une longue période.

En dernier lieu, il nous semble que le congrès ne remplirait pas sa tâche s'il ne proposait pas dès maintenant des initiatives concrètes susceptibles de répondre aux tâches du moment.

## PROPOSER DES INITIATIVES CONCRETES

Compte tenu de l'époque à laquelle se situe ce congrès, il est clair qu'il est difficile de proposer sérieusement une série d'initiatives susceptibles d'être applicables immédiatement. Toutefois, nous pensons que d'ores et déjà un travail peut être proposé dans trois directions :

1. — **Les thèmes principaux qui ont été abordés à ce congrès devront être publiés immédiatement.** Cette publication n'a pas

simplement pour but la diffusion de nos réflexions et de nos décisions. Elle doit déboucher sur un approfondissement des moyens théoriques et pratiques d'intervention. Des discussions devront être engagées aussi rapidement que possible avec tous les travailleurs qui se sentent concernés par ces débats. Par ailleurs, parce que les militants révolutionnaires des différents pays européens ont été amenés à travers leur pratique, à élaborer des propositions stratégiques analogues aux nôtres, notamment en ce qui concerne le contrôle ouvrier et le mouvement politique de masse, nous proposons l'organisation d'une vaste confrontation sur ces thèmes dans les mois à venir.

2. — Certaines initiatives devront être prises dans des domaines qui ont été, de fait, plus ou moins sous-estimés jusqu'à présent. Par exemple :

a) concrétisation de la solidarité entre travailleurs français et immigrés, pour unifier la classe ouvrière ;

b) assises nationales femmes fin 71 ;

c) rencontre entre ouvriers et paysans des régions sous-développées (internationale si possible avec des camarades italiens et espagnols) abordant entre autres

les problèmes de la lutte contre le capitalisme international et de la radicalisation dans un sens socialiste des mouvements régionalistes.

d) mobilisation des secteurs universitaires, ouvriers et paysans pour entreprendre une étude sur la situation des O.S. dans la production.

3. — Enfin, la période même des vacances est un temps que les militants ne doivent pas négliger. D'une part en profitant de cette époque et des lieux où ils se trouveront pour démythifier et combattre la conception même du loisir (et de ses formes), imposée à la classe ouvrière par la bourgeoisie. D'autre part, là où ils se trouvent, les militants devront participer aux discussions, aux luttes, et si possible... aux travaux avec les militants paysans.

\*\*

De telles propositions qui ne font qu'éclairer les textes des A.O.P. nous semblent devoir être susceptibles de donner au parti les moyens progressifs d'une plus large implantation dans les masses et de remplir son rôle de pôle révolutionnaire.

# 6

# Vers la victoire socialiste

Arthuys (Essonne), Borella (Meurthe-et-Moselle), Bouloud (Isère), Chapuis (Paris), Dubreuil (Haute - Normandie), Feran (Hauts-de-Seine), Frachon (Yvelines), Gallus (Paris), Gancel (Haute-Normandie), Garnier (Loire), Guerche (Val - de - Marne), Heurtin (Ille-et-Vilaine), Joecker (Doubs), Le Garec (Essonne), Leray (Hauts-de-Seine), Martin (Loire), Moreau (Yvelines), Reffet (Val-d'Oise), Rocard (Yvelines), Soulage (Hauts-de-Seine), Vaysade (Meurthe-et-Moselle), Verlhac (Isère), Volokhine (Yvelines).

Le congrès de Lille doit opérer les clarifications politiques indispensables au développement du courant révolutionnaire. Les AROP ont four-

ni des documents de base essentiels pour les débats préparatoires. Mais il est normal que les militants exigent plus de précision et de cohérence dans l'expression des orientations que le parti doit se donner pour les temps à venir. Le texte que nous proposons entend :

- d'une part exprimer clairement notre analyse de la période actuelle : une montée des luttes dans de larges secteurs, qui ne crée pas pour autant une situation immédiatement révolutionnaire ;

- d'autre part fournir les bases d'un accord politique clair qui engagera la future direction et dont elle répondra devant l'ensemble du parti. Cet accord concerne les points essentiels du débat du PSU : les relations internes au courant révolutionnaire, la question syndicale, les rapports avec le PCF et les organisations réformistes, le rôle du programme, les formes d'action du parti et ses struc-

tures. Ce n'est pas pour autant un texte qui prétende être complet. Les problèmes internationaux par exemple n'y sont pas traités, certains autres n'y sont qu'esquissés. Mais il nous paraît pouvoir constituer la base de l'accord nécessaire à une direction. Pour guider le travail des camarades, nous commençons par donner la table des matières du texte, de manière que chacun s'y retrouve.

## 1 - Le Capitalisme contemporain et les formes nouvelles de la lutte des classes

11. - Crise de la société occidentale
12. - Le cas de la France
13. - Se préparer à une longue maturation de la crise
14. - Les formes nouvelles de la lutte des classes

## 2 - Les bases sociales du Mouvement Révolutionnaire

21. - Diversification et élargissement du prolétariat
22. - Les difficultés de son unification

## 3 - Pour une stratégie révolutionnaire

31. - Deux obstacles importants au développement des luttes révolutionnaires
  311. Capacité de résistance du capitalisme
  312. Les risques d'intégration ou de marginalisation
32. - Les impasses stratégiques
  321. La stratégie réformiste
  322. La stratégie frontiste du PCF
  323. La phase gauchiste du mouvement révolutionnaire
  324. Les ambiguïtés de la notion de mouvement politique de masse



### 33. Le rôle du PSU dans le mouvement révolutionnaire

#### 331. Le mouvement syndical et les organisations de masse

#### 332. Mouvement révolutionnaire et PCF

#### 333. La question du Parti révolutionnaire

#### 334. L'insertion du courant révolutionnaire dans les masses

### 34. La prise du pouvoir

#### 341. Les solutions erronées dans la situation actuelle

#### 342. La violence révolutionnaire de masse

#### 343. Les conditions actuelles de la prise du pouvoir

## 4 - Vers l'élaboration d'un programme révolutionnaire

### 41. - Le rôle du programme

### 42. - Les lignes directrices

### 43. - Les modalités d'élaboration

## 5 - Organisation du Parti

### 51. - Les nécessités politiques de la restructuration

### 52. - Les structures de base

### 53. - La fédération et le problème de la région

### 54. - Organisation des secteurs entreprises et agricole

### 55. - Le niveau national

### 56. - Les mandats à donner à la DPN

## 1 - Le Capitalisme contemporain et les formes nouvelles de la lutte des classes

### 11. - Crise de la Société Occidentale

La société occidentale doute de son avenir. Technologie, recherche scientifique et production se développent comme jamais dans le passé. Mais les conflits qui se produisent de ce fait entre les intérêts des états nationaux et la stratégie internationale du grand capital provoquent une inflation déchainée. Des mouvements non contrôlés de capitaux peuvent détruire l'équilibre de n'importe quelle économie nationale, et la concurrence entre pays très inégalement développés entraîne un accroissement constant de la domination économique américaine sur le monde. Mais le capitalisme a montré depuis le début du siècle une aptitude considérable, et sous-estimée par les forces socialistes, à surmonter ses difficultés strictement économiques.

Aussi bien le caractère dominant de la période se situe-t-il ailleurs. La force sociale du travail entre en lutte ouverte avec la forme privée de la propriété et le caractère hiérarchique et arbitraire du commandement qu'elle suppose. De là découle l'absence de toute limite à la volonté du capitalisme de maintenir ses positions par la puissance militaire ou policière (Viêt-nam, Grèce, Brésil, etc...). De là découlent des cassures dans la cohésion de certaines sociétés lorsque des minorités importantes refusent la domination qu'elles subissent (Belgique, Irlande, Canada, de plus en plus Etats-Unis). De là découle la mise en cause de plus en plus fréquente non seulement du partage

du revenu mais des rapports sociaux dans l'entreprise (Fiat, Renault). De là découle le refus massif de la jeunesse d'accepter la société telle qu'elle est. De là découle la crise idéologique et culturelle qui traverse tous les pays d'occident. Un monde finit ; un monde est en gestation. Nous sommes en période pré-révolutionnaire.

### 12. - Le cas de la France

Le cas de la France n'est qu'un aspect particulier de cette crise. Pays de capitalisme plus attardé, elle cherche naturellement à rattrapper son retard industriel devant la concurrence internationale. Si elle est loin d'avoir atteint les formes les plus avancées d'organisation capitaliste, elle rencontre, comme l'Italie et l'Espagne, deux autres types de contradictions. Les premières sont liées au poids du passé : destruction de l'économie archaïque, migrations régionales accélérées, perte d'influence de la bourgeoisie petite et moyenne. Les secondes sont liées à la rapidité de son développement : intensification du travail, sacrifice des besoins collectifs à l'investissement industriel. C'est dans un capitalisme moins avancé mais plus contrasté et moins cohérent que se développent alors la crise de la jeunesse, le refus des formes de commandement, l'exigence d'autres rapports sociaux. Le pouvoir n'a d'autre choix, pour satisfaire sa clientèle électorale petite-bourgeoise, que de réprimer toutes ces aspirations nouvelles en tâchant néanmoins de se concilier par des avantages salariaux les catégories ouvrières qualifiées, car il lui faut préparer le remplacement de sa base sociale archaïque. Mais cette politique échoue devant l'acuité des contradictions qui traversent la France, et jamais l'équilibre socio-politique n'a paru plus incertain. Nous sommes en situation pré-révolutionnaire en France. C'est ce constat qui distingue l'analyse et la stratégie du PSU de celles du PCF comme celle du Parti Socialiste.

### 13. - Se préparer à une longue maturation de la crise

Pourtant la situation de l'Europe occidentale et de la France n'est pas encore révolutionnaire. La grande majorité des travailleurs n'a pas encore traduit ses premières revendications qualitatives en une prise de conscience politique complète. Le projet socialiste est encore beaucoup trop vague pour être mobilisateur. Les luttes sociales restent sporadiques, dispersées et très marquées d'aspects catégoriels ou professionnels, même en ce qui concerne les objectifs qualitatifs. Les militants qui mènent ces luttes sur le terrain de la production sont rares à se poser le problème de l'organisation politique.

Et surtout la bourgeoisie dispose encore de moyens de défense puissants. Elle reste capable de stratégies complexes mais efficaces, comme l'a montré le remplacement de de Gaulle par Pompidou. Sur un plan plus général le développement des forces productives reste rapide et le capitalisme n'a visiblement pas encore achevé le mouvement historique qu'il a engendré. De ce fait le pressentiment et l'expérimentation par la lutte de ce que pourraient être de nouveaux rapports sociaux (contrôle ouvrier, autogestion) sont encore à l'état embryonnaire. Or la volonté massive d'établir de tels rapports sociaux est le seul appui possible d'une transformation révolutionnaire en société développée. C'est dire qu'il faut nous préparer à une maturation de la crise qui peut être longue.

### 14. - Les formes nouvelles de la lutte des classes

Dans une telle période il est déjà clair que les problèmes qu'affronte chaque couche sociale pour assurer son avenir ne se traitent plus par l'arbitrage parlementaire ou par les institutions officielles de quelque nature qu'elles soient. Le mouvement réel des masses se fait directement en termes de luttes de classes. Il concerne d'abord la production (luttes ouvrières et

paysannes), mais il s'étend de plus en plus aux conditions de vie et à l'urbanisation. Il se développe enfin contre les différentes formes d'oppression dont la nature réelle se dévoile petit à petit à l'encontre des femmes, des lycéens, et des diverses catégories d'usagers. Dans chacun de ces domaines, des conflits naissent, des luttes se déroulent dans des conditions souvent très éloignées des règles admises de la revendication reconnue légitime.

Ces luttes actives portent sur des objectifs incompatibles avec la domination bourgeoise : elles attaquent les hiérarchies, l'organisation capitaliste du travail, la soumission du cadre de vie aux critères du profit. Elles sont avivées par la stratégie de développement industriel rapide que poursuit le capitalisme aujourd'hui en France. Pour pallier les difficultés que lui cause l'extension du combat populaire, le capitalisme français joue de deux possibilités :

La répression et l'appel aux réformateurs. Mais son degré de liberté est faible : il reste paralysé par le néo-libéralisme nécessaire à son propre développement.

Le mouvement réel des masses rend une révolution socialiste possible à terme, bien qu'il n'y ait pas là de fatalité. Ce mouvement trouve des formes nouvelles d'expression et d'organisation. Mais il n'est pas le fait d'une avant garde. Il s'appuie pour une part sur des couches sociales mal contrôlées par le système : travailleurs peu qualifiés ou déqualifiés, femmes, jeunes, lycéens, immigrés. Il est nourri de la prolétarianisation de secteurs importants qui découvrent plus ou moins consciemment la lutte des classes : paysans, personnels auxiliaires de l'enseignement, employés, petits commerçants. Il naît surtout des changements que le capitalisme apporte lui-même à son propre système de production par l'organisation du travail et le « management ».

Innombrables sont ceux pour qui les promesses de la « société de consommation » ne suffisent plus à en faire accepter les servitudes quotidiennes. C'est tout un consensus qui disparaît. La vieille société se lézarde.

Le problème d'aujourd'hui est de préparer la construction d'une autre société. Avec qui, comment, pourquoi, et grâce à quel outil, telles sont les questions auxquelles répond la suite de cette déclaration.

## 2 - Les bases sociales du Mouvement Révolutionnaire

### 21. - Diversification et élargissement du prolétariat

Il est aujourd'hui admis que la définition de la classe révolutionnaire sur les critères socio-économiques qui prévalaient au XIX<sup>e</sup> siècle est devenue beaucoup plus difficile à cerner en raison de multiples facteurs d'évolution. Citons entre autres :

- les différenciations provoquées au sein de la classe ouvrière au sens strict par l'évolution des techniques ;
- l'affrontement plus direct de certaines couches sociales, autrefois englobées dans la notion de classes moyennes, aux mécanismes de l'exploitation capitaliste.
- le développement de couches techniques qui sont l'objet d'une âpre compétition entre l'idéologie de la bourgeoisie et le mouvement révolutionnaire.
- les prises de conscience anti-capitalistes entraînées par le développement des contradictions dans l'appareil d'enseignement, dans le système de consommation matériel et culturel.
- les mouvements lycéens, C.E.T. et étudiants par exemple, démarrent sur des objectifs matériels ou anti-répressifs mais se donnent très vite un contenu de contestation idéologique et politique globale selon un processus différent du mouvement ouvrier, du fait de la composition sociologique des couches concernées. Un développement parallèle

pourrait être fait par rapport aux mouvements de contestation du statut de la femme. Ces phénomènes sont directement ou indirectement liés à l'évolution du mode de production capitaliste.

C'est donc à juste titre que le PSU a insisté dans la période récente sur la constitution du mouvement révolutionnaire dans son aspect dynamique, c'est-à-dire à travers les luttes des différentes couches sociales entrant en révolte contre les rapports de production capitalistes.

### 22. - Les difficultés de son unification

Mais ce faisant, il importe de ne pas tomber dans l'erreur inverse : la simple addition des expériences de luttes à un moment donné ne suffit pas à sceller le caractère révolutionnaire de leurs acteurs ni à désigner les constituants décisifs de la classe révolutionnaire. Une telle méthode conduit au contraire à privilégier, dans l'analyse, des secteurs, qui même s'ils sont le théâtre de luttes significatives par leurs formes ou leur intensité, ne sont pas forcément les plus déterminants dans l'établissement du rapport de forces global.

Il serait à cet égard désastreux de négliger celles des couches sociales qui, par leur masse numérique ou par leur place dans l'appareil de production et dans les rouages du pouvoir étatique peuvent peser de façon décisive dans le rapport des forces.

Actuellement ces couches sur le plan politique sont écartelées entre l'idéologie bourgeoise dominante, celle de l'opposition réformiste à l'intérieur du système, celle du modernisme, et dans une mesure encore insuffisante celle du mouvement révolutionnaire.

Enfin, l'extension même de la lutte à de nouveaux secteurs pose, dans la mesure où elle élargit la base objective des luttes, de nouveaux problèmes au mouvement socialiste qu'il avait eu tendance à sous-estimer par le passé. En particulier, les couches jeunes et intellectuelles, brusquement révélées par le mouvement de Mai 68, n'adoptent pas spontanément les mêmes formes d'expression et de langage que les autres couches sociales. Critiquant souvent le système sous l'angle du « mode de vie » et de la culture, elles ont tendance à « oublier » la nécessité, pour réaliser la société de type nouveau, de s'emparer aussi du pouvoir économique et des principaux centres de décision. Inversement les travailleurs insérés dans le processus productif sont moins sensibles à l'aliénation subie au niveau de la vie quotidienne. La radicalisation et l'unification anticapitalistes de ces différentes couches jusqu'au niveau de la contestation et de l'affrontement global, dépendent étroitement des perspectives proposées par le mouvement révolutionnaire sur les modalités de la prise du pouvoir et sur la période de transition vers le socialisme.

En bref, la définition de la base sociale du mouvement révolutionnaire est dialectiquement liée à sa stratégie, et à la définition même de l'objectif révolutionnaire.

## 3 - Pour une stratégie révolutionnaire

### 31. - Deux obstacles importants au développement des luttes révolutionnaires

#### 311. La capacité de résistance du capitalisme.

Face au développement des luttes populaires, la crise en système capitaliste ne peut manquer de s'aggraver ; cependant des solutions politiques provisoires sont trouvées par les bourgeoisies nationales des pays les plus économiquement avancés, solutions de droite (Nixon, Heath, Pompidou) ou socialo-démocraties tirées à droite (Brandt).



Il y a une discordance entre l'aggravation des difficultés du capitalisme et l'incapacité du mouvement révolutionnaire à préfacier pratiquement et théoriquement, un projet socialiste compris par les masses.

Le pouvoir capitaliste trouve de ce fait une certaine facilité à faire porter l'offensive par d'autres appareils que l'appareil économique.

La subordination totale de l'Etat au pouvoir capitaliste a pour mérite de simplifier la compréhension des phénomènes.

La stratégie du capitalisme porte à la fois sur le renforcement de l'appareil répressif d'Etat (police, justice, armée) et sur l'accroissement du rôle de l'appareil idéologique d'Etat, déjà sensible au niveau « culturel », et qui se précise maintenant au niveau de l'information. La presse joue actuellement un rôle précis de dissimulation des luttes réelles des masses (cf. compte rendu du conflit Renault). L'information parlée et télévisée est reprise en main et l'autocensure y sévit largement. Sur le plan économique, la bourgeoisie industrielle fait endosser par l'Etat des responsabilités qu'elle ne peut pas assumer directement sans remettre en cause les fondements de son pouvoir. Mais elle se révèle particulièrement apte à développer sur une base de masse très large l'idéologie de défense réactionnaire qui consolide son pouvoir. Jouant à la fois des divisions ouvrières, de la parcellisation des conflits, de l'appel à l'ordre, de la répression, la bourgeoisie conserve les possibilités de combat d'une classe qui ne se sent pas encore battue.

### 312. Les risques d'intégration et de marginalisation.

L'efficacité de cette défense de la bourgeoisie fait courir au développement des luttes sociales deux dangers auxquels le courant révolutionnaire doit être attentif.

— L'INTEGRATION : par l'encadrement contractuel des conflits, le capitalisme tente de freiner le mouvement réel des masses (contrats de progrès, concertation).

Par le contrôle politique traditionnel, il vise à empêcher tout débordement par la base. Cette stratégie est en concordance avec celle du P.C.F. qui n'appuie systématiquement que la traduction parlementaire des conflits.

— LA MARGINALISATION : en produisant constamment des besoins sociaux nouveaux qu'il s'avère par la suite incapable de satisfaire (modification du statut de la femme, statut de la recherche, rentabilisation de l'enseignement...), le capitalisme conduit de nouvelles couches sociales à refuser son modèle de développement. Cependant celles-ci peuvent être rejetées, par une révolte non intégrée à un processus de transformation global et conscient, à la périphérie du système sans pouvoir le remettre en question. C'est ce que nous appelons le phénomène de marginalisation qui touche aujourd'hui particulièrement les jeunes et qui vient s'ajouter aux phénomènes antérieurs de la marginalisation de groupes sociaux, et ethniques (Noirs américains, travailleurs immigrés en Europe).

## 32. - Les impasses stratégiques

### 321. La stratégie réformiste.

Comme stratégie possible de renversement du capitalisme pour le mouvement ouvrier, le réformisme a historiquement échoué en particulier sous sa forme social-démocrate. Cet échec qui s'est traduit sous des formes multiples a pour cause commune une analyse insuffisante ou erronée de l'appareil d'Etat en système capitaliste. En ignorant le fait que l'Etat n'est pas seulement un instrument au service de la classe dominante (et encore moins un arbitre se situant au-dessus des luttes de classes), mais un produit des contradictions de classe, la stratégie réformiste au cours de son histoire a oscillé entre une sous-estimation de l'appareil d'Etat en période d'opposition et une sur-estimation de ses possibilités quand il lui arrivait d'occuper le pouvoir.

La sous-estimation de la fonction de l'Etat, due à une absence d'analyse sur sa nature de classe conduit aujourd'hui des forces politiques nouvelles (et qui jouent par ailleurs un rôle important dans le développement d'une alternative socialiste) à reproduire les vieilles hypothèses d'une occupation progressive des lieux de pouvoir de la démocratie bourgeoise.

La volonté réelle de renouveler les formes et les objectifs de l'action politique qui caractérisent ces mouvements et associations aux aspects multiples (GAM, mouvements d'éducation populaire, etc.) doit être prise en considération sérieusement par le mouvement révolutionnaire. Il serait en effet grave de provoquer par sectarisme ou inconscience la jonction de ces forces nouvelles potentiellement réformistes avec la vieille social-démocratie incapable de donner un réel débouché politique à leur volonté de transformation.

C'est pourquoi le P.S.U. devra favoriser sur le plan des luttes et sur celui de l'analyse politique toutes les possibilités permettant à ces forces politiques nouvelles de se lier de façon conséquente au mouvement révolutionnaire.

### 322. La stratégie frontiste du P.C.F.

La stratégie frontiste du P.C.F. doit être analysée avec soin. Elle est profondément différente des stratégies réformistes classiques.

En effet, l'analyse de la nature de classe et de la stratégie du P.C.F., détermine le type de relation que le mouvement révolutionnaire entretient avec lui.

Malgré les divergences qui nous séparent, une évidence s'impose : la base sociale du P.C.F., essentiellement ouvrière, est objectivement concernée par les perspectives d'un changement révolutionnaire, car elle affronte chaque jour les méfaits du capitalisme.

Aucune perspective sérieuse de renversement du pouvoir capitaliste ne peut donc être envisagée sans le concours actif des travailleurs actuellement influencés par le P.C.F. Or, il faut constater que la stratégie politique actuelle du P.C.F. ne peut pas contribuer à un tel renversement : ses positions anticapitalistes se limitent à un comportement anti-monopoliste et il refuse de briser les anciennes formes du pouvoir dès la défaite de la bourgeoisie acquise.

L'analyse des positions du P.C.F. doit tenir compte d'éléments complexes qui interdisent d'interpréter hâtivement son évolution en lui donnant les caractères de la social-démocratie.

Trois éléments caractérisent essentiellement le P.C.F. :

— une base sociale qui demeure majoritairement ouvrière et qui à ce titre ne peut être mésestimée dans la lutte anticapitaliste ;

— une insertion passée et présente au sein du « bloc soviétique » qui marque profondément le P.C.F. tant au niveau de sa stratégie internationale et nationale, qu'au niveau de son mode d'organisation. C'est notamment cette insertion qui explique les stratégies frontistes des P.C. occidentaux et leur évolution réformiste.

C'est aussi cette caractéristique qui conduit le P.C.F., contrairement à la social-démocratie, à développer une lutte anti-monopoliste capable de remettre en cause dans une perspective étatique la propriété privée des moyens de production, mais non les rapports de production capitalistes eux-mêmes (division sociale du travail, rapports hiérarchiques, démocratie politique formelle).

— une stratégie présente qui se fonde sur une analyse de l'Etat que l'on peut qualifier à proprement parler de « révisionniste » au sens fondamental où elle n'entend plus détruire l'Etat mais l'occuper.

Dans cette stratégie, le P.C.F. reçoit l'appui d'une partie des forces social-démocrates qui y voient une alternative à leurs échecs antérieurs d'une politique de 3<sup>e</sup> force.

### 323. La phase gauchiste du mouvement révolutionnaire.

Devant l'échec de la stratégie frontiste du P.C.F., les groupes révolutionnaires ont été amenés à développer plusieurs types de stratégie qui restent impuissantes depuis Mai 68 à offrir un débouché politique aux luttes de masse.

— Il s'agit de l'hypothèse d'une construction progressive du parti révolutionnaire, fondée sur l'analyse juste du manque de moyens organisationnels du mouvement révolutionnaire. Mais cette construction telle qu'elle est actuellement proposée par la Ligue communiste conduit à bloquer un travail politique réel dans les organisations de masse en les réduisant à n'être que des structures de transition vers l'organisation révolutionnaire centralisée liée à la IV<sup>e</sup> Internationale. Par ailleurs, les tentatives de construction du parti révolutionnaire sur la seule base de regroupements d'appareils politiques conduisent à une erreur de même nature.

— Il s'agit également d'une stratégie proposée par certains courants maoïstes et qui conduit à reproduire des théories populistes : dans ce cas le capitalisme comme système d'oppression voit ses soutiens réduits à une infime minorité de partisans et d'alliés (dont le P.C.F.) et il suffirait de regrouper dans une « nouvelle résistance » l'ensemble des couches sociales opprimées. Outre qu'elle est erronée sur son analyse de l'évolution actuelle du capitalisme (fascisation), une telle stratégie est impuissante à dépasser le simple stade des révoltes populaires. Elle tend de plus à généraliser abstraitement la situation de classe particulière des travailleurs immigrés.

— Enfin et c'est sans doute là que se trouvent les possibilités les plus intéressantes du gauchisme, certains mouvements inspirés par l'ancien groupe V.L.R., développent des axes stratégiques nouveaux (de type changer la vie) en s'appuyant sur les nouvelles couches qui rentrent en opposition avec le capitalisme. Mais la prise de conscience anticapitaliste de ces couches se fait souvent sous une forme de révolte spontanée fondée sur une idéologie de l'immédiateté. Elle peut sous cette forme aggraver les phénomènes de révolte de plus en plus dures à la périphérie du système sans le remettre sérieusement en question faute de s'attaquer directement au pouvoir d'Etat. Elle risque enfin de provoquer un durcissement autoritaire du régime avant que la situation et l'avancée du mouvement révolutionnaire ne permettent de l'abattre.

### 324. Les ambiguïtés de la notion de « mouvement politique de masse ».

Devant ces difficultés une nouvelle stratégie est actuellement élaborée dont l'expression politique la plus intéressante est celle de nos camarades italiens du « Manifesto ». C'est celle du « mouvement politique de masse » au sein duquel une dialectique conseils-parti révolutionnaire permettrait de poser et de résoudre à la fois la question de la prise du pouvoir central et celle de l'exercice de la démocratie de masse. Dans la situation française une telle stratégie ne répond cependant pas à plusieurs questions fondamentales :

— elle sous-estime le problème spécifique du pouvoir d'Etat. Une prise de pouvoir qui se ferait uniquement sur les lieux mêmes de la production par la mise en place de conseils ouvriers et paysans ou de comités d'usagers et qui ne poserait pas de façon spécifique le problème de la prise du pouvoir d'Etat, ne ferait que répercuter sous un aspect gauchiste l'hypothèse réformiste classique suivant laquelle le pouvoir d'Etat bascule à partir du moment où les lieux de pouvoir dans l'ensemble du système sont aux mains des révolutionnaires,

— elle se fonde sur une analyse insuffisante du P.C.F. en ne tenant pas compte des caractères spécifiques de sa stratégie frontiste par rapport aux stratégies réformistes. Ceci conduit à l'hypothèse illusoire de dégénérescence rapide ou de quasi-disparition du P.C.F., qui laisserait alors par impuissance, se développer une stratégie de contrôle populaire progressif des centres de décision,

— elle développe une théorie ambiguë du débordement des syndicats : il est certes nécessaire de développer au niveau des luttes sociales des objectifs nouveaux axés sur le contrôle ouvrier et sur des formes effectives de démocratie de masse, qui en période de lutte dépassent la structure syndicale. (Assemblées générales, comités de grève syndiqués - non syndiqués.)

Mais cette analyse conduit certains à envisager la disparition progressive du mouvement syndical lui-même, qui pourrait se faire sous deux formes :

— ou bien l'organisation autonome de ces nouvelles structures de lutte au départ non syndicales se transformerait rapidement en une nouvelle organisation syndicale révolutionnaire de type « syndicat rouge », mais dans la période intermédiaire, l'affaiblissement de la structure syndicale offrirait des chances inespérées au patronat,

— ou bien plus probablement la dilution des syndicats dans le mouvement politique de masse priverait les travailleurs de structures de lutte spécifiques et conduirait à une réintroduction de rapports de type « courroie de transmission » entre le parti et les conseils ouvriers.

## 33. - Le rôle du PSU dans le Mouvement Révolutionnaire

### 331. Le mouvement syndical et les organisations de masse.

(Ce texte doit être complété par le texte de synthèse des A.O.P. « Transformation du mouvement ouvrier ».)

Le mouvement réel des masses et, notamment, les grèves de la période actuelle montrent l'urgence d'une transformation du mouvement syndical qui doit donner, désormais, la priorité au développement et à la coordination des luttes, sur les négociations par ailleurs indispensables en tant qu'armistices provisoires. Cette transformation implique que le mouvement syndical se donne une stratégie globale (différenciée et articulée selon les divers secteurs de la production) qui accentuera sa tendance à se comporter comme une force politique.

Le rôle d'un parti révolutionnaire, devant ce phénomène, consistera évidemment à pousser les syndicalistes à aller jusqu'au bout de leurs analyses et en tirer les conclusions pratiques et non pas à les refouler vers des tâches corporatives. La transformation des syndicalismes implique une autre perspective qui correspond à l'aspiration profonde des travailleurs : l'auto-gestion des luttes. Elle est fondée sur l'hypothèse qu'il n'y a pas de tendance irréversible à l'intégration des syndicats ouvriers dans le fonctionnement du capitalisme. Certes le risque de cette intégration qui est une réalité permanente est aggravée par les stratégies réformistes auxquelles continue de se référer la majorité des directions syndicales actuelles, par conviction ou faute de mieux. Mais il appartient aux militants révolutionnaires de développer sur le plan idéologique et politique une lutte constante sur le terrain des luttes sociales pour que le mouvement syndical s'oriente de façon conséquente dans une perspective révolutionnaire, sans que cela remette en cause pour autant ni son autonomie, ni moins encore son rôle indispensable d'instrument de défense de la classe ouvrière.

Les militants révolutionnaires doivent de même respecter l'autonomie de décision et d'élaboration des autres organisations de masse, capables d'assurer le développement des luttes (Secours rouge, comités d'usagers, etc.).

### 332. Le P.C.F. et le mouvement révolutionnaire.

La critique de la stratégie frontiste que nous avons faite précédemment montre qu'il n'est pas possible pour le moment de concevoir un accord stratégique d'ensemble avec le P.C.F. : les divergences fondamentales sont trop profondes.

En revanche, des accords tactiques sur des questions précises doivent être recherchés et cela pour deux raisons majeures :



— c'est en luttant avec les travailleurs qui soutiennent aujourd'hui la ligne du P.C.F. qu'il est possible de remporter des victoires partielles importantes sur le capital. C'est également dans la lutte commune qu'il sera possible de les convaincre que la stratégie révolutionnaire est la seule riposte à l'exploitation capitaliste. C'est en proposant l'unité d'action sur des positions révolutionnaires que l'on force le P.C.F. — s'il refuse l'unité comme lors du 1<sup>er</sup> Mai — à démasquer son caractère réformiste.

— Tout porte à penser que si le mouvement révolutionnaire rompait le contact avec une aussi large fraction de la classe ouvrière, il serait rapidement isolé dans les luttes concrètes. Cela le conduirait à envisager une stratégie illusoire de prise de pouvoir minoritaire. En définitive, le P.S.U. doit adopter une position offensive dans ses relations avec le P.C.F. C'est-à-dire soit l'obliger à mener avec le mouvement révolutionnaire des luttes concrètes visant clairement à remettre en cause un des aspects du pouvoir capitaliste, soit l'amener s'il s'y refuse, à révéler aux travailleurs qu'il influence sa complicité avec l'ordre établi.

### 333. La question du parti révolutionnaire.

#### 1. - La maturation du mouvement révolutionnaire :

L'atomisation actuelle du mouvement révolutionnaire manifestée par la situation groupusculaire est un obstacle important à l'apparition d'une alternative socialiste cohérente. La maturation du mouvement et l'affirmation d'un pôle révolutionnaire distinct du P.C.F. passe donc en partie par sa restructuration politique et organisationnelle. Mais une telle restructuration que l'on voit déjà apparaître sous forme de tentative de regroupements politiques (Ligue - L.O. - Gauche révolutionnaire - etc.) doit se faire sur les bases politiques claires.

#### 2. - Les conditions politiques d'un regroupement :

Aussi le P.S.U. s'il est prêt pour sa part à participer activement à des tentatives de regroupement, posera plusieurs conditions :

— en aucun cas ces regroupements ne peuvent se faire sur une base de fusion purement organisationnelle d'appareils politiques sans référence au stade d'expression politique atteint dans les luttes de masse ;

— l'hypothèse d'une fusion à tout prix au sein d'un parti révolutionnaire unique constitue actuellement une reproduction déformée du modèle léniniste : elle suppose pour le moins un débat théorique approfondi sur la base des expériences historiques du mouvement ouvrier qui marquent les limites d'un tel modèle ;

— il peut certes s'avérer nécessaire pour des raisons tactiques d'unifier au sein d'une seule organisation l'ensemble du mouvement révolutionnaire, notamment dans le cas de la prise du pouvoir. Mais dans ce cas le P.S.U. continuerait d'affirmer le caractère transitoire de cette forme organisationnelle. Le refus d'une théorie de parti unique dans une phase de transition au socialisme ne se fonde pas seulement en effet sur les erreurs historiques du stalinisme. Il prend sa source dans l'hypothèse que des stratégies multiples de développement du socialisme sont possibles et qu'elles fondent la nécessité d'organisations politiques distinctes qui se proposent de les défendre et éventuellement de les appliquer sous le contrôle du suffrage universel.

### 334. L'insertion du courant révolutionnaire dans les masses.

La principale faiblesse du courant révolutionnaire, depuis une quarantaine d'années qu'il existe en France à côté du P.C.F., a été son caractère ultra-minoritaire, son aspect de secte prophétique impuissante.

Pour éviter d'en revenir à de tels errements, le courant révolutionnaire, et notamment le P.S.U. doit savoir remplir deux conditions principales :

1. - Il doit savoir que son audience dans les masses et sa puissance d'intervention ne sont pas seulement faites de la pertinence de ses arguments et de l'efficacité des luttes qu'il mène, mais aussi de sa capacité à consolider les victoires partielles qu'il remporte. L'extension et la politisation des luttes sociales ne se font pas seulement à partir de la justesse des objectifs de chaque lutte, ou de son caractère généreux, mais aussi à partir de la crédibilité qui suit une victoire fût-elle limitée. Cela suppose un programme d'action définissant des objectifs à court terme. Cela suppose aussi que le mouvement révolutionnaire soit capable d'étayer chacune de ses victoires et d'en tirer un rapport de forces clair et si possible durable. Tel est le sens que doivent donner les militants révolutionnaires aux débats et aux responsabilités du mouvement syndical. Tel est aussi le sens qu'ils doivent donner à leur participation aux institutions légales (mairies, coopératives agricoles, comités d'entreprises, etc.).

Ils doivent montrer en se mettant concrètement au service des intérêts des travailleurs, qu'ils n'entendent pas laisser l'adversaire de classe user librement de tous ces pouvoirs. Sans se faire d'illusions sur leurs possibilités d'action, sans tomber dans le piège de la « participation » gaulliste, ils doivent faire comprendre leur ligne révolutionnaire dans leur pratique des institutions légales, plutôt qu'à travers leur volonté de désertir ce terrain de lutte.

2. - Le P.S.U. doit également être capable de distinguer avec le plus grand soin la détermination de sa ligne politique de son action de propagande. La détermination de la ligne exige des analyses détaillées, un vocabulaire rigoureux, une perspective éloignée dans le temps. La propagande vise au contraire à faire passer dans les faits la première étape de la ligne en question. Elle doit être simple, viser à court terme, parler un langage clair ; elle a pour objet de faire accomplir à ceux qui la reçoivent un pas en avant, non pas de leur faire déchiffrer la totalité de nos positions. A ce prix, elle peut être une propagande de masse.

### 34. - La prise du pouvoir

#### 341. Les solutions erronées dans la situation actuelle.

L'expérience historique du mouvement révolutionnaire recouvre différents moyens, qui doivent être envisagés dans les conditions spécifiques des démocraties bourgeoises occidentales où le capitalisme a atteint un niveau élevé de développement des forces productives. Il importe d'en voir les limites, et de distinguer un certain nombre de fausses perspectives.

#### 1. - L'insurrection armée.

Malgré son audience mythique dans l'extrême gauche française, c'est la plus improbable, la plus difficile et la plus contestable.

Dans l'état actuel du système militaire français, il est très difficile d'armer le prolétariat. Par ailleurs, l'apparition d'une armée de métier (type Défense opérationnelle du territoire) empêche tout espoir sérieux, actuellement de fraternisation de type soviétique avec la population.

Les révolutionnaires qui prétendent avoir recours à la lutte armée en transposant sur le plan européen les modèles de guérillas latino-américaines ne peuvent qu'accentuer des troubles violents à la périphérie du système sans le remettre sérieusement en cause, ce genre de tentatives ne ferait que discréditer gravement le mouvement révolutionnaire dans son ensemble.

2. - La victoire électorale qui permettrait à elle seule à un gouvernement socialiste de faire des réformes révolutionnaires, est contredite par l'histoire du mouvement ouvrier. Elle ne remet pas en cause immédiatement les structures de la production, et laisse intacts les lieux du pouvoir politique. Les révolutionnaires se trouvent alors face à des contradictions insurmontables au sein d'un appareil d'Etat demeuré intact.

#### 342. La violence révolutionnaire de masse.

Le problème de la violence révolutionnaire ne peut être posé que dans le cadre et en liaison avec le contexte qui la produit. Cela signifie en particulier que la violence par elle-même est stérile et même négative si elle n'est pas liée aux actions collectives des travailleurs révolutionnaires. Il faut à cet égard différencier deux situations.

#### 1. - La période pré-révolutionnaire.

La violence révolutionnaire est alors un moyen de défense contre la violence exercée par la classe dominante à travers les rapports de production capitalistes. Aucune violence n'est supérieure à celle-là. C'est pourquoi l'aspiration des révolutionnaires est de la supprimer.

Ce combat contre la violence capitaliste peut prendre la forme d'actions de masse dans le cadre de la légalité bourgeoise ou hors de ce cadre ; par des moyens pacifiques ou non. Cette violence révolutionnaire ne doit pas se contenter d'avoir une valeur d'exemple, mais doit toujours chercher à être comprise par les travailleurs, notamment en se donnant des objectifs largement perceptibles.

Il faut en revanche, éviter toute forme minoritaire ou minorisante qui conduit à l'isolement de la lutte. Car une lutte isolée doit à l'inverse d'une lutte de masse, multiplier et durcir ses actes de violence pour ne pas être écrasée, elle risque alors de ne pas être comprise.

Enfin l'action violente doit tenir compte du rapport de force dans lequel elle s'insère. En effet, la logique de la violence conduit à un enchaînement au terme duquel le mouvement révolutionnaire risque d'être isolé. L'ennemi de classe ne peut manquer alors d'exploiter cette situation à son profit, par un réflexe de peur identique à celui que la France a connu en juin 68. Il importe donc que le prolétariat trouve lui-même les formes de contrôle du recours à la violence.

#### 2. - La période révolutionnaire.

Le pouvoir révolutionnaire aura sans doute à affronter des tentatives de la bourgeoisie pour récupérer par la force ses positions perdues. Certaines transformations de la société actuelle et la consolidation de ces acquis ne pourront être obtenus que par la violence. Mais celle-ci doit toujours être contrôlée, car un pouvoir politique fondé sur la violence physique et en particulier armée, risque de ne compter que sur elle pour résoudre ses problèmes, et se soustraire ainsi au problème politique fondamental qui est la participation volontaire des masses au mouvement et aux conquêtes révolutionnaires.

Or cette adhésion ne peut être totale que si le mouvement révolutionnaire réalise progressivement un de ses objectifs majeurs : atténuer autant qu'il se peut la violence inhérente aux rapports sociaux.

#### 343. Les conditions actuelles de la prise du pouvoir.

L'hypothèse la plus plausible est aujourd'hui celle d'un processus joignant la paralysie de la production et la transformation de fait des rapports de production dans les entreprises, dans les villes, etc., à des élections qui la ratifient, et en confirment l'orientation.

Lorsque les conditions d'une crise du pouvoir de la bourgeoisie seront réunies le mouvement révolutionnaire devra être assez fort pour :

1. - imposer au P.C.F. une rupture avec tous les courants qui n'envisageraient qu'un simple replâtrage social du capitalisme et l'obliger ainsi à passer une alliance privilégiée et conséquente avec le mouvement révolutionnaire. S'il s'y refusait le mouvement révolutionnaire devrait alors prendre la responsabilité de poursuivre seul la transformation révolutionnaire à condition qu'il soit assuré du soutien réel et exprimé des masses ;

2. - soutenir et développer dans tout le pays une pression populaire intense imposant une transformation des structures de production et des rapports sociaux qu'un gouvernement de transition vers le socialisme devra ratifier ;

3. - défendre le principe d'élections générales sur des bases totalement renouvelées (sur les lieux de production, à partir de scrutins réellement démocratiques, etc.) mais nécessaires pour éviter des risques de confiscation du pouvoir soit par le P.C.F. soit par des groupes révolutionnaires de tendance antidémocratiques.

Une telle stratégie doit être suffisamment souple pour s'adapter aux circonstances historiques particulières permettant un renversement du pouvoir de la bourgeoisie. Elle se distingue d'une stratégie frontiste sur l'essentiel en tant qu'elle n'a pas pour but de déléguer à un « gouvernement de gauche » la tâche de faire une révolution « toute lutte de classe cessante ». Elle a au contraire pour objet d'accentuer la lutte de classe à tous les niveaux de l'appareil d'Etat et de la production afin de placer les courants contre-révolutionnaires ou réformistes devant le fait accompli par la transformation de l'organisation du travail.

## 4 - Vers l'élaboration d'un programme révolutionnaire

### 41. - Le rôle du programme

Pour un parti social-démocrate, le programme est le catalogue des réformes qu'il s'engage à réaliser une fois au pouvoir. L'Histoire montre qu'il lui arrive souvent d'oublier ses promesses, au nom des contraintes nouvelles que lui donne le pouvoir. Pour un parti révolutionnaire, le programme manifeste sa capacité à comprendre le mouvement réel des masses et à l'orienter vers une perspective réaliste de transformation sociale.

Le terme de programme recouvre donc à nos yeux une double réalité :

— l'une est relative aux luttes actuelles : un programme d'action est nécessaire si l'on veut fixer des objectifs à ces luttes, permettre leur unification, leur convergence dans un projet politique soutenu par une stratégie cohérente. Sinon l'action des masses accouchera d'une révolte et non d'une révolution. L'élaboration de ce programme a été commencée au conseil national de janvier 71, mais elle doit être poursuivie.

— l'autre concerne les principaux axes de la société socialiste à construire. Il importe de les fixer dès aujourd'hui pour assurer la cohérence entre les luttes actuelles et les perspectives de la société future, et pour éviter les déviations de type stalinien, en inaugurant une pratique qui donne, dès maintenant, l'initiative aux travailleurs.

Ces deux aspects du programme sont étroitement liés. Cette liaison permet une meilleure mobilisation en même temps qu'une large prise de conscience politique : les masses sont ainsi associées à la prise en charge de leur propre destin, dans une pratique de démocratie réelle. La rédaction du programme capable d'animer les luttes de masse est une des responsabilités essentielles d'un parti révolutionnaire.

### 42. - Lignes directrices

Un programme révolutionnaire doit d'abord affronter les contradictions historiques du socialisme et s'efforcer de les résoudre. Il doit prouver que le socialisme est compatible avec la liberté réelle des hommes, par l'organisation sociale qu'il inspire : seule une société autogérée, fondée sur la responsabilité effective des groupes humains concernés, est capable de résister à un retour offensif du capitalisme et aux différentes formes de dégénérescence qu'a pu engendrer le centralisme étatique (politique de répression, règne de la bureaucratie, formation d'une nouvelle bourgeoisie, etc.). Dans le cadre d'une société indus-



truelle développée, l'autogestion des activités principales est le moyen de redonner aux hommes leur dignité et leur capacité d'initiative.

En second lieu, il convient de définir de nouvelles modalités d'organisation du travail, pour que la transition vers le socialisme ne débouche pas, comme on risque de la voir en U.R.S.S., sur la recréation des valeurs marchandes et le retour à un mode de production de type capitaliste. Définition du salaire, permutation aux postes de travail, acquisition de nouvelles qualifications, spécialisation des fonctions sans que les travailleurs soient astreints toute leur vie à la même spécialité, juste répartition entre périodes d'activité et d'inactivité, refus d'une division absolue entre travail manuel et travail intellectuel... Ces points sont aujourd'hui l'objet de luttes très dures de la part des travailleurs ; ils doivent être résolus le plus vite possible dans la société de transition vers le socialisme.

Plus largement, il convient de réaliser un changement total des rapports sociaux non seulement dans la production, mais aussi en dehors : mise en cause des hiérarchies et des privilèges, développement des capacités créatrices, éducation libérée des contraintes sociales et familiales, maîtrise de la vie quotidienne, autonomie de la femme, contrôle des forces répressives et de la justice (notamment par une rotation systématique des hommes), etc.

Ces conquêtes ne sont possibles et durables que par l'exercice effectif du pouvoir par les travailleurs. Le stalinisme a transformé la dictature du prolétariat en une dictature sur le prolétariat. Il nous faut prouver que le pouvoir prolétarien passe par l'établissement d'une démocratie réelle dont l'exercice s'impose à tous. Elle ne peut être réalisée qu'une fois disparues les bases de la domination économique qui utilise le pouvoir d'Etat à son profit. C'est pourquoi la planification sera un acte politique essentiel : elle sera l'effort commun pour assurer la cohérence des objectifs définis à la base. Elle implique donc à la fois de nouveaux types de pouvoir, plus proches des travailleurs, sur le plan local ou régional, ou dans leurs domaines d'activité et le maintien d'une structure politique d'ensemble, fondée sur le suffrage universel. Celui-ci, à condition qu'il s'exerce sur les lieux mêmes de la production, constitue le seul principe de légitimité dans la société socialiste. Pour combattre le risque d'un parti unique « qui accaparerait vite cette légitimité à son profit, il est nécessaire de garantir l'exercice intégral de toutes les libertés publiques (réunions, information organisation, expression...) : le débat doit rester constant sur la valeur des différentes stratégies possibles vers la société socialiste. Les tendances contre-révolutionnaires, doivent être combattues au nom de la démocratie : leur liberté d'expression doit être équilibrée par le refus des travailleurs de connaître à nouveau l'exploitation et l'oppression.

#### 43. - Les modalités d'élaboration

La préparation d'un tel programme dont on n'a voulu esquisser que quelques lignes directrices, doit être une activité permanente du parti, afin qu'il s'enrichisse des nouvelles expériences, des nouvelles réflexions du courant révolutionnaire. Le mode de préparation doit de plus être conforme aux lignes directrices de la société qu'il vise à décrire : ce sont les militants des divers fronts de lutte qui doivent faire les choix sur le type de société à venir, à partir de leur expérience comme des contradictions qu'ils rencontrent. Ainsi le 7<sup>e</sup> congrès doit-il mandater la direction du parti qu'il aura choisie, pour prendre l'initiative d'organiser la rédaction de ce programme dans une confrontation avec les militants politiques et syndicaux qui s'inscrivent dans le courant révolutionnaire, qu'ils soient membres ou non du P.S.U. Les résultats de ces échanges donneront lieu à des synthèses qui seront diffusées auprès des sections, appelées à trancher le cas échéant, sur des propositions alternatives. Des conseils, nationaux sur des points précis (ex. : problème de l'Etat) permettront d'approfondir le débat. Ainsi le 8<sup>e</sup> congrès pourra-t-il

délibérer sur une version certes provisoire mais la plus complète possible du programme d'objectifs dont a besoin le mouvement révolutionnaire pour se réaliser effectivement.

### 5 - Organisation du Parti

#### 51. - Les nécessités politiques de la restructuration

\* L'organisation d'un parti est fonction du but qu'il s'est fixé et des moyens qu'il se donne pour y parvenir. De l'orientation définie dans ce texte, en particulier sur le rôle du programme révolutionnaire et les tâches du P.S.U., résultent les propositions sur l'organisation du parti.

\* Nous pensons que ce congrès ouvre une nouvelle période de travail intensif du parti (théorique et pratique) dont une étape importante sera l'élaboration du programme révolutionnaire au 8<sup>e</sup> congrès. C'est dire qu'en matière organisationnelle il serait aujourd'hui absurde si ce n'est démagogique de proposer un schéma complet et définitif. Nous proposons un schéma correspondant à l'étape actuelle, tenant compte et des acquis théoriques et pratiques et marquant l'ouverture de la nouvelle étape.

\* Il est en effet nécessaire d'accélérer volontairement un processus de modification de la nature du parti, en modifiant la composition sociale de ses diverses instances, qui doivent être en avance sur la base sociale du parti lui-même.

#### 52. - Les structures de base

C'est le premier niveau où s'impose la nécessité de traduire concrètement l'acquis de nos expériences de luttes. A ce niveau doivent jouer et la capacité d'initiative des militants insérés dans une lutte concrète et la nécessaire cohésion de l'ensemble du parti dans ses interventions.

La base du parti est donc composée :

— des groupes d'interventions sur des fronts de luttes permanentes ou momentanées. Groupes qui sont responsables à la fois devant le parti et vis-à-vis de l'extérieur de l'application de la politique du parti dans un « secteur » précis ;

— des sections, lieux privilégiés de la délibération et de la décision politique ainsi que de la coordination de l'ensemble des interventions dans chacun des secteurs.

Cela veut dire qu'il est hors de question de décider que les groupes de base seraient des cellules purement autonomes d'intervention et de délibération, ce qui reviendrait à fractionner le parti en une multitude de petits groupes. Les risques encourus allant alors du corporatisme le plus plat au spontanéisme le plus échevelé.

Dans certaines conditions de luttes permanentes, il est souhaitable que les groupes d'intervention deviennent des sections, ce qui implique évidemment qu'elles atteignent une dimension permettant cette modification. Celle-ci étant aussi un aspect de l'accélération volontaire de la modification sociale du parti.

#### 53. - La fédération et le problème de la région

Le problème central de la modification organisationnelle du parti est posé par les fédérations.

Il apparaît en effet que les fédérations sont effectivement le bon niveau d'impulsion d'organisation et de coordination des luttes et que pour ce faire elles doivent être dotées de véritables directions politiques et de moyens.

Pour cela il faut que les fédérations soient réellement ce point central de décision politique, ce qui implique qu'elles recouvrent ou une unité d'intervention sur le terrain

des luttes sociales (région à problème global du type Nord - Pas-de-Calais ou de la Basse-Seine) ou bien unité d'organisation et d'intervention d'un secteur particulier (région agricole), tout en gardant leur qualité essentielle de niveau de direction relativement proche de la base.

Une fédération ne recouvre donc pas obligatoirement un département ou une région de programme. Cependant, trop de fédérations du P.S.U. ont actuellement une zone d'intervention exclusivement limitée à un département sans signification autonome sur le plan des luttes sociales.

Le problème de permanents régionaux se trouve par là même posé crûment, car la constitution d'un certain nombre de fédérations sera freinée tant qu'elles n'auront pas la possibilité d'avoir un permanent.

Le congrès doit donner mandat à la nouvelle direction politique nationale de procéder avec celles-ci à un examen de la situation de toutes les fédérations afin de préparer concrètement les conditions d'un remodelage fédéral qui s'effectuera cas par cas.

Transitoirement, il sera possible de mettre en place à un niveau plus large que le département, là où il y a homogénéité des luttes, une coordination régionale des luttes tout en laissant aux fédérations qu'elles recouvrent leur pleine capacité de direction politique globale, tant que toutes les conditions d'organisation d'une fédération régionale ne sont pas réunies.

#### 54. - Organisation des secteurs Entreprises et Agricole

Le changement de la base sociale du parti, la coordination et l'impulsion des luttes sur le terrain social sont tributaires de l'implantation du parti dans les entreprises et les unités agricoles de production. L'action de tout le parti doit donc porter en priorité sur la création de groupes ou sections d'entreprise et sur l'organisation verticale des secteurs.

A la base, groupes ou sections suivant le nombre de militants. Au niveau fédéral, un collectif de direction du secteur désigné, par les militants du secteur et ratifié par la direction fédérale. Au niveau national, un collectif national de direction politique du secteur désigné par les militants concernés et ratifié par la D.P.N.

Il peut se présenter des exigences de coordination à un niveau géographique plus important que celui des fédérations telles qu'elles ont été décrites plus haut. Un collectif de coordination sera alors mis en place, composé de délégués des fédérations pour les secteurs concernés. L'importance donnée aux secteurs entreprises et agricole dans les différents niveaux de directions du parti, impose à ces secteurs un fonctionnement dont les règles soient connues et approuvées par l'ensemble du parti. La difficulté est bien sûr que la démocratie du mandat individuel en vigueur dans notre parti est souvent difficile à appliquer en raison de la diversité des situations : sections d'entreprises, groupes d'entreprises, militants isolés. C'est donc les assemblées du secteur qui devront exprimer les choix politiques et désigner les délégués. La taille de ces assemblées doit permettre la meilleure expression de tous, dans les moindres contraintes matérielles (déplacements). Cette dimension optimale sera trouvée au niveau de la fédération, telle qu'elle est décrite au paragraphe 53. Une assemblée de type régional sera composée des délégués des assemblées fédérales avec une pondération et une représentation qui garantissent l'expression de tous. Ce sont ces différentes assemblées qui désigneront les directions de secteur et les candidats à une direction nationale.

#### 55. - Le niveau national

Il s'agit non pas de régler le problème de la direction politique nationale mais bien de résoudre celui de tout le niveau

national : B.N., D.P.N., collectifs nationaux de direction politique des secteurs, conseils nationaux.

Diverses mesures s'imposent :

\* D.P.N. de 80 membres dont les candidats sont présentés pour moitié par les secteurs déterminants, moitié par les fédérations. La D.P.N. se réunissant 2 fois par trimestre.

\* Le B.N. de 20 membres au sein duquel se trouvent des permanents nationaux (1 secteur entreprises, 1 agriculture, 1 organisation, 1 gestion).

\* Un bureau politique de 5 ou 6 membres dont le secrétaire national, 2 secrétaires nationaux adjoints, le trésorier et le responsable organisation.

\* Les collectifs nationaux de direction politique des secteurs sont composés de membres désignés par les secteurs en accord avec la D.P.N., les animateurs de ces secteurs étant membres du B.N.

\* Le Conseil national doit retrouver sa caractéristique : étude d'un aspect particulier concernant l'action du parti. Pour ce faire, il doit être centré sur un point précis : politique internationale, problèmes universitaires, formation, etc., de même il est nécessaire de décider que dans l'intervalle entre 2 congrès ne se tiendront que 2 conseils nationaux afin que le parti ne passe plus l'essentiel de son temps à la préparation de simili-congrès.

#### 56. - Les mandats à donner à la DPN

L'évolution des structures du parti n'aura aucun sens si la prochaine direction du parti ne prend pas un certain nombre de mesures qui concernent le parti dans son ensemble.

a) La formation, aussi bien sur le plan théorique (initiation marxiste, analyse des luttes) que pratique (méthodes d'action, formes d'expression) : les stages doivent être diversifiés pour correspondre aux principaux terrains d'action ; par leur méthode et leur contenu, ils peuvent être l'occasion d'une expérience culturelle originale. Des stages nationaux réguliers doivent être prévus, en tenant compte des possibilités qui s'offrent aux travailleurs.

b) La diffusion des idées, des expériences et des analyses au sein du parti comme à l'extérieur : c'est le rôle de « Critique socialiste » qui doit s'adresser non à des « intellectuels », mais à des militants.

c) L'information interne, et réciproque entre les différents organes du parti : il faut en unifier les moyens pour assurer leur efficacité. L'un de ces moyens est le « Courrier du P.S.U. » qu'il faudra remettre en activité ; en attendant sa réparation, un encart dans « T.S. » tous les deux ou trois numéros et réservé aux adhérents pourra être un palliatif utile.

d) L'expression externe des choix du parti, en fonction de l'actualité et des grandes dominantes : la propagande, la presse (Tribune Socialiste), les publications doivent permettre la lecture politique de la réalité vécue par les travailleurs. A cette fin, il convient d'assurer au comité de rédaction de « T.S. » une représentativité réelle, en fonction des principaux fronts de lutte, sous le contrôle du B.N. La composition de ce comité de rédaction sera ratifiée par la D.P.N. Une politique d'édition doit être élaborée aussi bien pour permettre l'expression de ceux qui mènent les luttes que pour fournir des analyses politiques approfondies. « Tribune Socialiste » s'orientera dans son contenu et dans sa forme vers les masses.

e) La répartition des tâches à l'intérieur des organes de direction doit être connue de tous les militants : elle implique la fourniture des moyens matériels et financiers indispensables pour que les responsabilités puissent être tenues.

Sur tous ces points, des mandats précis doivent être donnés par le congrès à la future direction du parti.



# Les travaux du nouveau siège central du Parti sont en cours



## Il s'agit d'aménager

- Au rez-de-chaussée :
  - Une salle pour la librairie de « Tribune ».
  - Deux bureaux pour la rédaction du journal.
  - Deux bureaux pour l'administration.
  - Une salle pour le fichier.
  - Une salle d'expéditions.
  - Un atelier d'impression.
- Aux premier, deuxième et troisième étages :
  - Douze bureaux pour la Direction nationale du Parti.
  - Trois salles de réunion, dont une faisant office de bibliothèque.

Cela représente plus de 60 000 francs de travaux, sans compter le mobilier.

Il reste également à rembourser un emprunt de 380.000 F.

## LA SOUSCRIPTION

Chaque fédération doit collecter d'ici à la fin de l'année une somme équivalente à un timbre trimestriel de cotisation complet par militant.

La Direction nationale du Parti et l'administration de « Tribune socialiste » doivent pouvoir s'installer au plus tard le 30 JUIN prochain. Or, les travaux prennent du retard faute d'argent.

Les versements sont à faire par C.C.P. ou chèque bancaire à l'ordre du P.S.U. :

C.C.P. 140 20 44, Paris  
en les envoyant à « Tribune Socialiste », 54, boulevard Garibaldi, Paris 15<sup>e</sup>.

# Donner ou collecter pour le siège central du Parti, c'est une tâche militante urgente

L'équipe responsable des travaux recherche un camarade pour assumer la responsabilité des travaux de peinture (constitution des équipes, organisation du travail). La peinture pourra commencer à partir de début mai.

De la même manière, nous aurions besoin d'un grand nombre de peintres (ce n'est pas la peine d'être un spécialiste).

Adressez-vous à SUF. 19-20, en indiquant vos jours et heures disponibles.